



# Voyage avec Colomb

**F**ORT-DE-FRANCE. — Christophe Colomb a aussi fait la guerre du Golfe. La nouvelle nous parvient à l'échelle de Martinique, pays peu ordinaire où la politique fut toujours un haut langage, affaire de concours et de discours issus d'un peuple qui ne laissa jamais abattre son avenir dans la démagogie d'un parler prétendument « populaire ». Les hommes de fiction y brassent encore le réel, le façonnant et le rêvant. Jeu forcément risqué où l'invention verbale autorise parfois la démesure, voire le dérapage. C'est ainsi que, sous le titre « Christophe Colomb en George Bush ou les droits de l'homme blanc », l'écrivain Raphaël Confiant publia en pleine « Tempête du désert » une tribune libre dans *France-Antilles* dénonçant « la guerre raciste des Blancs juéo-chrétiens contre un pays du tiers-monde ». « Ce que les Occidentaux appellent hypocritement « les droits de l'homme » ne sont en réalité que les droits de l'homme blanc, poursuit-il. Christophe Colomb-George Bush, même combat ! »

Scandalisé que certains intellectuels martiniquais puissent envisager de commémorer le cinquième centenaire des « crimes contre l'humanité commis par ces psychopathes sanguinaires que furent Colomb, Cortés et les autres » et annonçant son intention d'« empêcher par tous les moyens cette célébration de l'infamie », Confiant se lançait ensuite dans une comparaison scabreuse : « Et dire que les « yich man Rothschild », comme on dit en créole, avec un sens inné du marketing, ont réussi à placer le génocide de leur peuple au Top 50 des génocides mondiaux ! Et dire que les Occidentaux culpabilisent terriblement d'en avoir gazé six millions au cours des cinq petites années de la seconde guerre mondiale alors qu'ils ont complètement effacé de leur mémoire le massacre de 50 millions de Nègro-Américains pendant trois longs siècles ! Autrement dit, les droits de l'homme sont valables pour les victimes de Dachau, pas pour nous. » Le signataire de ces lignes blessées et blessantes est pourtant l'auteur d'un roman tragi-comique salué par la critique, le *Nègre et l'Amiral*, dont la cible est le vichysme en sa version tropicale et où l'amiral n'est pas celui de la mer océane, mais l'amiral Robert, envoyé plénipotentiaire du maréchal Pétain.

Kaléidoscope planétaire, notre héros est condamné à réfléchir les passions et les haines du moment. Depuis le début de ce périple, aucune escalade n'avait révéillé autant d'agitation et de polémiques autour de 1992. Entrevue par Colomb lors de son quatrième et dernier voyage, en 1502, cette terre fait entendre l'écho de notre détournement sénégalais, cette Afrique déportée sur le Nouveau Monde dans la foulée des conquêtes et largement oubliée par cette célébration d'une épopée hispanique, fil-à-fil méritée. Une blessure non cicatrisée conforte le sentiment d'avoir été relégué sur le bas-côté de l'Histoire, d'être encore exclu du devenir du monde. Mais, dans ce microcosme insulaire, la violence des mots continue de s'épuiser en d'innombrables tolérances. Sirotant un *petit-pieds* — on dit aussi un *sec*, un *feu*, un *réfard*, bref un *punch* — au balcon de l'hôtel Impérial, on peut toujours apercevoir sur la place de la Savane la statue de Joséphine de Beauharnais, qui ne fut pas pour rien dans le rétablissement de l'esclavage par son Napoléon de mari, retour à ce temps ressuscité jusqu'à l'overdose par le poète : « Et l'on nous vendait comme des bêtes, l'on nous comptait les dents, et l'on nous était les bourses et l'on examinait le cuir et le décali de notre peau et l'on nous palpitait et pesait et soupesait et l'on passait à notre cou de bête domptée le collier de la servitude et du sobriquet... »

En allant à la rencontre de l'auteur de cette psalmodie, on croise un *Monument à la liberté inachevée*, symbole figé d'une impatience mêlée d'impuissance. C'est au pied de la mairie de Fort-de-France, où nous reçoit l'homme dont ici tout procède, en littérature comme en politique, André Césaire. A soixante-dix-huit ans, le personnage, sobre et réservé, intrigue par sa façon bien à lui d'être au cœur et en retrait du monde. Plus ancien élu de l'île, inamovible maire et député, père du Parti progressiste martiniquais qui domine la vie politique locale, cet « épi de lumière » fascine et surpasse. En 1941, André Breton, sociable de ténacité sur le chemin de son exil américain. Ce fut en effet un précurseur, frayant un chemin solitaire où se sont approvisionnées les contradictions d'une conscience vigilante. Redoutable procureur du colonialisme, il fut cependant l'avocat de la « départementalisation » dont l'apport fut à la fois d'égalité nouvelle et de dépendance accrue. Communiste durant quatorze ans, il fut dès 1956 rompu avec le stalinisme, dont il dit aujourd'hui : « Ce n'est pas que nous nous étions trompés, c'est que nous étions trompés. C'était une immense imposture. » On l'écoute avec d'autant plus de plaisir que, refusant d'ordinaire les interviews, il a rendu rare sa parole.

« Nous sommes des crachats, des vomis de volcan. Peut-être disparaîtrons-nous

un jour pour devenir un oiseau marin. Mais nous survivrons encore longtemps. Nous sommes nés de la catastrophe, nous la surmonterons. Si ma raison est pessimiste, mon instinct ne l'est pas. »

Cette identité en clair-obscur est fille d'un malheur ambigu puisque née de la traite et de la colonisation, obligée de se forger après un arrachement sans retour. « Nous avons sans doute de nombreux aïeux, mais, pour l'immense majorité des Antillais, la clé de l'identité se trouve en Afrique. Un jeune Martiniquais ne peut comprendre son pays sans faire ce détour par ce continent malmené et violé qui, jusqu'à présent, ne s'en est jamais remis. C'est notre géographie cordiale, notre traumatisme originel. Je me suis découvert dans la rencontre avec le monde africain. Quand, au Sénégal avec André Malraux, j'ai vu la reine Sebeth

seul le peuple peut faire. Mitierrand a reconnu le droit à la différence, et j'ai soutenu cette ouverture. Mais maintenant il y a une demande nouvelle. Je revendique pour la Martinique, pour les Antilles, la reconnaissance de leur spécificité et de l'existence d'un peuple martiniquais qui puisse prendre en mains ses propres affaires. Une région autonome m'irait fort bien... »

Message transmis aux socialistes français dont ce député, qui leur est apparenté, avoue ne pas bien comprendre « les querelles de clans et de fidélités ». « La disparition des idéologies, c'est une bonne chose s'il s'agit de l'imposture, de la langue de bois, du sectarisme. Mais, dans les débats, encore faut-il au moins sauver les idées. Et d'idées, je n'en vois pas beaucoup. Les éléphants, c'est effrayant, non ? » Avant de nous donner

la pièce de Shakespeare. Les blessures de naissance, toujours. Celles qui lui firent dire en 1955, dans son *Discours sur le colonialisme*, que « l'Europe est moralement, spirituellement indéfendable ». Aux Antilles, rien n'est simple...

DIFFICILE, par exemple, de comprendre le pourquoi des vocations multiples suscitées ici par le cinquième centenaire. Deux comités officiels sont déjà en lice, tous deux animés par des responsables du FPM, le parti de notre député-poète. Le premier, initié par le conseil régional, a choisi pour intitulé « la commémoration du choc des deux mondes ». Dans ce pays littéraire où tout commence par une citation, ses organisateurs ont placé en exergue une phrase douce-amère d'Octavio Paz, récent prix Nobel mexicain : « Les hommes et les sociétés ne meurent pas de

entendez français, de la Guyane à Paris — et s'intitule Comité France-Caribbes pour le cinquième centenaire de la rencontre des deux mondes. Fariant sur l'« actualité » de la relation entre les deux bords de l'Atlantique et optant pour une réévaluation positive de la découverte, « clé d'un essor fantastique des idées », il n'en laisse pas moins transparente la même mélancolie identitaire, au détour de sa déclaration d'intention : « Retour sur soi, retour à soi, à l'heure crépusculaire d'être soi-même ». La Martinique ne risque-t-elle pas de s'enivrer de littérature ? Vice-présidente de ce comité, Isabelle Gratiot est évidemment petite-fille d'un poète, Gilbert Gratiot, dont Césaire a dit un jour qu'il symbolise « les Antilles de la sueur et de la révolte » par opposition à celles de l'usine et de la fortune. Mais ce qui la révolte, elle, c'est que l'on « ressasse le malheur ». « L'important, ce n'est pas ce qu'on nous a fait, mais ce que nous ferons de ce qu'on a fait de nous. Nous sommes arrivés par effraction sur la scène de l'Histoire. C'est ainsi, assumons ! »

Entre l'Europe à venir, les élections régionales et le cinquième centenaire, 1992 s'annonce mouvementée sur cette île meurtrie, en peine existentielle. Entre ceux qui se sentent malgré tout héritiers d'une Europe « indéfendable » et ceux qui la rejettent avec virulence pour le même motif, se glissent ceux qui regardent vers la Caraïbe et l'Amérique latine, tel le Groupe révolutionnaire socialiste, petite organisation indépendantiste ne se voulant ni martiniquaise ni guadeloupéenne mais antillaise et rêvant d'une identité nouvelle : d'archipel et non plus d'île. Car ce qui s'exprime ici, c'est bien le malheur d'être une île. « Le monde est divers, l'insularité est délire d'homogénéité », a récemment écrit dans une revue haïtienne le Martiniquais Alain Ménil, jetant du piment sur la blessure antillaise : « Nous sacrifions à la haute idée que nous avons de nous-mêmes sans risquer d'affronter le spectacle que nous sommes devenus, miettes assistées et conducteurs de village confondus. A défaut d'apprendre à l'école du vrai, nous avons fait de l'illusion littéraire le maître mot de notre histoire, ayant effacé toute marque distinctive entre l'histoire réelle et son récit. »

LA flèche pourrait aussi bien viser Colomb, qui, en réussissant enfin à abandonner les îles pour le continent, confondra ses rêves et la réalité. Bientôt inventeur du Paradis terrestre, l'Amiral du déclin brille d'un éclat farouchement littéraire. Déjà perceptible, son aimable folie messianique va s'épanouir dans un sursaut qui le sauvera pour l'éternité, le distinguant des ordinaires conquérants, chercheurs d'or et de royaumes. Sous le coup de l'échec d'Hispaniola, le gouverneur s'écroule pour laisser place au découvreur où se révèle l'utopiste. Revenu en juin 1496 en Espagne, Colomb attendra deux ans avant de pouvoir se lancer dans son troisième voyage, en mai 1498. Deux ans durant lesquels il étouffe la cour par sa nouvelle vaine dont on ne saura jamais si elle traduisait un réel accès mystique ou un nouveau tour de comédie. Il s'est fait pousser la barbe et, tel un moine franciscain, porte désormais une robe de bure ceinturée d'un simple cordon. Au bas de ses écrits, il n'appose plus qu'une signature énigmatique qui embarrasse encore les historiens, partagés entre l'hypothèse d'une codification de la Sainte-Trinité ou celle de la marque cabalistique d'une secrète judaïté :

S.A.S.  
X.M.Y.  
Au-dessous, son habituel XpoFFERENS — le Porte-Christ — ou, dans une fausse sobriété, *El Almirante*. Avant de reprendre la mer, il fait établir un acte de majorat qui fait de son fils aîné, Diego, son héritier, et dans lequel il précise que celui-ci devra, après sa mort, utiliser la même signature en prenant soin d'écrire les mystérieuses lettres de bas en haut selon l'ordre des colonnes. Enfin, le voici de nouveau en mer, entraînant six vaisseaux et quelque trois cents personnes parmi lesquelles, pour la première fois, trente femmes. Abandonnant les parcsours des premiers voyages, il descend plus au sud, jusqu'aux îles du Cap-Vert et au-delà, à la latitude de la Sierra-Leone. Puis il oblique vers l'ouest, piquant directement vers le continent sud-américain. Il sait ce qu'il cherche, il l'écrit : « une très grande terre ferme »...

Prochain article :

Les Indes véritables

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

(Fonds  
-Saint-Denis,  
quartier de  
Fort-de-France).  
Retour  
de la messe  
le vendredi saint.  
« Nous sommes  
devenus  
des assistés,  
un peuple de  
RMistes... »



## 21. Au bord des mondes

par Edwy Plenel

de Casamance, je me suis dit que c'est de là que devait venir ma grand-mère tant elle lui ressemblait, une petite négresse de hameau habitée de la même force, du même charisme. Puis un masque rouge s'est avancé, avec des cornes et des miroirs, symboles de richesse et de connaissance, et j'ai alors reconnu le diable de nos carnavales. Là-bas, c'est un dieu ; chez nous, c'est devenu un diable, le diable des vaincus. »

CÉSaire désarçonne son interlocuteur par sa manière tranquille, sinon enjouée, de retourner un pessimisme foncier en argument d'avenir. « Est-ce qu'il y a encore une identité martiniquaise ? La question se pose tant le mal le plus profond de la société antillaise est l'aliénation. Mais je réponds oui. Elle est même plus forte que jamais parce qu'elle se sent menacée. Nous ne produisons plus rien, nous sommes devenus des assistés, un peuple de « RMistes », en voie de paupérisation. Le plus grand danger qui nous guette, c'est d'assister au déroulement de notre propre histoire. » La conversation rencontre alors des inquiétudes déjà évoquées en Guadeloupe, dessinant les contours d'une prochaine tension entre Paris et les départements américains. « Nous vivons le drame d'un petit pays qui se sent menacé de toutes parts. Qui sommes-nous, où allons-nous, la locomotive européenne ne va-t-elle pas nous passer dessus ? Notre rapport à l'Europe est ambigu, de peur et de fascination mêlées. J'ai voté contre le traité de Rome quand on voulait nous faire croire que notre rhum allait glouglouter dans des gosiers bataves habitués au schnaps. Aujourd'hui, nous sommes très mal partis, sans débouchés, ouverts à tous les vents. Rien de ce que nous produisons qui ne puisse être produit ailleurs à de meilleures conditions. Les Français nous disent : il faut choisir, on ne peut pas être dedans ou dehors. Moi, je réponds : on peut être au bord, nous sommes au bord des mondes. »

Après avoir suggéré en 1981 un « moratoire » dans la revendication nationale, soutenant l'œuvre décentralisatrice des socialistes, Césaire estime que cette période est désormais révolue. « Vis-à-vis de l'Europe, nous devons obtenir un statut dérogatoire, tirant les conséquences politiques, culturelles, économiques de notre spécificité. Le temps est venu de dépasser la décentralisation. L'indépendance est un besoin naturel qui n'a rien de honteux. Mais on ne fait pas n'importe quoi n'importe quand. On ne fait pas contre le peuple une chose que



Aquarelle de Delahaye de 1789 : « Manioc, indigène le faisant cuire. »

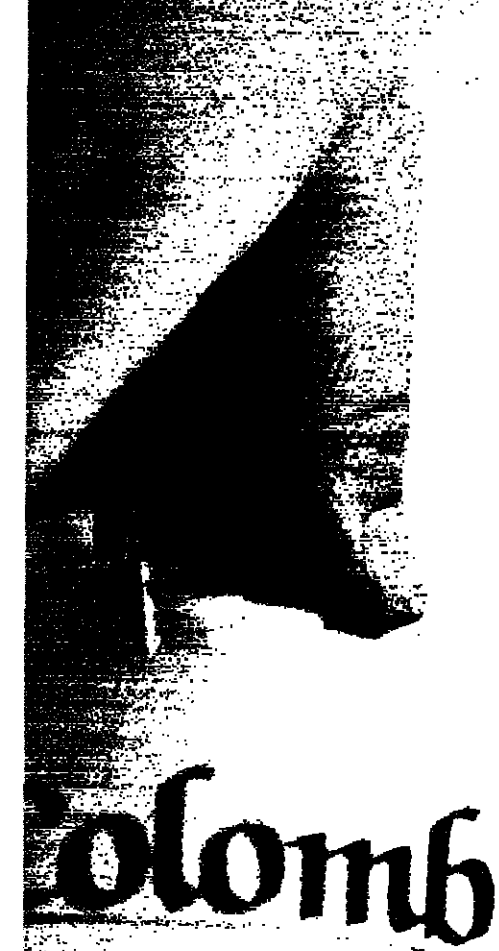
congé, le politique cède la place au poète. Il revient sur la « négritude », inventée avant-guerre en compagnie de Senghor avec la revue *l'Étudiant noir*, dont cependant il ne voulait jamais faire une arme politique, un « négritisme » d'exclusion. « Ma négritude, ce n'est pas de l'ordre des dieux de la cité mais des divinités du foyer, des pénates. » Interrogé sur son œuvre, de plus en plus discrète au fil des ans, il dit simplement : « La politique et la poésie, ça se partage mal. »

Enfin, il évoque Saint-John Perse avec ce commentaire amusé : « C'est un grand poète, mais un poète bété. » Bété, c'est-à-dire Blanc créole. « Il y a chez lui un esprit de caste, la conscience d'être d'une noble race. Lui c'est Prospero, moi Caliban. » Prospero, le maître de l'île de la Tempête, et Caliban, son esclave que Césaire fit nègre dans son adaptation de

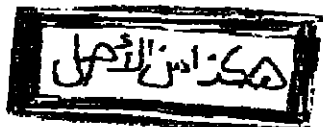
leurs contradictions mais de leur incapacité à les résoudre. » L'un de ses animateurs, Roland Suvelor, directeur des *Cahiers du patrimoine*, explique ce choix : « Ni déshérence, ni hostilité. 1992, ce ne peut être chez nous « embrassons-nous, Folleville », mais ce n'est pas une raison pour sortir le couleuvre. Depuis vingt-cinq ans, aucun intellectuel antillais n'ouvre la bouche sans parler d'identité, mais c'est pour sombrer dans une nouvelle aliénation. Avant, il fallait être blanc, faire des humanités. Maintenant, il faut être noir, jouer du tam-tam. On nous dit qu'il faut retrouver nos racines. Mais un arbre, s'il n'est que racines, il ne monte pas, ne pousse pas, reste enfoui. Un arbre, cela doit s'ouvrir, faire des fruits, des fleurs. »

S'ouvrir, tel est l'objectif de l'autre structure qui se veut « nationale » —





colomb



• Le Monde • Vendredi 23 août 1991 3

# APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT EN URSS

## La plupart des auteurs du putsch ont été arrêtés

Eltine super-star. C'était déjà vrai au lendemain de l'élection présidentielle du 12 juin, lorsque l'ex-trublion du comité central, bête noire des conservateurs, avait été élu triomphalement dans le premier tour présidentiel de la République de Russie au suffrage universel contre cinq candidats communistes. Le dénouement tragique d'un coup d'Etat de trois jours, mercredi 21 août, a consacré aux yeux du monde le rôle de sauveur de la démocratie que les Russes reconnaissent déjà depuis plusieurs mois à Boris Eltsine.

C'est donc au président russe « et au peuple russe » que le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a dû naturellement rendre hommage dès son retour à Moscou, dans la nuit de mercredi à jeudi, à l'aéroport de Vnoukovo, hâté et en chemise à col ouvert. M. Gorbatchev a également salué l'échec du putsch comme « une

importante victoire de la perestroïka », et a fait le récit de la résistance qu'il avait lui-même menée dans la datcha de la presqu'île de Foros, en Crimée, où il était tenu cloîtré depuis dimanche soir. Dès la soirée de mercredi, M. Gorbatchev avait fait lire à la télévision soviétique un message dans lequel il déclarait « contrôler totalement la situation » et avoir donné l'ordre au général Mikhaïl Moïseïev, le chef d'état-major des forces armées soviétiques, de faire revenir toutes les troupes dans leurs casernes. Le président Gorbatchev venait d'être « libéré » par deux émissaires de M. Eltsine : le vice-président de Russie, le colonel Alexandre Routsikoï, et le premier ministre russe, M. Ivan Silaev, qui s'étaient rendus en Crimée en avion pour le rencontrer. Pour des raisons d'illégalité, le chef du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, et trois autres des huit auteurs du coup d'Etat, avaient eux aussi pris l'avion pour Foros pour rencontrer M. Gorbatchev avec lequel ils ont tenté une ultime explication.

M. Gorbatchev a pris contact par téléphone, dès sa libération, avec plusieurs

dirigeants occidentaux, dont le président Bush, et soviétiques (entre autres MM. Eltsine et Nazarbäev, le président du Kazakhstan).

M. Eltsine a annoncé jeudi matin aux parlementaires russes que tous les membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence, qui avait pris le pouvoir lundi 19 août, se trouvaient en état d'arrestation, sauf M. Baklanov qui, jouissant de l'immunité parlementaire en tant que député, a dû être relâché. Il n'a pas précisé si M. Pavlov - dont l'agence Tass annonçait mercredi après-midi avec un humour sans doute involontaire que son « état de santé s'était amélioré » grâce aux soins opportuns qu'il lui avaient été prodigués - après son abrupt remplacement mardi soir - figurait parmi les personnages détenus mais l'ancien ministre de la défense le maréchal Iazov et le chef du KGB ont été arrêtés et « un groupe spécial a été envoyé chercher l'ancien ministre de l'Intérieur Boris Pugo chez lui », a dit M. Eltsine. Selon l'agence non officielle Interfax, M. Pugo aurait en fait tenté de se suicider et se trouvait jeudi matin dans

un état grave. Un député russe a même annoncé sa mort.

Le président Eltsine a décidé d'office, et bien que cela ne fasse théoriquement pas partie de ses compétences, de limoger son ancien ennemi le président de la radio-télévision d'Etat, le conservateur Leonid Kravtchenko, qu'il a remplacé par le ministre de l'Information russe M. Mikhaïl Poltoranine. Le Parlement de Russie a également voté une résolution octroyant au président russe des pouvoirs étendus, grâce auxquels il peut limoger les fonctionnaires locaux qui ont soutenu le coup d'Etat.

### L'heure

#### des règlements de comptes

Le couvre-feu et la censure ont été levés, les troupes et les blindés ont quitté Moscou euphorique, les journaux ont commencé à paraître normalement jeudi. La situation a mis plus de temps à se normaliser dans les Républiques baltes, où l'armée avait adopté une attitude plus dure. Sur le front politique, l'heure des règlements de comptes a déjà sonné. Le Parti

communiste, qui sans participer directement au coup d'Etat, n'a pas brillé par son audace pendant ces trois jours, tente à présent de tirer profit de la situation : le comité central du PCUS a déclaré, jeudi, qu'il allait se réunir prochainement pour examiner le comportement de certains dirigeants communistes et notamment de ceux qui ont participé à la destitution de M. Gorbatchev.

Le premier ministre de Russie, M. Ivan Silaev, a accusé nommément jeudi matin le président du Soviet suprême, M. Anatoli Loukianov, d'avoir été l'un des principaux instigateurs du coup d'Etat, bien qu'il ne fût pas membre du Comité d'Etat. « Je tiens à vous informer qu'il était l'instigateur en chef de la junte », a déclaré M. Silaev aux députés russes. D'autres voix, et pas des moindres, se sont élevées parallèlement pour demander des comptes à M. Gorbatchev sur sa propre responsabilité dans toute cette affaire. Assurément, les huit membres de la junte ne seront pas les seuls à devoir s'expliquer dans les semaines qui viennent.

### A son retour à Moscou

## M. Gorbatchev a exprimé son « respect au peuple soviétique et à Boris Eltsine »

A son retour à Moscou, dans la nuit de mercredi 21 au jeudi 22 août, M. Mikhaïl Gorbatchev a exprimé sa reconnaissance au peuple soviétique et au président russe Boris Eltsine. Mais, en même temps, il a fait valoir que depuis sa résidence de Crimée, où il était coupé du monde et encerclé par des forces hostiles, il avait « tenu front ».

Peu après 2 heures du matin, à sa descente de l'avion qui l'avait ramené à Moscou avec sa femme Raïssa, sa fille Irina et une de ses petites-filles, M. Gorbatchev, col ouvert, a décrit en ces termes la tentative des putschistes : « Ils ont voulu conduire le peuple dans une voie qui aurait mené toute la société à la catastrophe. Cela n'est pas produit et il s'agit d'une importante victoire de la perestroïka (...). Ils voulaient moralement briser la volonté du président et de sa famille mais ils ont échoué, cela n'a pas eu lieu. Et je sais pourquoi : grâce au peuple. » « Que voulaient-ils faire au président et à sa famille ? », a poursuivi M. Gorbatchev en parlant de lui-même à la troisième personne : « Pendant soixante-douze heures ils l'ont encerclé avec des soldats et ils voulaient briser sa volonté. Mais ils ont échoué. Pour cela j'exprime mon respect au peuple soviétique et à Boris Eltsine, le président de

Russie, et à toutes les associations de travail et à tous les gens qui se sont élevés contre la réaction. » Avant de quitter sa luxueuse résidence de vacances de Crimée, où il venait de s'entretenir pendant plus d'une heure avec les responsables russes venus le ramener à Moscou, le premier ministre russe Ivan Silaev et le vice-président russe le général Alexandre Routsikoï, auxquels s'était notamment joint un diplomate français de rang élevé, M. Gorbatchev avait décrit les conditions de son séjour en Crimée pendant la durée du coup de force, durant lequel il était « coupé du monde » et « en état d'arrestation » - mais toujours protégé par ses propres gardes du corps.

### J'ai tenu bon

« En fait, nous avons fait front à partir d'ici », a ainsi affirmé M. Gorbatchev, selon un journaliste de l'AFP qui se trouvait dans l'avion. « Pendant presque quatre jours, la garde est restée de mon côté jusqu'au bout, et est restée loyale, en prenant la datcha sous son contrôle. On a formé une famille et on a fait front. » La garde, a-t-il ajouté, avait ordre d'ouvrir le feu sur quiconque tentait de pénétrer dans la résidence. « La mer était pleine de navires de guerre et les environs pleins de soldats. »

Cependant, devant la superbe piscine qui domine la mer, un garde du corps donne une version un peu moins dramatique des événements : « Le président s'est baigné moins souvent ». Toujours selon des indications données à l'AFP par des gardes du corps de M. Gorbatchev, les auteurs de la tentative de coup d'Etat n'ont exercé aucune pression physique sur le président soviétique, mais ont coupé toutes ses communications à partir de dimanche 18 août, après que quatre responsables de la junte, dont le vice-président Guennadi Ianaev, furent venus tenter de lui faire cautionner le coup de force. « Je peux dire une chose, a indiqué M. Gorbatchev, je n'ai fait aucun marchandage, et j'ai tenu bon sur ma position de fermeté ». Il a aussi déclaré que les raisons de sa démission étaient « une absurdité totale ».

M. Gorbatchev a d'autre part annoncé qu'il demanderait « la convocation immédiate du Congrès des députés du Soviet suprême », pour régler la situation créée par la tentative de coup d'Etat. Selon la télévision soviétique, il aurait aussi déclaré que « les aventuriers porteraient l'entière responsabilité » de leurs actes. (AP, AFP, UPI)

### Profitant du vide du pouvoir

## Le président de la Russie a considérablement renforcé ses prérogatives

Conforté par l'échec du coup de force contre M. Mikhaïl Gorbatchev, le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, s'est octroyé, mercredi 21 août, des pouvoirs étendus et a aussitôt limogé le directeur de la télévision soviétique, M. Eltsine, qui avait pris la tête de la résistance au putsch contre le président soviétique, s'est notamment réservé un droit de veto sur la composition des conseils locaux dans sa république. Il a immédiatement démis de leurs fonctions mercredi quatre responsables locaux accusés d'avoir soutenu la tentative de coup d'Etat.

Ces mesures s'ajoutent au décret le plaçant à la tête des forces armées en Russie. Dans son coup de téléphone au secrétaire général de l'OTAN, M. Eltsine avait annoncé qu'il avait pris les fonctions de commandant en chef des troupes.

Le Soviet suprême de Russie a adopté mercredi une résolution

« sur les pouvoirs supplémentaires du président de Russie en vue de garantir la légalité des activités des Soviets des députés du peuple dans les conditions de la liquidation des séquences de la tentative d'un coup d'Etat en URSS ». Ce texte lui donne en particulier le pouvoir de limoger toute personne mêlée au putsch. L'un des premiers responsables à faire les frais de ces nouvelles prérogatives a été M. Leonid Kravtchenko, destitué de son poste de directeur de la télévision soviétique « jusqu'à l'examen de cette question par le président Gorbatchev », selon les termes de l'agence Tass. Le parquet russe a ouvert, à la demande de M. Eltsine, une enquête sur son compte.

Le décret limogeant M. Kravtchenko affirme que la télévision soviétique n'est pas digne de confiance et constitue une source d'information partielle. Son attitude pendant la crise « a mis la liberté d'expression en danger », M. Kravtchenko, qui avait été

nommé par M. Gorbatchev l'an dernier, était fréquemment accusé par M. Eltsine et d'autres personnalités radicales d'influencer l'opinion publique en faveur des conservateurs. La nomination ou le limogement du directeur de la télévision centrale relève normalement de la seule prérogative du président de l'Union.

Un autre texte a donné au président de Russie le droit de révoquer tout fonctionnaire local qui n'aurait pas appliqué les lois ou les ordres présidentiels de la Fédération de Russie. Une annexe mentionne le limogement de quatre responsables à qui il est reproché d'avoir « soutenu les activités anticonstitutionnelles du soi-disant Comité d'urgence ». Il s'agit des chefs de quatre régions : Krasnodar et Samara dans le sud de la Russie, Lipetsk, au sud de Moscou, et Rostov, au nord de la capitale. Une enquête sera également ouverte sur leur comportement. (Reuters, Tass)

## Sans les chars...

Suite de la première page

Session au cours de laquelle Boris Eltsine, président de la République russe, se montre impatient et sûr de son fait. « La mauvaise santé de Mikhaïl Gorbatchev est un mensonge, martèle-t-il. Il souffre tout au plus d'un rhume. Son remplacement est donc anti-constitutionnel. J'ai donc, aux premières heures de lundi, appelé les citoyens de la Russie à la résistance et j'ai lu le décret numéro 59 contre ce comité d'Etat illégal, puis un autre pour garantir le fonctionnement des entreprises de notre République. Des troupes se sont rassemblées à la capitale et j'ai destitué et remplacé les commandants des bases de Moscou et de Leningrad qui avaient décrété le couvre-feu. Nous avons mis au point un plan pour empêcher la prise de notre immense capitale. Mais c'est le peuple de Moscou qui, par sa détermination, l'a empêché. Nous avons obtenu l'appui du patriarche de Moscou et de MM. Bush, Mitterrand, Major et de M<sup>rs</sup> Thatcher. »

### M. Eltsine cabotin

Visiblement, Boris Eltsine n'est mécontent ni de son action ni de la tournure des événements. Il se paye le luxe de regretter de ne pouvoir libérer son vieil ennemi, devenu allié, Mikhaïl Gorbatchev, prisonnier en Crimée d'un triple cordon du KGB, de l'Intérieur et de la marine. Cabotin, il se dit même prêt à accompagner l'homme fort des putschistes, le patron du KGB, Vladimir Krioutchkov, à Foros pour y visiter le président destitué. « Mais seulement si vous m'en donnez l'autorisation », déclare-t-il aux cent quatre députés présents qui rugissent le « oui » que Boris Eltsine attendait.

« Il s'agit d'un piège », commente dans les couloirs du Soviet de Russie, M. Oleg Kalouguine, l'un des députés partisans de M. Eltsine. Krioutchkov est le principal acteur de cette junte dont Guennadi Ianaev, le responsable officiel, n'est qu'un pion. Il tente de respecter un minimum de forme légale mais c'est lui qui devait protéger, avec le KGB, M. Gorbatchev alors qu'il a d'abord intoxiqué

puis déposé. Le KGB demeure tout puissant car il contrôle les communications, les gardes du corps et l'armée. »

M. Kalouguine est pourtant optimiste : « Les putschistes ont raté une belle occasion en exécutant bêtement leur tentative. Ils auraient dû attendre la veille de leur coup d'Etat tous les responsables de l'opposition. Désormais les députés, par nature très souples, vont suivre la direction du vent. Quant au KGB, dont la décomposition ne date pas d'hier, je constate que des centaines de ses officiers nous rejoignent. »

### La fin de l'état d'urgence

Sur chacun de ces points M. Kalouguine peut être écouté. Il avait le grade de général du KGB. Nombre de témoins comme Vadim Bakatine, membre du conseil de sécurité de l'URSS, ou Anatoli Sobtchik, maire de Leningrad, s'expriment dans le même sens, soit à la tribune soit depuis le balcon qui domine une foule forte de dizaines de milliers de personnes. Celle-ci salue « bonne nuit aux putschistes », « La dictature ne passera pas », « Russie » et surtout « Eltsine » et elle applaudit à tout rompre les orateurs.

Les Moscovites présents commencent à se sentir forts. Les petits tas de pavés à lancer sur d'éventuels assaillants sont devenus plus imposants. Les barricades de planches et de ferrailles ont partout été renforcées depuis l'escarmouche de la nuit précédente qui aurait fait cinq morts. Les défenseurs de la « Maison Blanche » ont mis en travers jusqu'à dix semi-remorques pour être sûrs de bloquer le plus puissant des chars, les chars des grues, des bulldozers et des pelleteuses.

Ce qui n'empêche pas des dames d'âge mûr de continuer d'apporter sous leurs bras des planches et des tringles, sympathiques fétus de paille, en guise de contribution à la défense de leur chère Russie. Deux remorqueurs et leurs barges ont donné aux résistants un embryon de marine qui n'attire pas moins les visiteurs que les chars amis couverts de gilets et de drapeaux russes. Les cui-

sines, les hôpitaux de campagne, les tentes-poternes et les feux se sont multipliés dans le camp retranché par les soins d'une garnison devenue d'autant plus nombreuse que les radios libres diffusaient des rumeurs puis des nouvelles confirmant que la route a tourné très vite contre les auteurs du coup d'Etat.

Ceux-ci sont, dit-on, arrêtés à l'aéroport de Vnoukovo ou en fuite avant qu'on apprenne que certains d'entre eux sont partis pour la Crimée. Même les démentis n'arrêtent pas les grondements de satisfaction de la foule, qui applaudit tour à tour l'annonce de la fin du contrôle de l'information, le retrait des troupes de Moscou, la suppression du couvre-feu, la suspension de l'état d'urgence, la confirmation par le Parlement soviétique de la place de Gorbatchev à la tête du pays. La fin du cauchemar. La dernière édition vespérale des très officielles Izvestia ne se trompe pas et titre sans vergogne : « La réaction n'est pas passée. »

Pas question pourtant de baisser la garde pendant la nuit et les défenses du Soviet de Russie restent intactes jusqu'à cette heure, au petit matin, où Ivan Silaev, premier ministre russe, rend compte à la foule en délire de la bonne fin de la mission envoyée en Crimée pour libérer le président de l'Union soviétique.

### Ils étaient deux cents braves

Les chars de protection partent les premiers et sont remplacés par des files de bus, pour le cas où. Les bulldozers commencent à évacuer les blocs de béton des barricades. Un groupe de militants hilares posent pour la photo-souvenir, devant le trolley qui leur a servi de poste de garde depuis deux jours et dont on ne va pas tarder à regonfler les pneus.

Ils étaient deux cents braves le lundi 19 août pour stopper à mains nues les chars sur les quais de la Moskova ou sur la perspective Kalinine. On a dénombré, mardi, plus de cent mille partisans pour applaudir Eltsine et défendre les barricades de la « Maison Blanche ». Combien seront-ils pour rendre un dernier hommage aux héros tombés le 21 août pour l'honneur de la démocratie ?

ALAIN FAUJAS

### Des Soviétiques s'interrogent sur le rôle de leur président

## Coupable ou victime ?

L'attitude de M. Mikhaïl Gorbatchev pendant le putsch continue de susciter interrogations et commentaires, dont certains sur le double jeu qu'il aurait mené au cours des derniers jours.

Ainsi, M. Alexandre Iakoviev, ex-conseiller de M. Gorbatchev et idéologue de la perestroïka, a déclaré mercredi 21 août pendant les manifestations qui saluaient l'échec de la tentative de coup d'Etat : « Gorbatchev est coupable d'avoir amené au pouvoir cette équipe de trahisseurs. Il devra s'en expliquer. »

Pour sa part, M. Vladimir Pozner, journaliste politique et personnalité de la télévision, rendu célèbre sous la perestroïka, a affirmé mercredi sur France-Info : « Gorbatchev doit maintenant démissionner. J'espère qu'il n'y aura pas de jugement, mais il est logique qu'il démissionne. Maintenant, le peuple veut Eltsine, et si Eltsine veut devenir président d'URSS, ce n'est pas un problème. »

Le champion du monde d'échecs Garry Kasparov, en vacances en Californie, a laissé entendre mercredi que le président soviétique pourrait avoir été l'instigateur du coup d'Etat : « Je pense que Gorbatchev est impliqué, mais il est difficile de préciser aujourd'hui dans quelle mesure », a-t-il déclaré à la chaîne de télévision américaine

CNN. Pour Garry Kasparov, M. Gorbatchev a « provoqué ce coup d'Etat afin de remonter sa cote de popularité parmi la population russe. Aujourd'hui il a l'air innocent », mais « je persiste à dire que le coup d'Etat ne pouvait avoir aucune chance de réussir. »

Ces accusations ont été reprises par le président de la Géorgie, qui a affirmé mercredi que le putsch « pourrait avoir été planifié par Gorbatchev lui-même ». Selon M. Zviad Gamsakhourdia, interviewé sur CNN, le but de M. Gorbatchev aurait été de bénéficier ainsi d'une hausse de popularité en prévision de la prochaine élection présidentielle. Il a ajouté que les auteurs du coup avaient pu agir de façon concertée avec M. Gorbatchev.

### Il est fini

« Hier, nous étions sous la forte pression des forces militaires en Géorgie », a déclaré M. Gamsakhourdia, le président géorgien : « Nous le sommes toujours car nous ne savons pas si les forces réactionnaires ne vont pas tenter un nouveau coup demain. » Lors d'une conférence de presse mercredi, M. George Bush a qualifié les affirmations de M. Gamsakhourdia de « ridicules ».

M. Gorbatchev est « fini » en tant que numéro un soviétique, même si le coup de force des

conservateurs échoue, a déclaré pour sa part mercredi le ministre letton des affaires étrangères. « Je pense que le nouveau dirigeant sera Boris Eltsine », a estimé M. Janis Jurkane, dans une interview à la télévision danoise. « Entre nous, je crois que les jours de Gorbatchev sont comptés. En tant que numéro un politique en URSS, il est fini. » Il a ajouté que les trois Républiques baltes avaient toujours soutenu le président russe face à M. Gorbatchev.

Mardi, l'ancien ministre des affaires étrangères Edouard Chevardnadze s'était montré très sévère à l'égard de M. Gorbatchev (le Monde du 22 août). Il l'avait accusé d'« inconscience » pour être parti en vacances, avant de déclarer : « Je veux croire que dans ce complot, Gorbatchev est la victime et non l'instigateur, car c'était le cas, il aurait signé son arrêt de mort, une mort physique, morale et politique. »

Ces déclarations, ainsi que les rumeurs de complot qui circulent à Moscou relèvent peut-être en partie de la théorie de la conspiration, si répandue en URSS. Elles n'en témoignent pas moins de l'ambiguïté des réactions soviétiques au retour au Kremlin de M. Gorbatchev et de l'effacement de son image de marque dans son propre pays, où il était largement moins populaire qu'à l'étranger.

## APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

Dans les Républiques baltes

## La Lettonie proclame à son tour l'indépendance

La République balte de Lettonie a suivi l'exemple donné la veille par l'Estonie voisine et a proclamé son indépendance, mercredi 21 août, tandis que des Ukrainiens se sont également prononcés dans ce sens lors d'une manifestation à Kiev.

Le coup d'Etat manqué contre le président Mikhail Gorbatchev a incité les trois Républiques baltes à prendre encore un peu plus leurs distances vis-à-vis de Moscou. Rejoignant la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie ont profité de la vacance du pouvoir central pour proclamer leur indépendance à quelques heures d'intervalle. Le Conseil suprême (Parlement) d'Estonie avait adopté à l'unanimité, dans la nuit de mardi à mercredi, une résolution affirmant « l'indépendance nationale de la République d'Estonie » (le Monde du 22 août). Un communiqué parvenu dans la capitale soviétique a justifié cette décision par « la situation qui change rapidement à Moscou à cause du coup d'Etat militaire et du besoin qui en découle d'assurer les droits inaliénables du peuple estonien ».

Quelques heures plus tard, c'était au tour de la République sœur de Lettonie de proclamer son indépendance à l'issue d'un débat parlementaire d'urgence. « La Lettonie est une République démocratique indépendante dans laquelle le pouvoir souverain de l'Etat letton appartient au peuple de Lettonie », dit ainsi une déclaration solennelle publiée par le Parlement de Riga mercredi après-midi. Selon l'agence de presse balte indépendante Baltfax, 109 députés lettons se sont prononcés pour l'indépendance de leur République. Un porte-parole du bureau d'information letton à Stockholm a précisé que le Parlement de Riga avait voté l'indépendance avec effet immédiat par 109 voix sur les 201 députés composant son assemblée.

comme les centres de télécommunications avaient été occupés par les forces soviétiques, notamment à Vilnius, et le président lituanien Vytautas Landsbergis avait demandé, dès lundi, un soutien international. A Riga, un homme — sans doute le premier mort du coup d'Etat manqué — avait été tué à un poste de contrôle, appartenant par les forces soviétiques, selon les informations disponibles. A Tallin, la population avait bloqué les rues du centre pour tenter d'empêcher une colonne de blindés d'atteindre le centre de la capitale estonienne. Les dirigeants des trois Républiques ont désigné, dès lundi, trois responsables qui auraient été chargés de former des gouvernements en exil au cas où les forces soviétiques auraient pris le pouvoir.

**« Droits souverains »**

La Lituanie, précurseur des trois Républiques baltes dans la voie de l'indépendance, avait « restauré à l'unanimité ses droits souverains » en mars 1990 mais avait décidé, en juin dernier, à la demande conjointe du président François Mitterrand et du chancelier Helmut Kohl, de « suspendre les effets » de la déclaration d'indépendance pour une période de cent jours.

Les mouvements de troupes dans les premières heures du putsch avaient fait craindre aux dirigeants des Républiques baltes, annexées en juillet 1940 à la suite du Pacte germano-soviétique, d'être les premiers à faire les frais d'une remise en ordre musclée. Les stations de radio-télévision,

comme les centres de télécommunications avaient été occupés par les forces soviétiques, notamment à Vilnius, et le président lituanien Vytautas Landsbergis avait demandé, dès lundi, un soutien international. A Riga, un homme — sans doute le premier mort du coup d'Etat manqué — avait été tué à un poste de contrôle, appartenant par les forces soviétiques, selon les informations disponibles. A Tallin, la population avait bloqué les rues du centre pour tenter d'empêcher une colonne de blindés d'atteindre le centre de la capitale estonienne. Les dirigeants des trois Républiques ont désigné, dès lundi, trois responsables qui auraient été chargés de former des gouvernements en exil au cas où les forces soviétiques auraient pris le pouvoir.

**Retrait meurtrier à Vilnius**

Mercredi, le retrait progressif des militaires soviétiques des capitales baltes, consécutif à l'échec du coup de force contre Mikhail Gorbatchev, s'est parfois accompagné d'échauffourées. A Vilnius, un Lituanien a été tué et un soldat soviétique blessé, dans la soirée, lors d'échanges de coups de feu près du Parlement, a indiqué un officiel lituanien. Les stations de radio-télévision des trois Républiques baltes ont été évacuées par

les soldats soviétiques, mais à Riga, un haut responsable de la télévision lettone, Juris Bekers, a succombé mercredi aux blessures qu'il avait reçues lors de l'interception, mardi, des parachutistes. A Kiev, une manifestation de près de dix mille personnes a donné lieu à des professions de foi indépendantistes. La tentative de coup d'Etat contre le président Gorbatchev a montré que seule une indépendance totale de l'Ukraine pouvait garantir la démocratie dans cette République, ont ainsi déclaré des manifestants. « La principale leçon du coup d'Etat militaire est que seule une République indépendante peut éviter une répétition » de cette crise, a notamment proclamé un orateur du Congrès pour la renaissance démocratique de l'Ukraine.

Plusieurs intervenants, qui s'adressaient aux manifestants au pied d'un statue de Lénine, ont salué l'échec de la tentative de prise du pouvoir par les huit membres du Comité qui ont tenté de déposer Mikhail Gorbatchev. Mais beaucoup ont accusé de faiblesse la direction communiste de la République et affirmé que cela avait encouragé les auteurs du coup de force. Les communistes « n'ont pas assez soutenu le président russe Boris Eltsine », a déclaré l'un des orateurs : « cela a été indirectement un soutien politique pour les auteurs du coup d'Etat ». (AFP, AP, Reuters)

**M. Bessmertnykh :**  
**« Il faut tourner la page »**

Rompant le silence qu'il avait observé durant la tentative de coup d'Etat, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a reconnu, mercredi 21 août, à Moscou, que la situation était « plutôt instable, pour le moment ». Cependant, « le gouvernement central de l'Union soviétique reste solidement en place et garde les commandes », a-t-il tenu à souligner. S'il est vrai que le président Gorbatchev a été momentanément « empêché » d'assurer ses fonctions, « jamais, il n'a été déposé », a insisté M. Bessmertnykh, qui a souhaité que « les pays étrangers prennent bonne note de ce fait ».

Tout en admettant que M. Gorbatchev a lui-même promu les hommes qui viennent de tenter de le renverser — et notamment le vice-président Guennadi Ianaev, le premier ministre Vladimir Pavlov et le ministre de l'Intérieur Boris Pougov, M. Bessmertnykh a souligné que ce commentaire : « M. Gorbatchev avait des camarades au sein de l'armée. Mais, malheureusement, les circonstances ont changé », le successeur de M. Chevardnadze a estimé qu'il fallait désormais « tourner la page ». — (UPI)

## Nouvelle donne à Moscou

Suite de la première page

Les Républiques, toutes les Républiques puisqu'elles étaient déjà d'accord sur le même objectif d'autonomie maximale, et se sont pour ces mêmes raisons distancées du putsch, ne peuvent qu'appuyer un Boris Eltsine devenu leur champion.

Bien entendu, l'échec du putsch

est une excellente nouvelle aussi pour les Républiques qui refusaient le traité d'Union, leur indépendance ayant été reconnue par l'homme fort du moment. M. Gorbatchev, qui a perdu au passage une nouvelle République, l'Estonie, pourra-t-il poursuivre le jeu de « pression-non négociation » qu'il pratiquait depuis plus d'un an à l'égard des Baltes ? Là encore, sa fonction l'oblige à plaider pour l'application de la Constitution fédérale et la fin de la « guerre des lois ». Mais il ne pourra plus traîner les pieds comme par le passé face aux revendications d'indépendance, ni traiter par le mépris le « musicien » Landsbergis.

**Les règlements de comptes**

Une autre difficulté plus immédiate encore sera la « digestion » du putsch, notamment la recherche des responsabilités, avec ses règlements de comptes inévitables. La victoire de Boris Eltsine et des forces de Moscou a été trop éclatante pour que l'on puisse envisager, comme l'a tenté M. Loukianov mercredi, un compromis entre la junte et M. Gorbatchev. Celui-ci a déjà été invité avec une insistance troublante par ses deux anciens partenaires de la direction, MM. Chevardnadze et Iakoulev, à « rendre des comptes » sur son attitude avant le putsch. Et l'on se souviendra que le second, fort bien renseigné puisqu'il avait signalé la semaine dernière l'imminence d'un putsch, omettait de préciser que ce putsch serait dirigé contre M. Gorbatchev.

Mais même s'il n'y est pour rien, ou s'il a seulement laissé faire, le président soviétique est et sera critiqué pour avoir nommé à leurs postes les furus putschistes, pour avoir pactisé avec eux lors du grand tournant conservateur de l'hiver. Sa survie l'oblige donc à tourner encore plus définitivement cette page et à donner encore plus de pages au camp libéral. Il en était déjà l'otage, il devra « en rajouter » pour s'y maintenir.

Autant de facteurs en tout cas qui ne peuvent que rajouter encore davantage les libéraux. Quel que soit le sort de son architecte, la perestroïka fait place maintenant à la véritable révolution qu'elle avait dû devenir à partir de 1989. Avec de bien meilleures chances de succès.

MICHEL TATU

## Du putsch à la révolution

Suite de la première page

Quant aux hommes politiques occidentaux, ils ont fait leur devoir, ni plus ni moins. Leur rôle — notamment celui de George Bush — a été utile, il ne pouvait être essentiel.

Mais ce qui s'est passé hier à Moscou est bien plus que l'achèvement d'un putsch, c'est le triomphe d'une révolution. La deuxième mort du communisme. Car, depuis 1985, l'épée de Démocrite du conservatisme n'a cessé de peser sur la perestroïka. Constamment, elle a contraint Mikhail Gorbatchev, sur demeurant peu à l'aise en matière économique, à loucher, à tempérer, à baisser. Et l'absence de tout programme de réforme cohérent justifiait l'ampleur limitée de l'aide du groupe des Sept et la modestie des investissements des multinationales. Aujourd'hui, l'hypothèque est levée. L'URSS a une chance réelle de devenir une constellation de pays démocratiques. Rien n'empêche désormais de signer rapidement un traité de l'Union, de s'engager résolument sur la voie de la privatisation, de s'attaquer à la réforme des prix. Libéré des glaces de la bureaucratie, le vaisseau de la perestroïka a l'accès à la mer libre. Dès lors, tout change. L'aide de l'Occident n'est plus nécessairement vouée au gâchis. Une « maison commune », allant de Vancouver à Vladivostok, en passant par Paris, Berlin et Varsovie, peut avoir un jour un sens.

Certes, la route des dirigeants soviétiques sera cahoteuse et semée d'embûches, et, en termes de niveau de vie, les fruits des réformes mettront du temps à mûrir. Aussi faut-il prudence, garder, y compris en matière de sécurité, mais la date du 21 août 1991 restera celle de l'immensité d'un espoir.

JACQUES LESOURNE

## Un coup de force de 61 heures

Voici la chronologie, en heures de Moscou, des principaux événements qui se sont produits en URSS depuis l'annonce de la destitution de M. Mikhail Gorbatchev jusqu'à son retour à Moscou.

Lundi 19 août

6 h 20 (5 h 20 à Paris) : L'agence Tass annonce que le vice-président Guennadi Ianaev a assumé les fonctions de président à la place de M. Mikhail Gorbatchev, « incapable d'assumer ses fonctions pour raisons de santé ».

7 h 15 : Tass annonce que l'état d'urgence a été décrété dans certaines régions d'Union soviétique pour une période de six mois. Tout le pouvoir en URSS a été transféré pour la période de l'état d'urgence à un « Comité d'Etat » chargé de son application. Présidé par M. Guennadi Ianaev, vice-président de l'URSS, ce comité comprend notamment le président du KGB, M. Vladimir Kroutchkov, le premier ministre, M. Valentin Pavlov, et le ministre de l'Intérieur, M. Boris Pougov.

9 h 47 : Un porte-parole du Parlement de la Fédération de Russie, république présidée par M. Boris Eltsine, déclare que la destitution de M. Mikhail Gorbatchev représente un coup d'Etat.

Une colonne de véhicules blindés fait mouvement vers le centre de Moscou.

11 h 41 : Le « Comité d'Etat » pour l'état d'urgence publie un décret instaurant la censure de la presse, l'interdiction des manifestations et la mise en place d'un couvre-feu partout où il rencontrera une résistance.

11 h 46 : M. Boris Eltsine dénonce la destitution de Gorbatchev, qu'il qualifie de coup d'Etat réactionnaire, et appelle à la grève générale.

Des témoins rapportent qu'une dizaine de chars ont pris position à Moscou devant le siège du Parlement de Russie, quartier général de M. Boris Eltsine et de son gouvernement.

14 heures : Des troupes, appuyées par des blindés, encerclent les locaux de l'agence Tass et se déploient devant les bureaux de l'Investia et des Nouvelles de Moscou, deux journaux proches des réformateurs.

Plusieurs milliers de personnes

manifestent devant le Parlement russe après l'appel à la résistance lancé par M. Boris Eltsine. Les manifestants érigent des barricades le long des avenues qui y conduisent.

17 h 11 : M. Boris Eltsine donne l'ordre au KGB et à toutes les unités militaires impliquées dans le renversement de M. Mikhail Gorbatchev de se considérer comme démobilisés et annonce qu'il prend le contrôle des opérations sur le territoire russe.

17 h 26 : M. Guennadi Ianaev proclame l'état d'urgence à Moscou, également décrété à Leningrad.

Le président par intérim annonce que M. Mikhail Gorbatchev se repose, en Crimée, d'une « fatigue accumulée ». Il affirme que le « Comité d'Etat » pour l'état d'urgence « est passé à un authentique processus démocratique et d'une politique de réformes ».

Répondant à l'appel de M. Boris Eltsine, des mineurs se mettent en grève en Russie.

Des troupes soviétiques s'emparent des postes-clés de Lituanie. Le président lituanien Vytautas Landsbergis appelle à la résistance pacifique.

Mardi 20 août

1 h 32 : Le président George Bush refuse de reconnaître les dirigeants qui ont renversé M. Mikhail Gorbatchev et évoque les « sérieuses conséquences » que pourrait avoir le coup d'Etat sur les relations américano-soviétiques.

Le patriarche orthodoxe de Russie Alexis II demande au Comité d'Etat d'autoriser M. Gorbatchev à s'adresser au peuple.

Dans la matinée, les partisans de M. Boris Eltsine renforcent la défense du siège du Parlement, devant lequel manifestent plusieurs dizaines de milliers de personnes.

19 h 20 : Le président du Kazakhstan, M. Nursultan Nazarbaïev, exige d'« entendre l'opinion de Mikhail Gorbatchev lui-même, qui doit personnellement confirmer son incapacité à assumer ses fonctions ».

20 heures : M. Boris Eltsine, nommé par décret un ministre de la défense de la Russie, le général Konstantin Kobets.

Deux postes douaniers lituanais ont été attaqués par des militaires soviétiques, annonce le Parlement

de Vilnius.

20 h 15 : Quelque 60 000 personnes manifestent à Kichinev (Moldavie soviétique) contre le coup d'Etat.

20 h 45 : Le nouveau numéro un soviétique, M. Guennadi Ianaev, assure, par téléphone, à M. Boris Eltsine qu'il ferait annuler tout ordre éventuel d'assaut contre le Parlement russe.

21 heures : L'Union des syndicats, de tendance conservatrice, exige que M. Gorbatchev s'exprime à la télévision.

Le couvre-feu est décrété à partir de 23 heures à Moscou, annonce la radio pro-Eltsine Ekho. Une demi-heure plus tard, l'armée confirme le couvre-feu.

21 h 15 : Le premier ministre, Valentin Pavlov, victime dans la soirée d'une « crise d'hypertension artérielle », est remplacé temporairement par le premier vice-premier ministre, M. Vitali Dognatjev, selon un communiqué officiel.

Mercredi 21 août

0 h 15 : Des tirs d'armes automatiques sont entendus près du Parlement russe, autour duquel plusieurs milliers de personnes bravent le couvre-feu.

0 h 30 : Des blindés établissent des barrages sur le Kolto, le boulevard périphérique autour du vieux Moscou.

0 h 45 : Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, lance un appel aux dirigeants soviétiques pour qu'ils agissent avec « le maximum de modération ».

Des manifestants attaquent avec des pierres et des cocktails Molotov une colonne de blindés qui force une barricade, sur le boulevard périphérique. Un jeune manifestant meurt écrasé par un char.

1 heure : Un homme est retrouvé mort, tué par balles, à proximité de l'Ambassade américaine.

2 heures : Les tirs cessent alors qu'ont lieu des scènes de fraternisation entre soldats et manifestants, sur le Kolto.

2 h 20 : M. Edouard Chevardnadze, ancien ministre des affaires étrangères, arrive dans l'enceinte du Parlement russe. Dans une interview à TF1, il déclare : « Nous devons rejeter nos appels à la grève générale et à la désobéissance civile. » Evoquant les vacances de M. Gorbatchev, il affirme : « Quitter la capitale et abandonner son poste était évidemment une grossière erreur : cela relève de l'inconscience. »

3 h 30 : Les affrontements autour du Parlement russe ont fait cinq morts, dont un Américain tué par le ricochet d'une balle, et 10 blessés, selon un député russe.

4 h 15 : L'Estonie proclame son indépendance, dans une résolution votée à l'unanimité par son Parlement.

6 h 30 : L'armée soviétique attaque la tour de télévision de Tallinn, la capitale de l'Estonie.

11 h 05 : Le président Mitterrand s'entretient au téléphone avec M. Eltsine et lui « fait part du soutien de la France dans le combat

qu'il mène ».

12 heures : M. Eltsine estime que les huit membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence devraient être déferés devant la justice.

12 h 15 : Les membres du Comité d'Etat essaient de s'emparer de Moscou et se rendent à l'aéroport de Vnoukovo, affirme M. Eltsine. Le Parlement russe appelle les Moscovites à leur bloquer la route.

12 h 30 : La direction du Parti communiste d'URSS demande à M. Ianaev de pouvoir rencontrer immédiatement M. Gorbatchev.

12 h 50 : Le chef du KGB, M. Kroutchkov, a proposé à M. Eltsine d'aller avec lui à Foros pour chercher M. Gorbatchev, indique le président russe aux députés. Le Parlement décide de confier cette mission à la direction russe.

13 h 30 : Le dispositif militaire établi autour des points névralgiques de Moscou est allégé.

15 heures : Un haut responsable du Kremlin, M. Arkadi Volksi, indique qu'il est entré en contact téléphonique avec M. Gorbatchev, selon l'interfax. C'est le premier contact connu de M. Gorbatchev avec l'extérieur depuis sa destitution.

15 h 15 : La confusion règne sur le sort des auteurs du coup d'Etat. Un député annonce au Parlement de Russie qu'ils ont été arrêtés, tandis qu'une source bien informée de la direction russe affirme que leur avion a réussi à décoller.

16 h 15 : Le ministre de la défense soviétique décide le retour dans leurs casernes des troupes déployées dans les régions soumises à l'état d'urgence.

Deux délégations des directions russe et soviétique s'apprêtent à se rendre auprès de M. Gorbatchev, à Foros. M. Anatoli Loukianov, le président du Parlement soviétique, qui avait pris partie pour les conservateurs, s'envole avec la délégation soviétique.

La Lettonie proclame son indépendance, selon un porte-parole du gouvernement lituanien. Toutes les lignes téléphoniques avec la Lettonie sont coupées.

17 h 15 : La censure sur la presse est levée. La télévision russe et la station de radio Ekho de Moscou reprennent leurs émissions.

17 h 30 : L'état de santé du premier ministre soviétique s'est amélioré, selon Tass. M. Valentin Pavlov, l'un des auteurs du coup d'Etat, avait été victime d'un malaise mardi.

18 h 15 : Le couvre-feu décrété à Moscou est levé, annonce le commandement militaire de la capitale.

18 h 30 : A Vilnius (Lituanie), les troupes soviétiques se retirent du central téléphonique, des relais de la télévision et des points où elles étaient déployées.

19 h 19 : M. Mikhail Gorbatchev décolle en avion de l'aéroport de Simferopol, en route vers Moscou.

20 heures : Les Investia titrent dans leur édition du soir : « La réaction n'est pas passée ! »

QUE SIGNIFIE ?  
**Crabe**

1) Force montante  
2) Cancer  
3) Le crabe  
4) Le crabe

HE. BACHELLE

**Le Monde**  
**PHILATELISTES**

JUILLET/AOÛT 1991  
**SPÉCIAL ACADEMIE DE PHILATÉLIE**

Un cahier central détachable de 50 pages  
Avec un cadeau des FTT suisses  
**PRIX SPÉCIAL : 28 FRANCS**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Jacques Chiffart et Alain Rey  
**DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS**  
**NON**  
CONVENTIONNEL

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ LITTÉRAIRE**

Renseignements :  
**46-62-74-43**



# EN UNION SOVIÉTIQUE

## Questions autour d'un putsch

### • Pourquoi le putsch a-t-il échoué ?

Le sort du putsch s'est joué dans la nuit de mardi à mercredi, lorsque, après avoir multiplié les signes d'un assaut contre le Parlement de Russie (envoi de nombreux blindés et institutions, pour la première fois, d'un couvre-feu à Moscou à partir de 23 heures), les forces de « l'ordre » ont finalement restées l'arme au pied, indiquant que les putschistes n'étaient même pas sûrs des troupes à leur disposition et confirmant ce que l'on supposait quant aux divisions au sein des forces armées.

Déjà, cette situation reflétait l'état d'impréparation de l'entreprise : il eût été beaucoup plus efficace d'arrêter M. Eltsine et les principales figures du mouvement libéral deux nuits plus tôt, en même temps que M. Gorbatchev et avant même d'annoncer le putsch. Peut-être les comploteurs ont-ils cru que leur seule présence à la tête de l'Etat, accompagnée d'un déploiement tardif de troupes (elles auraient dû être en place aux points stratégiques avant même l'annonce du « coup »), impressionnerait une population traditionnelle-ment passive et en majorité hostile à M. Gorbatchev, tout en dissuadant les résistances.

Malgré cette première erreur de calcul, un assaut était techniquement possible. Mais il entraînait, outre la mort certaine de centaines de personnes dans les deux camps, de nombreux risques. Une partie des forces envoyées près du Parlement russe s'étaient ralliées à M. Eltsine : le mouvement aurait pu gagner en ampleur après l'ouverture du feu, allant jusqu'à poser la question de la sécurité de la capitale elle-même dans son siège du Kremlin, vers lequel des unités auraient pu se diriger (il a été également question, du côté de la résistance, de renforts de troupes amies venant de Leningrad).

Enfin, la population elle-même limitait sérieusement l'action des troupes par ses actions de harcèlement au cocktail Molotov, et plus encore en fractionnant les convois par des barricades. C'est en cherchant à échapper à l'encerclement, et non pas à la suite d'actions offensives, que les unités blindées ont été défaits sous leurs chenilles, leurs conducteurs craignant d'être lynchés par la foule. Une opération d'envergure contre le siège des résistants était, dans un tel contexte, hautement aléatoire.

### • Pourquoi un putsch à cette date ? Y avait-il eu d'autres tentatives précédemment ?

L'éloignement du président Gorbatchev, parti en vacances début août dans sa datcha de Crimée, présentait évidemment une première condition propice au coup d'Etat. Celui-ci devait donc intervenir au plus tard le 19 août, puis-que M. Gorbatchev avait prévu de repasser Moscou dans la journée afin d'assister à la signature, mardi 20 août, du nouveau traité de l'Union par les présidents de Russie, du Kazakhstan et d'Ouzbékistan. La dernière personne à l'avoir eu au téléphone est d'ailleurs l'un de ses plus proches conseillers, M. Gueorgui Chakhnazarov, qui se trouvait également en vacances en Crimée et l'a appelé dimanche vers 16 heures. « Bon, alors demain on rentre à Moscou », furent les derniers mots de M. Gorbatchev au téléphone, selon le récit fait mercredi au Parlement russe par M. Chakhnazarov.

Les conservateurs soviétiques avaient bien sûr tenté de reprendre le pouvoir à plusieurs reprises au cours de l'année écoulée, bien que de manière plus sournoise ou plus détournée. La tentative la plus spectaculaire a eu lieu cet hiver, au cours duquel M. Gorbatchev s'est très nettement écarté des idéaux réformateurs pour se rapprocher de la « vieille garde ». Le 23 novembre, il évoquait devant la presse l'éventuelle « nécessité d'une dictature ». Le 1<sup>er</sup> décembre, il réaffirmait le rôle dirigeant du PCUS, pourtant rayé de la Constitution. Mais surtout, le lendemain, il cédait à la pression des conservateurs en éliminant le ministre de l'Intérieur pour le remplacer par M. Boris Pugo — l'un des huit auteurs du coup d'Etat du 19 août — aux côtés duquel il nommait, comme ministre-adjoint de l'Intérieur, le non moins conservateur général Boris Gromov. M. Eltsine lançait alors une mise en garde contre tout recours à l'armée pour sortir de la crise. Le KGB, par la voix de son chef le général Kroutchkov (un autre putschiste) criait au complot des services secrets étrangers pour déstabiliser l'URSS : le climat devenait de plus en plus malsain.

Le ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, ne le comprit que trop, annonçant sa démission de manière fracassante en dénonçant « l'absence de la dictature » le 20 décembre. Huit jours plus tard, M. Guennadi Ianaev (encore un putschiste) était élu, à la demande de M. Gorbatchev, vice-président d'URSS dans des conditions douteuses par le congrès des députés du peuple, après un premier échec.

Parallèlement, la tension montait dans les pays baltes face à la réaffirmation par Moscou du pouvoir central et c'est M. Gorbatchev lui-même qui, le 7 janvier, signe un décret décidant de l'envoi de renforts parachutistes dans ces Républiques. Le 13 janvier, c'est le drame à Vilnius : les paras tirent sur la foule, faisant une quinzaine de morts. Une semaine plus tard, un nouvel assaut para-militaire fait cinq morts à Riga, en Lettonie. M. Gorbatchev n'a jamais clairement condamné ces actions. Au cours des mois suivants, le KGB, l'armée et le ministre de l'Intérieur vont commettre de nouvelles « bavures » dans les Républiques baltes, sans être inquiétés.

Sous la pression des forces démocratiques et de M. Eltsine, les conservateurs sont mis en échec au printemps et M. Gorbatchev se rapproche à nouveau des réformateurs. Une nouvelle poussée de fièvre se produit en juin, en pleine négociation du traité de l'Union et alors que le président soviétique tente d'obtenir une importante aide occidentale à l'appui du sommet du G7. Le président du Soviet suprême d'URSS, M. Anatoli Loukianov, ne cache pas son hostilité à la tournure que prennent les négociations sur le traité de l'Union et accueille à la tribune du Parlement d'abord le premier ministre Pougov puis du ministre de l'Intérieur, M. Kroutchkov, Iazov et Pugo qui, au cours d'une séance à huis clos, se lancent dans de violentes diatribes contre les réformateurs.

A chacune de ces tentatives, M. Gorbatchev a choisi de passer avec les conservateurs plutôt que de les affronter. Le 20 juin dernier, il y a eu seulement trois mois, alors que M. Pavlov venait de faire scandale en prenant ouvertement le parti de la fronde conservatrice au Soviet suprême. M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne en visite à Moscou, eut la surprise d'entendre, au cours de ses entretiens avec eux, MM. Pavlov et M. Gorbatchev parler « d'une même voix » et lui tenir « le même discours ».

### • Qui détenait le pouvoir parmi les huit ?

M. Ianaev, autoproclamé lundi président par intérim, n'était probablement que le chef nominal du putsch. Il ne figurait d'ailleurs que comme *primus inter pares*, à sa place alphabétique, dans la liste des huit membres du « comité d'Etat pour l'état d'urgence » créé pour la circonstance. Beaucoup plus importants étaient, comme l'a souligné le secrétaire d'Etat américain, « les dirigeants de toutes les institutions clés de répression et de contrôle de la société soviétique », à savoir MM. Kroutchkov (KGB), Pougov (ministère de l'Intérieur) et le maréchal Iazov (défense), tous trois membres de cette junte.

Une hypothèse raisonnable est que cette coalition a pris l'initiative du coup d'Etat, entraînant dans son sillage les personnalités civiles dont l'aval était nécessaire pour donner à l'entreprise un semblant de continuité à défaut de légalité : le vice-président Ianaev et le chef du gouvernement Valentin Pavlov. Ce sont ces deux civils, rejoints par M. Baklanov, vice-président du conseil de défense et grand patron du complexe militaro-industriel, qui avaient signé au nom de la « direction soviétique » la déclaration constituant la junte.

Cela dit, ces civils comme ces militaires partageaient une commune hostilité à la politique récente de M. Gorbatchev. En juin, M. Pavlov avait entrepris une tentative légale de limiter les pouvoirs du président en réclama-tion des pouvoirs spéciaux, avec l'aval public de MM. Kroutchkov, Iazov et Pugo précisément. Tous avaient certes été nommés à leur poste par M. Gorbatchev, mais trois (MM. Pavlov, Pougov et Ianaev) l'avaient été entre décembre 1990 et janvier 1991, à l'époque du grand virage conservateur qui apparaît aujourd'hui comme un premier putsch « rampart ».

A ce groupe s'ajoutent d'importantes personnalités qui, sans faire partie de la junte, l'ont pratiquement appuyée. M. Loukianov, président du Parlement fédéral et vieil allié de M. Gorbatchev, avait critiqué vivement, quelques heures avant le putsch, le traité d'union qui devait être signé mardi. Il ne

s'est rallié à son ancien patron que dans la journée de mercredi. On doit s'interroger également sur le rôle du général Moïseïev, le chef de l'état-major, qui, bien que reconnu par M. Gorbatchev mercredi soir comme son seul interlocuteur valable au ministère de la défense, a bien dû être au courant des préparatifs de son patron, le maréchal Iazov, et donner les ordres nécessaires aux troupes.

On notera encore le cas du général Gromov, l'ancien héros de l'Afghanistan connu pour ses opinions conservatrices, qui avait été nommé en janvier dernier premier vice-ministre de l'Intérieur. Lui aussi a dû prendre une part active au complot en tant que chef des troupes de l'Intérieur, mais il ne s'est pas manifesté publiquement. Lui-même, ainsi que d'autres néo-conservateurs musclés comme le colonel Alkiss, leader du groupe Soloz au Parlement, n'ont pu qu'approuver l'« idéologie » du putsch, mais certainement pas l'amateurisme des dignitaires décorés de la vieille nomenclatura. Vaut-il voir les colonels succéder aux généraux, et méditer dans l'ombre

demandait une « rencontre immédiate » avec M. Gorbatchev, faute de quoi, ajoutait-il, « la direction du parti ne peut pas et n'a pas le droit de porter un jugement politique sur les événements qui ont lieu le 19 août ». Une attitude pour le moins ambiguë qui ne manquera pas de placer M. Iazov et ses collègues sur la liste des « suspects » dans les règlements de compte à venir.

### • Qu'ont fait les proches de M. Gorbatchev pendant les trois jours du coup d'Etat ?

Ils ont été fort discrets, c'est le moins qu'on puisse dire. Si l'on exclut MM. Chevardnadze et Iakovlev, qui avaient déjà choisi ouvertement leur camp ces derniers mois et prenaient de plus en plus leurs distances avec M. Gorbatchev, les habitués porte-parole de la perestroïka n'ont guère été entendus pendant ces trois jours. Le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a réapparu comme par miracle mer-

Moscou, M. Alexandre Iakovlev, le « père » de la perestroïka qui a rompu avec M. Gorbatchev et s'est rapproché de M. Eltsine, a affirmé que le président « est capable d'avoir amené au pouvoir cette équipe de traitres ». Selon M. Iakovlev, qui avait dénoncé à la fin de la semaine dernière le risque de complot, et plusieurs autres personnalités soviétiques, M. Gorbatchev devra en toute hypothèse s'expliquer sur certaines zones d'ombres entourant un complot que beaucoup avaient prévu, mais pas lui. Son prestige, déjà au plus bas, ne devrait pas en être rehaussé d'autant plus qu'il apparaît aujourd'hui comme l'obligé de M. Eltsine, qui a obtenu grâce à son comportement pendant la crise, une reconnaissance de facto de tous les dirigeants occidentaux. Enfin, M. Andréï Kozyrev, ministre russe des affaires étrangères, a déclaré mercredi à Bruxelles : « Le retour au pouvoir de M. Gorbatchev est la meilleure solution s'il existe des preuves raisonnables qu'il n'est pas soumis à des pressions ou tenu en otage ».

sites de production. Sans organiser à l'avance un déblocage, on peut imaginer que les putschistes de Moscou aient convaincu quelques-uns des « gardiens » de ces stocks d'approvisionnement immédiatement les magasins.

Les ventes d'or ont, pour leur part, été fréquentes tout au long des derniers mois, servant à financer les besoins importants du pouvoir central. Les transactions de mardi, de faible importance, sont considérées comme routinières par les spécialistes du négoce. M. Pavlov avait lui-même révélé en février que l'URSS avait cédé 234 tonnes d'or en 1990, un montant jugé exceptionnellement élevé.

### • Que va devenir l'économie soviétique ?

L'URSS se retrouve, au lendemain du coup d'Etat avorté, avec les mêmes problèmes qu'avant le putsch. Premier problème : la récolte de céréales. On sait déjà qu'elle sera moins bonne que celle, exceptionnelle, de 1990, en raison de conditions climatiques moins satisfaisantes, de semailles tardives et insuffisantes. Selon le département américain de l'Agriculture, les importations de blé par l'URSS se monteront cette année à 21 millions de tonnes, contre 15 l'an dernier.

Deuxième problème : la relance de la production d'énergie, actuellement en chute libre. L'énergie (pétrole, gaz naturel...) génère 40 % des recettes d'exportation du pays. Selon les experts, la production de brut ne dépassera pas 530 millions de tonnes cette année, contre 570 millions en 1990, tandis que les exportations devraient chuter à 2,6 millions de barils par jour, contre 4,1 millions en 1988.

Troisième problème : celui du financement extérieur. L'URSS se trouve au bord de la cessation de paiements depuis plusieurs mois et n'a pu honorer ses échéances que grâce à une réduction massive de ses importations et à la cession d'une partie de ses stocks d'or et réserves en devises. Cette politique avait atteint ses limites avant le coup d'Etat (le Monde du 17 juillet). Les estimations du besoin de financement en devises sont comprises entre 5 et 10 milliards de dollars pour 1991.

Toutes ces vicissitudes plaident en faveur de deux évolutions majeures : l'adoption d'une véritable réforme économique, retardée depuis plusieurs années ; la recherche de nouvelles sources de financement, donc d'une aide extérieure accrue. Avec l'apparition au premier plan de la scène de M. Boris Eltsine, le président russe, se posera toutefois le problème du partage de cette aide avec les Républiques, voire d'une aide directe aux Républiques, à commencer par la Russie.

Dossier établi par Jacques Amalric, Sylvie Kauffmann, Françoise Lazare et Michel Tatu.



sur les moyens de réparer le fiasco de ceux-ci ? Rien ne peut être exclu après ce nouvel avort d'un « temps des troubles » probablement non terminé.

### • Quel a été le rôle du parti communiste ?

Tout en étant membres du PC dans leur quasi-totalité, les auteurs du putsch n'appartenaient pas à ses instances dirigeantes, le dernier congrès du parti, en juillet 1990, ayant décidé d'interdire le cumul entre les fonctions dans l'appareil d'Etat et du parti (seul M. Gorbatchev, qui est à la fois président de l'URSS, secrétaire général du PC et membre du bureau politique, fait exception à la règle). En outre, ils avaient soigneusement gommé dans leurs déclarations et appels publiés lundi 19 août, toute mention de l'idéologie communiste et même le mot « socialisme ».

Il ne s'agissait toutefois que du nouvel habit « national-patriotique » que revêtent généralement les survivants de l'appareil, dont personne ne mettrait en doute la présence masquée derrière les membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence. Il en avait été de même en janvier dernier avec les « comités de salut national » apparus dans les pays baltes, qui se livrèrent à une première répétition du putsch d'août à Moscou : ces comités, comme la suite l'a montré, étaient en fait une réplique des directions des PC locaux pro-soviétiques.

C'est sans doute pour les mêmes raisons de discrétion que les instances dirigeantes du PC fédéral (politburo et secrétariat) sont restées dans l'ombre pendant toute la journée de lundi, s'abstenant de tout communiqué sur le putsch, mais ne le condamnant pas non plus. Plus tard toutefois, des dissensions sont apparues un peu plus bas dans la hiérarchie, au niveau du comité central du parti : une source proche de ces milieux a rapporté que les putschistes avaient échoué dans une tentative de convoquer le Comité Central pour lui faire avaliser le remplacement de M. Gorbatchev à la tête du parti. Il en résultait un nouveau paradoxe, puisque M. Gorbatchev, jugé trop « malade » pour diriger l'Etat, continuait de diriger en théorie un parti pourtant bien malade.

Si la Pravda (l'organe du PC) fait bien entendre par ses neuf journaux autorisés à paraître) se démarquait légèrement des positions de la junte en juxtaposant, mardi, des communiqués favorables et hostiles au putsch, ce n'est que dans la matinée du même jour, alors que l'échec de l'entreprise était déjà patent, que M. Iazov, secrétaire général adjoint,

credi après-midi, alors que les auteurs du coup d'Etat étaient déjà en déroute, au cours d'une conférence de presse. Les deux jours précédents, certains de ses collaborateurs répondaient aux journalistes que le ministre était souffrant... Interrogé sur son silence, mercredi, M. Bessmertnykh a déclaré qu'il tentait de vérifier les allégations des putschistes sur l'état de santé de M. Gorbatchev.

Parmi ceux qui ont refait surface mercredi, on relève également M. Vadim Bakatine, ex-ministre de l'Intérieur et candidat très malheureux à l'élection présidentielle de Russie du 12 juin : c'est celui des six candidats qui avait obtenu le score le plus faible, alors qu'il était officiellement soutenu par M. Gorbatchev. M. Bakatine est apparu au Parlement de Russie au troisième et dernier jour du coup d'Etat, dont l'échec était déjà patent, pour dénoncer « cet acte d'insubordination ».

Quant aux fameux conseillers de M. Gorbatchev au comité central ou à la présidence, interlocuteurs habituellement favorables des télévisions et médias occidentaux, rompus aux langues étrangères, ils sont restés muets pendant trois jours. Ce sont les proches de M. Eltsine ou de M. Chevardnadze qui ont eu le courage de s'exprimer.

Il en va de même pour le personnel diplomatique soviétique en poste à l'étranger. Un seul ambassadeur, le chef de la mission diplomatique soviétique à Prague, M. Boris Pankine, s'est désolidarisé publiquement des putschistes, et encore n'était-ce que mercredi. L'ambassadeur d'URSS à Paris, M. Iouri Doubinine, a pour sa part réapparu sur les ondes françaises... jeudi matin.

• M. Mikhaïl Gorbatchev a-t-il pu, sous une forme ou une autre, être complice des comploteurs ? Rien, à ce stade, ne permet de l'affirmer. Certains propos tenus pendant le putsch par d'anciens amis de M. Gorbatchev, qui ne nous ont jamais habitués à des déclarations fantaisistes, sont cependant troublants. C'est ainsi que M. Chevardnadze a déclaré mardi : « Je veux croire que dans ce complot, Gorbatchev est la victime et non l'instigateur, car si c'était le cas il aurait signé son arrêt de mort, une mort physique, morale et politique. » Faisant allusion aux vacances au bord de la mer Noire du président, il a ajouté : « Quitter la capitale et abandonner son poste, était évidemment une grossière erreur. » Mercredi, au cours d'une manifestation devant le siège du KGB à

### • Les putschistes ont-ils préparé leur opération sur le plan économique ?

Au lendemain du coup d'Etat, de nombreux biens de consommation qui avaient disparu depuis longtemps des étagères des magasins ont miraculeusement réapparu. Moscou aurait procédé à des ventes d'or au cours de la journée du mardi 20 août. M. Ianaev et ses collègues auraient-ils préparé les bases financières de leur coup d'Etat ? Il est probable que non, même si l'on sait que M. Viktor Guerachchenko, le gouverneur de la Banque centrale, familier des milieux financiers occidentaux, a soutenu les putschistes en demandant aux établissements financiers d'obéir aux directives du « Comité d'Etat pour l'état d'urgence ».

Les produits alimentaires introuvables dans les magasins abondent pourtant dans le pays, que ce soit dans les arrière-boutiques, les dépôts de marchandises ou sur les

Le Monde EDITIONS

DE GAULLE ET  
Le Monde  
Pierre Sainderichin

D'étranges liens ont existé — 25 ans durant — entre le chef d'Etat pas comme les autres et le journal différent des autres.  
L'histoire croisée des deux "institutions" racontée avec chaleur et sans concession par un témoin attentif.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA



# APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

Les réactions

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, s'est déclaré, mercredi 21 août, «*soulagé et encouragé*» par le retour à l'ordre constitutionnel en URSS. «*Je suis profondément impressionné par le courage de ceux qui ont défendu les valeurs démocratiques*», a-t-il ajouté.

En Israël, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a exprimé sa satisfaction devant l'échec du coup d'État, tout en émettant des réserves sur l'avenir de la conférence de paix sur le Moyen-Orient, prévue en octobre. «*J'espère qu'il n'y aura pas de nouveaux obstacles dans le processus de paix et que l'URSS pourra continuer à jouer le rôle positif qu'elle a eu jusqu'à présent*», a souligné M. Shamir. «*Je n'ai pas changé ma conception à propos de la conférence, mais je ne peux toutefois pas encore dire si elle aura lieu dans les délais prévus*», a-t-il précisé. De son côté, l'OLP a souhaité, dans un communiqué diffusé mercredi soir à Alger, un retour rapide de la «*stabilité politique*» en URSS, afin que cette dernière retrouve «*son rôle de serviteur de la paix et de la justice*».

Au Caire, le président Hosni Moubarak a adressé un message de félicitations à M. Gorbatchev, saluant «*la confiance du peuple soviétique qui, représenté par le président du Soviet suprême, a jugé illégale l'éviction du chef de l'Etat soviétique*». Le numéro un égyptien a également félicité le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, pour «*son courage, qui a contribué au triomphe de la démocratie*».

A Damas, en revanche, le ministre des affaires étrangères a estimé que le coup d'État manqué contre M. Gorbatchev était «*une affaire intérieure*» à l'URSS, «*pays ami*» avec lequel la Syrie a toujours entretenu «*des relations d'amitié et de coopération*».

A Bruxelles, le président du Parlement européen, M. Enrique Barón Crespo, a salué «*le courage de tout un peuple, mobilisé autour du président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine*», qui «*a permis de faire échec au putsch organisé par les nostalgiques d'une époque révolue*». M. Crespo a souhaité que «*la légalité*» soit

«*rétablie rapidement*», afin que l'URSS puisse «*réoccuper sa place dans le processus de libéralisation et de progrès déjà engagé*».

En Italie, le président du Conseil, M. Giulio Andreotti, a exprimé son «*grand soulagement*», assurant qu'un pays qui s'est montré capable de faire face à une situation d'urgence aussi spectaculaire n'a pas à prouver davantage qu'il est désormais une démocratie.

En Belgique, le ministre des affaires étrangères, M. Mark Eyskens, a souhaité qu'après le retour au pouvoir de M. Gorbatchev, «*les Soviétiques et leurs instances*» désignent leurs dirigeants «*dans le cadre des règles démocratiques et constitutionnelles*».

Aux Pays-Bas – pays qui assure la présidence de la communauté européenne –, le premier ministre, M. Ruud Lubbers, s'est dit «*satisfait*» de l'échec du coup d'État et a estimé que «*la concertation avec le président George Bush, et l'unité de voir qui en a résulté entre les Etats-Unis et la Communauté européenne, nous a per-*

mis d'apporter une contribution modeste» au déroulement des événements en URSS.

En Tchécoslovaquie, le président Vaclav Havel a rendu hommage à M. Eltsine et souhaité que «*les citoyens de la Russie et de l'URSS toute entière puissent maintenant décider de manière démocratique de l'avenir de leur pays*». M. Havel a également envoyé un message de félicitations à M. Gorbatchev, dans lequel il salue «*la victoire de la loi et de la démocratie*» comme «*un bon signe*».

En Roumanie, le président Ion Iliescu a estimé que M. Eltsine avait «*gagné un capital politique énorme*», reconnaissant toutefois que «*le couple Gorbatchev-Eltsine*» était «*une garantie pour le développement démocratique de l'Union soviétique*».

A Tokyo, le premier ministre, M. Toshiki Kaifu, a accueilli avec «*soulagement*» le dénouement de la crise soviétique. «*L'événement s'est terminé de la meilleure façon possible et les relations russo-soviétiques vont redevenir ce qu'elles étaient avant le coup d'État*», a souhaité M. Kaifu.

## Washington : le président Bush salue le « grand courage » et l'« immense stature » de M. Eltsine

WASHINGTON

de notre correspondant

«*Une bonne journée, une très bonne journée*». Dire que M. George Bush paraissait satisfait, mercredi 21 août, à l'annonce de l'échec du coup d'État en URSS, serait un euphémisme. Le président américain exultait. Convoquant sa deuxième conférence de presse de la journée, dans sa villa du Maine, il affichait sa joie et son soulagement.

M. Bush se félicitait, bien sûr, que les forces démocratiques aient emporté sur les tenants du national-communisme même si une certaine prudence restait de mise à Washington devant une situation encore incertaine. Le président ne pouvait également que se réjouir du retour au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev, un homme avec lequel il a noué une relation très étroite et dont l'éviction pouvait signifier le démantèlement des acquis d'une politique étrangère sur laquelle M. George Bush joue sa réflexion. Plus encore, M. Bush ne pouvait être qu'immensément satisfait d'un dénouement qui justifiait le «*pari*» – l'expression est employée par la presse – qu'il avait fait en appuyant politiquement la résistance au putsch et, notamment, le président de Russie, M. Boris Eltsine. Cette option, timidement adoptée au départ puis assumée beaucoup plus fermement dans la journée de mardi, était jugée «*risquée*» par de nombreux commentateurs. Le *New York Times*, par exemple, écrivait que c'était là le départ de la politique traditionnelle suivie par les Etats-Unis qui, jamais, ne s'étaient permis de s'ingérer à ce point dans les affaires

intérieures de l'URSS. De fait, M. Bush était allé très loin dans le soutien affiché à M. Eltsine. Il avait exhorté la population soviétique à appuyer le président de Russie; dans les heures cruciales de la nuit de mardi à mercredi, il avait largement fait savoir qu'il était en contact téléphonique avec ce dernier, signifiant ainsi que le sort réservé à son interlocuteur ne serait pas sans conséquence sur l'avenir des relations américano-soviétiques.

Les autorités américaines se déclaraient convaincues, mercredi, que les pressions économiques occidentales, la stratégie d'isolement de la junte et le refus de lui reconnaître toute légitimité avaient eu leur impact. Lors d'entretiens téléphoniques, MM. Gorbatchev et Eltsine ont chaleureusement remercié les Etats-Unis, a indiqué le président américain.

### Un choix pas seulement vertueux

Les auteurs du coup d'État, expliquait-on à Washington, ont peut-être été aveuglés par «*l'effet Tiananmen*», c'est-à-dire la relative passivité des Etats-Unis devant la répression du «*printemps de Pékin*». Quelle que soit la valeur de la comparaison, ils se sont trompés. Ce n'est pas faute d'avoir essayé de convaincre les Etats-Unis de leurs bonnes intentions. Des sources officielles confirmaient mercredi que la lettre remise lundi au département d'Etat par l'ambassadeur d'URSS à Washington contenait des promesses que ni les réformes démocratiques, ni les nouvelles orientations de la politique étrangère de l'URSS ne seraient brutalement interrompues. C'était une manière pour les nouveaux

maîtres de l'URSS de solliciter, en échange, la reconnaissance des Etats-Unis, cette légitimité internationale dont ils avaient besoin pour conforter leur pouvoir à Moscou.

Le choix du gouvernement américain n'a pas été seulement vertueux. Il a été grandement facilité par le fait que le gouvernement a très vite estimé que le putsch risquait de rater. Dès lundi matin, M. Bush répétait que «*les coups d'Etat peuvent échouer*»; les analystes du gouvernement jugeaient que les putschistes étaient «*désorganisés*», avaient agi dans la précipitation et sans préparation, qu'ils s'étaient montrés indécis et, surtout, s'étaient trompés de cible: «*Ils n'ont pas compris qu'il fallait d'abord arrêter M. Eltsine, qui représentait un beaucoup plus grand danger politique pour eux que M. Gorbatchev*». L'armada d'experts et autres spécialistes convoqués par les chaînes de télévision étaient unanimes sur un point: une bonne partie de l'armée soviétique a refusé de suivre les «*durs*» du Parti, l'état-major était divisé, l'armée de l'air et au moins deux divisions aériennes avaient choisi le camp du président Eltsine. S'ils se sont initialement laissés surprendre, les services de renseignements américains ont ensuite, semble-t-il, assez bien «*lu*» la situation.

### Deux interlocuteurs

Les auteurs du coup d'État «*ont sous-estimé le pouvoir du peuple*» (...) Ils ont tenté leur chance et ils ont échoué (...) La peur d'une prise de pouvoir par la droite ne pesera plus aussi fort qu'avant et les relations américano-soviétiques n'en seront que meilleures», a lancé M. Bush. L'opinion dominante à Washington

est que ces relations vont également être beaucoup plus compliquées. La raison tient en un nom: Boris Eltsine. Grand vainqueur de l'épreuve de force avec les «*durs*» du Parti, c'est un homme auquel M. Mikhaïl Gorbatchev doit dorénavant beaucoup et avec lequel il lui faudra composer bien davantage. Du point de vue américain, cela veut dire qu'il y aura plus un seul interlocuteur à Moscou mais deux et qu'il faudra traiter ainsi avec un leadership partagé alors que M. Bush avait l'habitude de ne s'adresser qu'à M. Gorbatchev.

Le président américain a été le premier à reconnaître mercredi que M. Eltsine «*ressortait de l'épreuve avec une immense stature*» et M. Bush n'a pas eu de mots assez forts pour saluer «*le grand courage de cet homme qui a tenu bon pour la défense de la démocratie et de la liberté*». Du côté du Congrès comme dans la presse, M. Boris Eltsine a acquis un profil de héros. L'image du président de Russie juché sur un char et appelant la foule à la résistance sort de bande-annonce aux émissions spéciales des chaînes de télévision. M. Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller du président Carter, a, le premier, déclaré «*la fin de l'ère Gorbatchev et le début de l'ère Eltsine*».

M. Bush se dit convaincu qu'il «*faudra toujours compter avec M. Gorbatchev*» mais, dans sa conférence de presse de l'après-midi, il n'a pas désigné le pouvoir soviétique qu'en employant l'expression double «*Gorbatchev-Eltsine*», consacrant ainsi la montée de la puissance d'un homme qui, il y a un an encore, n'était repé à la Maison Blanche que par la porte de service.

ALAIN FRACHON



## Bonn : le cauchemar est fini

BONN

de notre correspondant

M. Boris Eltsine est le héros du jour à Bonn. Le chancelier Helmut Kohl, qui avait regagné son lieu de villégiature en Autriche après avoir présidé à une série de réunions de crise lundi, s'est longuement entretenu mercredi 21 août par téléphone avec le président de la Russie, invité officiellement à se rendre en visite à Bonn. L'heureux épilogue du coup d'État avorté de Moscou a suscité un soulagement compréhensible en Allemagne, où l'on s'apprête à faire feu de tout bois pour convaincre les Occidentaux de faire davantage pour la stabilisation du mouvement démocratique en URSS et dans les autres pays de l'Est.

M. Mikhaïl Gorbatchev s'était acquis la reconnaissance des Allemands pour avoir permis la réconciliation des deux anciens Etats allemands. La menace d'un retour en force des conservateurs avait fait courir en début de semaine un frisson d'angoisse sur les conséquences possibles pour la nouvelle Allemagne d'un retour à une sorte de guerre froide. Malgré les assurances données par les putschistes, plus d'un s'était demandé ce qui pourrait bien se passer si les accords de retrait des troupes soviétiques de l'est du pays étaient remis en cause.

Le cauchemar est fini. Cette fois, on le doit à la résistance des réformateurs et surtout des populations de Moscou, de Leningrad et des Pays baltes. Que la tranquillité de l'Allemagne et de l'Europe soit liée à la stabilité de l'URSS a toujours semblé une évidence ici. Le mouvement de solidarité lancé cet hiver pour envoyer des secours aux populations soviétiques en témoignage.

### Assurer l'avenir des réformes

Mis à part peut-être les Baltes, qui bénéficient, notamment à gauche, d'un puissant soutien, la foi en la capacité des Soviétiques de changer était néanmoins plus que mesurée. L'annonce et l'enthousiasme n'en sont que plus marqués aujourd'hui. «*Pour la deuxième fois après la révolution pacifique en RDA, les gens ont vaincu les chars*», a souligné le ministre des finances, M. Theo Waigel, président de la CSU bavaroise. Le gouvernement allemand, qui, comme Paris, avait attendu vingt-quatre heures avant d'ap-

puyer clairement M. Eltsine et demander le retour au pouvoir de M. Gorbatchev, est en train, lui aussi, d'observer la redistribution des cartes qui s'opère.

M. Gorbatchev, porté aux nues lundi encore par le chancelier Kohl, n'est plus tout à fait le héros de jadis. Dès le début de la crise, des personnalités comme M. Horst Teltschik, l'ancien conseiller du chancelier Kohl pour les affaires internationales, avaient reproché au président soviétique d'avoir trop longtemps tergiversé entre réformateurs et conservateurs.

Les éditoriaux de la presse accordent jeudi un écho important aux insinuations de M. Chevartnadze, qui soupçonne M. Gorbatchev d'avoir été au courant de ce qui se tramait (le *Monde* du 22 août). L'ancien ministre des affaires étrangères s'est longuement entretenu par téléphone mardi avec M. Genscher, avec lequel il entretenait d'étroits rapports.

La principale préoccupation des dirigeants allemands va être d'aider à la mise en place d'un programme international de soutien au développement économique de l'URSS et des pays de l'Est. M. Genscher n'a pas ménagé ses critiques ces derniers jours devant le manque d'engagement de certains pays occidentaux. Si aucun pays n'est nommé, ces critiques visent en première ligne le Japon, mais aussi certains partenaires ouest-européens. Bonn qui doit faire face à des charges considérables avec la reconstruction des nouveaux Länder de l'est, estime avoir fait le maximum.

Le ministre à la chancellerie a repris jeudi matin à son compte le chiffre de 60 milliards de marks cité pour les engagements pris par l'Allemagne pour aider l'URSS. Cette somme, inclut l'assistance pour le rapatriement des troupes soviétiques, les crédits et les garanties pour favoriser les investissements et les exportations vers l'URSS. M. Seitz a insisté sur l'urgence de la mise en place de nouveaux programmes internationaux et de concrétiser les décisions prises lors du sommet des pays industrialisés de Londres, en juillet dernier. Il a également demandé à la CEE d'accéder en priorité la négociation d'accords d'association avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie pour assurer, là aussi, l'avenir du processus de réformes.

HENRI DE BRESSON

## Londres : M. Major est favorable à un réexamen de l'aide occidentale à l'URSS

LONDRES

de notre correspondant

Dans un entretien accordé jeudi 22 août à la BBC, le premier ministre britannique, M. John Major, a déclaré qu'à la lumière des derniers événements les Occidentaux pourraient être amenés à réexaminer la question de leur aide à l'Union soviétique.

Lors du dernier sommet des pays les plus industrialisés à Londres, en juillet, M. Major, hôte de la réunion, avait été chargé des relations entre le G-7 et M. Gorbatchev. Il devait se rendre à l'autonne à Moscou pour discuter avec le leader soviétique du suivi de la conférence de Lancaster House. Dans ses déclarations à la BBC, comme la veille au soir dans un entretien sur la chaîne de télévision privée ITN, M. Major a fermement défendu la position des Sept qui avait consisté à lier l'aide économique à l'URSS à la mise en œuvre des réformes. Il a déclaré qu'au moment du sommet de Londres «*M. Gorbatchev désirait une reconnaissance de ses réformes et l'octroi d'une assistance technique*» et a fait observer que «*cette a pu changer*» avec le coup d'État man-

qué. Il avait souligné mercredi que M. Gorbatchev n'était pas parti de Londres, le 19 juillet, les mains vides puisqu'il avait obtenu le soutien du G-7 à sa politique de réformes et au long processus d'intégration de l'économie soviétique à l'économie de marché, grâce à une assistance occidentale progressive.

Il s'était toutefois prononcé pour une révision de la demande soviétique de création d'un fonds de stabilisation de 7,3 milliards de livres qui avait été rejeté par les Sept. La question sera à l'ordre du jour de sa rencontre avec George Bush la semaine prochaine. De plus, John Major envisage d'avancer la date de son voyage à Moscou.

### Un rôle de premier plan

Se félicitant du rétablissement au pouvoir de M. Gorbatchev, M. Major a déclaré: «*Ce qui était en jeu lors des dernières quarante-huit heures était de savoir si l'un des pays les plus grands et les plus peuplés se détournait de la voie démocratique pour adopter celle de la répression*». Le chef du gouvernement a ajouté que «*les délé-*

potentiels de ce coup étaient énormes car il pouvait déstabiliser toutes les relations entre l'Est et l'Ouest».

Le soutien apporté dès le 19 août au matin par John Major au gouvernement légal et plus particulièrement à Boris Eltsine lui a permis de redresser sa position en Grande-Bretagne, mise à mal par la récession économique. Le premier ministre a en effet été le premier des dirigeants occidentaux à condamner le putsch qualifié de «*coup d'Etat en bonne et due forme*». Il a soutenu M. Eltsine sans fioritures ni arrière-pensées lors de ses inévitables interventions sur le ponton de Downing Street ou à l'occasion de ses nombreux coups de téléphone à la «*Maison Blanche*», le siège du Parlement russe. Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant que M. Eltsine ait demandé mardi à M. Major d'exiger, au nom de l'Occident, la libération de M. Gorbatchev. Dans cette tâche, M. Major a été fortement aidé par M. Margaret Thatcher, son prédécesseur. Tout au long de la crise, l'ancien chef du gouvernement a joué un rôle de premier plan, comme l'attestent la requête de M. Eltsine lui demandant de pres-

dre la direction d'une enquête internationale sur la santé de M. Gorbatchev ou la présence constante à ses côtés de M. Galina Staravotova, collaboratrice du président de la fédération de Russie.

En 1982, les conservateurs étaient tombés au plus bas avant de se rétablir de manière spectaculaire en juin 1983 avec un raz de marée sans précédent, lors des élections générales. L'effet de la guerre des Malouines fut déterminant. Voilà pourquoi certains observateurs parlent aujourd'hui déjà du «*facteur Eltsine*». Celui-ci est positif pour M. Major. Les dirigeants conservateurs pouvaient en effet après sa brillante performance, alors que le Labour, qui jusqu'au 19 août avait le vent en poupe dans les sondages, fait grise mine. Son leader, M. Neil Kinnock, n'a pas jugé utile d'interrompre ses vacances, laissant ainsi le champ entièrement libre au chef des Tories. Alors que des élections doivent se dérouler au plus tard en juin 1992, l'«*effet Eltsine*» ne manquera pas de se faire sentir sur la scène intérieure au grand profit de M. Major. (Interim.)

Les régimes co n'appréciaient





## APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

L'intervention télévisée du président de la République

## « Le putsch n'avait aucune chance de réussir »

M. Mitterrand a notamment déclaré, mercredi 21 août, dans sa deuxième intervention télévisée depuis l'annonce du coup d'État :

« Le fait que le putsch ait échoué ne m'a pas étonné, car je n'ai jamais cessé de penser que cela finirait de la sorte. J'ai dit pourquoi lundi. C'était tellement à contre-courant de tout. Cependant, naturellement, ce putsch était dangereux, d'abord pour les personnes sur place, il y a eu des morts et des blessés. Il a fallu un grand courage aux responsables politiques, et notamment à M. Boris Eltsine sur place, pour affronter tous les périls à visage découvert, ce qu'il a pu encore m'expliquer ce matin au téléphone puis qu'il m'a dit qu'il nous partions rien n'était réglé et qu'il a dû me dire : « Nous sommes décidés à rester là à l'intérieur du Parlement à siéger autant qu'il le faudra et quels que soient les risques. » C'était un putsch dangereux aussi, cela va de soi, pour l'évolution immédiate de la perestroïka vers une plus grande démocratie.

« C'était un putsch irréaliste, superficiel, et cela, je l'ai pensé aussitôt. J'ai communiqué ma pensée aux dix ou onze chefs d'État auxquels j'ai téléphoné dès lundi matin, en commençant par M. Lubbers, premier ministre de Hollande et président du conseil européen, auquel je demandais de réunir dans les plus brefs délais le conseil européen, c'est-à-dire, les chefs d'État et de gouvernement des douze pays de la Communauté, et c'est ce qu'il a fait. Bien entendu, cette réunion perd beaucoup de son sens pour vendredi prochain.

« C'était irréaliste, parce que le putsch n'avait pas de support idéologique, pas de pensée directrice. Il n'y avait pas de support politique, le parti n'a pas bougé ; il n'avait pas de support populaire, vous l'avez tous vu sur les images ; et, finalement, il n'avait pas de sup-

port historique. C'est ce que je me suis efforcé d'exposer lundi dernier, en montrant que c'était tellement anachronique que, moi, je ne pensais pas qu'il fut, pour la paix du monde et pour les puissances intéressées à la stabilité de la Russie et du monde soviétique, un réel danger.

« Seulement, il fallait aider. Nous nous y sommes efforcés, particulièrement en France : il fallait d'abord aider ceux qui résistaient sur place. Je l'ai fait directement, du mieux que j'ai pu, par des messages, par des missions, par des appels téléphoniques : message à M. Gorbatchev, appel téléphonique à M. Gorbatchev, sans succès car je n'ai pas pu l'atteindre, avec succès pour M. Boris Eltsine, et ce dernier me disait à quel point cela était important pour eux et m'a demandé l'autorisation d'en faire état dans le discours qu'il allait prononcer devant le soviet suprême, devant les parlementaires de Russie, de façon qu'ils se sentent exaltés par le soutien des puissances démocratiques.

## « Excitation, affolement, spéculations »

« Puis, d'une façon indirecte, nous avons organisé, on peut le dire, une vaste chaîne internationale dès lundi matin. Dans l'heure qui a suivi l'information qui m'est parvenue du putsch, j'ai téléphoné, j'ai dit à M. Lubbers, mais aussi à MM. Bush, Major, Kohl, Andreotti, Gonzalez, un peu plus tard à Václav Havel en Tchécoslovaquie, Walesa en Pologne, Mulrooney au Canada, j'en passe. Je pense que ce témoignage de solidarité d'une large partie du monde, en tout cas de tout le monde démocratique, a joué un rôle quand même utile, sinon déterminant, car le mérite revient aux Soviétiques et aux Russes, qui, sur place, ont su dire « non » et prendre des risques pour leur vie. C'est simplement ce

que je voulais vous dire ce soir, c'est que cela nous crée des devoirs.

« Ceux qui critiquaient hier notre position en faveur de M. Gorbatchev, qui trouvaient que c'était de l'argent perdu, qui se moquaient, qui nous taxaient de naïveté et qui d'ailleurs ont montré depuis trois jours un zèle extraordinaire qui surpassait le nôtre, paraît-il, en faveur de ceux qu'ils n'ont pas aidés, qu'ils ne voulaient pas aider. Donc, il faut que l'on comprenne bien que nous avons des devoirs, et l'on ne répond pas à ces devoirs par des mesures de pure apparence.

« On m'a demandé la réunion du Parlement - moi je suis tout à fait pour les réunions du Parlement - mais quelle figure aurions-nous eue si, à la suite de cette sorte d'excitation, d'affolement, de spéculations sur les nerfs de la population, qui avait le droit d'être inquiet. Tout cela fait que je ne vois pas comment nous pourrions laisser un certain nombre de responsables qui n'ont pas de sang-froid gouverner un jour la France. En tout cas, je ne le souhaite pas à mon pays.

« Cet échec du putsch, il montre autre chose, il montre qu'il y a une grande puissance des forces de démocratisation et de démocratisation à la suite de M. Gorbatchev. La perestroïka est lancée, et finalement cela marche, même avec des accidents de parcours, et c'est cette puissance populaire qui est passionnante et qu'il faut continuer d'encourager. Il faudra l'aider : les grandes puissances qui le peuvent et l'opinion que j'appelle précisément à se rassembler pour contribuer à la réussite aujourd'hui quasiment certaine des progrès de la démocratie en Union soviétique.

« (...) Je rassure tout de suite ceux qui m'ont demandé, pas plus lundi soir que ce soir, je n'ai jamais pensé que la France était en

danger. Veillons à ne pas tomber dans le désordre, à commencer de régler les problèmes du budget militaire, des économies. La France n'était pas en danger. La paix non plus, du moins dans l'immédiat. La rapidité avec laquelle les forces populaires et quelques dirigeants politiques ont su surmonter le drame à Moscou montre que nous sommes sur la bonne voie ; simplement il faut continuer.

Interrogé sur le décalage apparent entre ses propos du lundi 19 août et ce qu'il vient de dire, le chef de l'État répond :

« Vous n'avez pas tout à fait raison sur l'analyse de mon état d'esprit lundi, car j'ai bien dit que, pour moi, ce coup, ce putsch n'avait aucune chance de réussir. Mais à quel prix ? Cela, je ne le savais pas, et c'était effectivement extrêmement dangereux et inquiet. Je craignais pour la vie de M. Gorbatchev, je craignais pour la vie de ceux qui tenaient le Parlement russe en face des forces militaires des gens du putsch. Il aurait pu y avoir des centaines ou des milliers de morts. Il y avait donc de quoi s'en inquiéter lundi. Nous savons aujourd'hui que l'analyse optimiste, celle qui pouvait spéculer sur la faiblesse profonde, réelle, intellectuelle, politique des auteurs du putsch, s'est avérée juste ; tant mieux.

## Les « qualités profondes » de M. Eltsine

« En revanche, que nous poussions davantage encore les éléments qui veulent plus de démocratie, bien entendu, il faut tenir compte du réel, c'est sûr. J'aurais exprimé cela d'une autre façon, il y a déjà longtemps, au début de la perestroïka, avant les changements intervenus dans l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale. J'aurais dit : « La révolution qui commence à Moscou reviendra à Moscou après avoir fait le tour de

l'Europe. »

À propos des spéculations sur la manière dont l'Union soviétique sera désormais dirigée, M. Mitterrand déclare :

« M. Eltsine a révélé ses qualités profondes, qui sont celles d'un homme de grand courage, de grande fermeté, de grande énergie. Ce n'est pas à moi de choisir les prochains dirigeants de l'Union soviétique ; d'ailleurs, pour l'instant, ce sont les dirigeants légaux qui reviennent en place. Il est possible qu'il y ait des changements, mais c'est le peuple et les assemblées qualifiées qui en décideront. Nous aiderons M. Gorbatchev et M. Eltsine. »

À propos de l'aide financière à l'Union soviétique, il précise : « J'ai constamment demandé une aide réelle et plus forte pour que la perestroïka, c'est-à-dire l'annonce de la liberté et de la démocratie, le prélude à une vraie démocratie en Union soviétique puisse être assurée, puisse réussir. Pour ce, naturellement, il fallait faire un effort plus grand que celui qui a été fait, et c'est ma plaidoirie, dont mes partenaires des pays industrialisés ont retenu un certain nombre d'éléments, mais à mon avis pas assez. »

Interrogé sur l'hypothèse selon laquelle M. Gorbatchev aurait lui-même organisé ou manipulé ce coup d'État, M. Mitterrand répond :

« Je n'arriverai pas à le croire, connaissant Gorbatchev avec lequel j'ai des liens d'amitié très réels, anciens et profonds. C'est tout le contraire de son caractère. Donc, je ne peux pas le croire. Ce que je peux croire, en revanche, c'est que tout a été mal fait dans ce putsch, mais qu'il disposait d'une force brute au point de départ, pour valoir ce mot : le KGB, la police, quelle police ! Armée avec des chars, des militaires qui obéissent - ils n'ont pas tous obéi, nous l'avons vu. Cela pouvait être un épisode dramatiquement sanglant.

On a connu ces journées dans l'Histoire. Voilà ce que je pouvais redouter et, pour le reste, non, j'ai toujours eu confiance.

« (...) Je ne vois pas comment il serait possible de recommencer une aventure de ce genre. Il doit y avoir, bien entendu, des compétitions politiques après. Il reste un problème qui n'est pas réglé, c'est que ce putsch a eu lieu à la veille, ce n'est sans doute pas sans rapport, de la signature du traité de l'Union. C'est-à-dire de la façon dont vont être constitutionnellement réglés les rapports entre les Républiques qui demandent leur indépendance et l'Union soviétique, au-dessus d'elles. Quels pouvoirs seront concédés aux uns et aux autres ? Quelle répartition ? Ce problème reste posé. Donc, je pense que c'est, là comme ailleurs, autour de ce problème pour la réussite économique d'un peuple qui souffre beaucoup, que se dessineront les lignes de l'avenir. »

Le chef de l'État conclut par un hommage au peuple russe et à M. Eltsine.

« (...) Ce peuple s'est incarné dans quelques figures. C'était quand même très émouvant et beau de voir Boris Eltsine sur le char serrant la main du soldat. Après tout, était-il certain de ses réflexes, de ce soldat ? Haragant sans micro, sans moyen de diffusion, les gens qui étaient là, revêtant s'entraînant au sein du Parlement et rejoignant par des personnalités diverses qui savaient ce qu'ils risquaient, tout simplement leur vie. Je pense à M. Chervinskiy. Je pense qu'il y a beaucoup de parlementaires. J'en suis étonné, je l'ai dit tout à l'heure, allaient-ils venir ? Mais oui, ils étaient là. Il y a donc eu là une expression de représentants du peuple qui ont su comprendre l'âme de leur peuple, et c'est donc bien finalement le peuple qui est vainqueur. »

## M. Lang dénonce l'« irresponsabilité » de l'opposition

Le conseil des ministres du mercredi 21 août a été longuement consacré à l'examen de la situation en Union soviétique. Selon M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, M. François Mitterrand a pris du temps « pour expliquer ses initiatives », engagées depuis le début de la semaine, et rendre compte précisément de la conversation téléphonique qu'il avait eue, le matin même, avec M. Boris Eltsine, dont il a loué « l'admirable obstination ».

En rendant compte de ce conseil, M. Jack Lang a usé d'un langage encore plus rude pour condamner les prises de position des responsables de l'opposition. Même s'il ne l'a jamais nommé, le porte-parole du gouvernement s'en est pris plus particulièrement à M. Valéry Giscard d'Estaing, pour dénoncer « ce langage d'irresponsabilité », « ces petites polémiques de second ordre qui ne sont pas à la hauteur des circonstances ». « Que de larmes de crocodile », a déclaré M. Lang. Il n'est pas digne que certaines personnalités ayant occupé certaines importantes fonctions aient fait mine de croire que la Communauté européenne aurait tardé à agir. Moi, je n'ai pas la mémoire courte. Je n'oublie pas que ceux-là mêmes qui donnent dans la surenchère verbale appartenaient aux nombreux brejnéviens qui avaient noué des rapports de bonne entente à l'époque de la glaciation. Ce n'est pas M. Mitterrand qui, dans sa vie, a jamais été chassé l'ours chez M. Gierke ou chez M. Ceausescu. »

En conclusion, M. Lang a rappelé que, depuis 1981, l'attitude du gouvernement de la France avait été « ferme et continue pour combattre les dictatures communistes ». « Ce gouvernement, a-t-il encore objecté, n'a rien à voir avec les gouvernements d'antan qui pactisaient avec les dictateurs d'Amérique latine et les dictateurs communistes. La force de caractère, ce n'est pas la violence verbale. »

## L'attitude du chef de l'État est critiquée à droite

Salué par l'ensemble des responsables politiques, l'échec de la tentative de coup d'État en URSS n'a pas mis fin aux polémiques déclenchées, en France, par l'attitude du président de la République. L'attitude de celui-ci est critiquée à droite.

L'échec du putsch de Moscou a été accueilli par les responsables politiques avec une satisfaction égale à la réprobation et à l'inquiétude qu'avait soulevées chez eux la destination de M. Gorbatchev et l'instauration de l'état d'urgence en Union soviétique. M. Edith Cresson a exprimé, mercredi 21 août, dans la soirée, son « soulagement » et sa « satisfaction », et assuré que « les peuples de l'Union soviétique, ses dirigeants légitimes peuvent compter sur le soutien actif des autorités françaises dans leur entreprise de constitution d'un État de droit, de transition à une économie de liberté et de justice sociale, de définition de nouvelles relations entre les Républiques de l'Union et le service du progrès et de la paix ».

De M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'État, ministre de la fonction publique, animateur de France unie, pour qui « la France ne peut que saluer la victoire de la volonté et de la démocratie », à M. Jean-Claude Mignion, député de la Seine-et-Marne, chargé des relations avec l'Europe centrale et orientale au secrétariat national du RPR, qui s'est félicité de « la rapidité avec laquelle le putsch conservateur a avorté » et qui a souhaité « le retour immédiat du président Gorbatchev au Kremlin », l'issue du coup de force est considérée comme de bon augure quant à l'évolution de l'Union soviétique.

Pour M. Jean-François Poncet, sénateur (Gauche démocratique) du Lot-et-Garonne, ancien ministre des affaires étrangères, « la démocratie a pris racine » dans ce pays, et « c'est une nouvelle colossale ». « La démocratie a gagné », proclament les Verts, aux yeux desquels « l'Union soviétique vient de démontrer ses capacités à rejeter toute velléité de retour au régime stalinien ». Cependant, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a déclaré, jeudi matin, sur Radio-Montecarlo, que « si on n'aide pas massivement les Soviétiques dans les années qui viennent, d'autres drames se produiront ».

Rendant hommage au « courage » et à la « détermination de la population de l'Union soviétique et de ses dirigeants élus, qui ont su faire obstacle à cette tentative désespérée

de réaction », M. Cresson a souligné le « rôle primordial » joué par M. Eltsine, « les élus et le peuple des villes de Moscou et de Leningrad ». La stature acquise ou démontrée par le président de la Fédération de Russie a été reconnue, aussi, par le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Michel Vauzelle (PS), qui a déclaré : « Le courage, y compris physique, de M. Eltsine l'a hissé à un niveau que chacun doit maintenant reconnaître. Nous avons là un nouveau partenaire. » Il ne se trouve, outre M. Georges Marchais (voir ci-contre), que les trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire pour estimer que « le fait que le démagogue Boris Eltsine apparaisse comme le grand vainqueur de cette aventure ne préjuge rien de bon pour les travailleurs et les peuples de l'Union soviétique ».

La démocratie est-elle incarnée d'abord, en Union soviétique, par M. Gorbatchev ou par M. Eltsine ? C'est le premier sujet de désaccord. Le Parti socialiste, dont le bureau exécutif s'est réuni mercredi après-midi, « confirme son soutien à l'évolution démocratique initiée par M. Gorbatchev » et « estime indispensable la restauration rapide des autorités légitimes ». M. Pierre Mauroy, qui va conduire sur place une délégation chargée d'« exprimer sa profonde solidarité avec le peuple soviétique et ses forces démocratiques », a répondu aux critiques de l'opposition envers M. François Mitterrand en affirmant que « si M. Gorbatchev a eu un allié, c'est bien le président de la République », et que la droite, elle, « a oublié M. Gorbatchev ». « Nous n'oublions pas M. Eltsine », a ajouté le premier secrétaire du PS, selon qui le président russe doit être « associé » à celui de l'Union soviétique.

## Une « impression un peu étrange »

Cette association ne convient pas à M. Jean-Marie Le Pen, qui, jeudi matin, saluant « la vraie victoire, celle des peuples prisonniers depuis trois quarts de siècle du communisme soviétique », a souligné que « ce succès ne saurait être, en tout cas, celui du chef du Parti communiste soviétique, M. Gorbatchev, vedette adulée des chancelleries occidentales, issu médiatique, aujourd'hui dévalorisé dans son pays ». « Il est celui, surtout, a précisé le président du Front national, de M. Eltsine, de la nation et du peuple russes, dont il s'est montré digne d'être le président, après en avoir été l'élu et l'interprète. »

M. Le Pen, député poujadiste en 1956, fait appel à la mémoire des Français pour préciser ses soupçons à l'encontre de M. Gorbatchev et décocher, au passage, une pique à M. Mitterrand, en déclarant : « En Union soviétique, les faux putsch des vrais stalinistes s'est terminé pieusement, comme en d'autres temps, chez nous, l'attentat de l'Observatoire » (1).

Moins méchant, M. François Létoury, président d'honneur du Parti républicain, avait regretté « la position modérée, pour ne pas dire réservée, du président de la République » vis-à-vis de M. Eltsine, avant que M. Mitterrand ne se soit entretenu au téléphone, mercredi matin, avec le président russe. Une fois l'échec du putsch devenu patent, M. Létoury, en déclarant : « M. Mitterrand, président du Parti radical, se félicitait que « le dernier soubresaut des communistes conservateurs [ait] été vaincu par la résistance des démocrates, remarquablement animée par M. Eltsine, et par la fermeté internationale », ajoutait : « Dans ces circonstances, il est juste et inquiétant que le vote d'Europe centrale et orientale, France n'ait pas été au diapason ».

Le second sujet de controverse est, enfin, la teneur et la portée des propos tenus par M. Mitterrand au soir du 19 août à la télévision. A gauche même, M. Claude Cheysson, député (PS) européen, ancien ministre des relations extérieures, approuvait la position « très ferme, très bonne et très simple » exprimée par M. Roland Dumas après la réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE, le 20 août, position de nature à effacer, selon lui, « l'impression un peu étrange » laissée, la veille, par la « prudence » du discours du chef de l'État. A droite, les critiques n'ont pas été atténuées par la seconde intervention télévisée de M. Mitterrand, mercredi soir, M. Pierre-André Wiltzer, délégué général des adhérents directs de l'UDF, estimant qu'« après sa déclaration faiblissante de lundi soir, M. Mitterrand a tenté de passer à la télévision un oral de rattrapage » et « laborieusement, de justifier son attitude au cours de la crise en Union soviétique sans arriver à convaincre ».

(1) Averti d'un projet d'attentat dirigé contre lui, M. Mitterrand, alors sénateur de la Nièvre, avait sauté de sa voiture, le 15 octobre 1959, peu avant 1 heure du matin, et s'était réfugié dans les locaux de l'Observatoire à Paris. Sa voiture avait été prise sous le feu d'une mitrailleuse. Les auteurs de cette machination avaient, ensuite, affirmé que M. Mitterrand l'avait lui-même organisée.

## M. Mitterrand contesté

Suite de la première page

Il a aussi rappelé qu'il allait chasser l'ours « chez M. Gierke ou chez M. Ceausescu ».

Le débat est également biaisé lorsqu'on reproche à la fois au président français de passer M. Gorbatchev « aux pertes et profits », le premier jour du putsch, et de ne pas se faire le chantre de M. Boris Eltsine, ce qui est parfaitement contradictoire. En revanche, l'opposition a devant elle un boulevard pour une polémique justifiée lorsqu'elle remarque que M. Mitterrand, avant le coup d'État, n'a guère eu d'égards pour M. Eltsine. Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, peut bien affirmer, avec indignation, que le président de la Russie n'a pas été reçu « entre deux portes » à l'Élysée, il faut tout de même se souvenir que M. Mitterrand, à Moscou, s'était chargé publiquement d'indiquer autant que possible l'importance de cet entretien.

Mais cette opposition aura beau jeu de souligner avec délices combien le secrétaire général de l'Élysée, le ministre des affaires étrangères, M. Jack Lang et le président de la République lui-même, ont dû consacrer de temps et d'énergie à corriger la mauvaise image donnée par la première intervention télévisée de M. Mitterrand.

Que la droite, singulièrement le RPR, ait insisté, au premier jour, sur le risque que présentent les réductions de crédits militaires était, si l'on peut dire, de bonne guerre. Après tout, une nouvelle loi de programmation militaire sera débattue au Parlement avant la fin de cette année et ce débat est engagé depuis au moins deux ans. Il n'était pas absurde de le relancer à l'occasion du retour d'une menace ancienne que l'on avait presque oubliée.

## Lois du Golfe

Mercredi, M. Mitterrand a traité ce débat de « dérivatoire » en la circonstance et a affirmé qu'il avait jamais pensé que « la France était en danger ». Le lundi précédent, il n'avait pourtant pas jugé inutile, en réponse à une question, de préciser que la France n'a aucunement l'intention de « dégarner sa défense ».

ce qui, de la part du chef des armées, est tout naturel - et de remarquer que « l'acte » commis à Moscou « pourrait devenir rapidement un acte de guerre froide ».

Le chef de l'État a également daubé sur l'empiètement de M. Giscard d'Estaing à demander, comme pendant le conflit du Golfe, une réunion extraordinaire du Parlement. « Quelle figure aurions-nous ce soir », a-t-il dit. Piètre consolation que d'avoir pris son prédecesseur au piège de la précipitation.

On peut faire confiance à l'opposition pour ne pas lâcher le morceau de siôt. Autant M. Mitterrand avait réussi, pendant toute la durée de la crise du Golfe, à ne pas prêter le flanc - ou si peu - à sa critique, autant il s'y est efforcé - au mieux par défiance de communication - cette fois-ci. De surcroît, il était en meilleure situation, face à l'opinion, à cette époque qu'il ne l'est aujourd'hui. Le couple Mitterrand-Rocard bénéficiait d'une relative popularité que le chef de l'État a accrue, pour son compte, par sa conduite difficilement attaquable de la guerre du Golfe. Aujourd'hui, le couple Mitterrand-Cresson a perdu de son capital. Il n'est pas assuré, pour le moins, que M. Mitterrand en regagne au sortir de cette crise de trois jours.

Bien qu'ils n'en sortent pas grands - à l'exception, peut-être de ceux qui, se contentant, comme MM. Barre et Balladur, d'analyser soigneusement la situation, ont évité toute polémique - ses opposants se sentent confortés. Ce n'est pas seulement sur le bas des polémiques nées de sa première intervention télévisée que M. Mitterrand pourra convaincre les Français de ne pas laisser « un certain nombre de responsables qui n'ont pas de sang-froid gouverner un jour » leur pays. Déjà, M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'intérieur de M. Giscard d'Estaing, se demande si le chef de l'État est « apte à vivre une nouvelle cohabitation ». On en reparlera souvent d'ici aux élections législatives de 1993.

JEAN-YVES LHOMEAU



هك اس انصلي

## EN UNION SOVIÉTIQUE

### Les réactions en France

#### M. Roland Dumas souhaite une intensification des aides occidentales à l'URSS

Le ministre des affaires étrangères français, M. Roland Dumas, a de nouveau estimé, jeudi 22 août, que les Occidentaux devaient intensifier leur aide à l'Union soviétique. Interrogé sur Europe 1, il a déclaré avoir ressenti « chagrin et dépit » devant « la démagogie et les larmes de crocodile » versées sur M. Mikhaïl Gorbatchev par ceux qui, en France et à l'étranger, se sont toujours montrés réticents lorsqu'il s'agissait d'aider l'URSS et face auxquels « il a fallu plaider à chaque fois ».

Au-delà du rétablissement, imminent, des aides qui ont été suspendues ces derniers jours, notamment par la CEE, M. Dumas estime que l'Occident « doit réfléchir sur son comportement vis-à-vis de Gorbatchev ». « Si nous voulons la réussite de Gorbatchev, et nous la voulons, il faut

mettre les moyens au service de cette volonté », a insisté le ministre.

M. Roland Dumas n'a pas directement évoqué la question d'une nouvelle répartition des aides entre le pouvoir central et les Républiques. Alors qu'on lui demandait si, à ses yeux, c'est M. Gorbatchev qui gouverne en URSS, il a répondu : « Il est le pouvoir légal », tout en soulignant une coopération entre le président de l'URSS et celui de la Russie, M. Boris Eltsine : « La coopération entre ces deux hommes qui ont incarné la résistance est indispensable. Je souhaite qu'ils jouent tous les deux un rôle positif », a-t-il dit. Il a estimé que la signature du traité de l'Union redéfinissant les rapports entre Moscou et les Républiques, qui a été « la cause immédiate de la rébellion », serait « le premier acte de M. Gorbatchev » et aussi « le bon critère » pour juger de la reprise du processus de réformes. Selon M. Dumas, ce processus devrait s'accélérer : après l'épisode du putsch manqué, « l'horizon est déblayé (...), les réformes vont se poursuivre ; ce qui a été semé va devoir, pour se développer ».

M. Roland Dumas, annonçant l'annulation du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze qui devait se tenir vendredi à La Haye, a souhaité qu'il ne soit que reporté et que « le plus tôt possible » les Douze se réunissent pour réexaminer leurs rapports avec les pays d'Europe centrale et orientale, l'URSS et la Russie. Et il a proposé que les dirigeants de la Communauté invitent M. Gorbatchev à venir discuter avec eux « de l'avenir de l'URSS et de la Russie ». Il a annoncé d'autre part son intention d'inviter prochainement M. Eltsine à Paris.

#### M. Marchais dément avoir été contredit par le bureau politique du PCF

Dans son édition du jeudi 22 août, l'Humanité publie une « mise au point du secrétariat du comité central » qui vise, notamment, le Monde, accusé d'avoir déformé le déroulement de la réunion du bureau politique, lundi après-midi 19 août à huis clos, au cours de laquelle la direction du PCF avait arrêté sa position.

Elle affirmait, entre autres, que « les conditions d'éviction de

M. Mikhaïl Gorbatchev de ses responsabilités sont inacceptables ». Le secrétariat précise que « le projet de texte soumis à la discussion laissait volontairement « en blanc » l'appréciation que le bureau politique devait porter sur l'éviction de M. Gorbatchev », car il existait « plusieurs formulations possibles ».

Les amis du secrétaire général ajoutent : « Il est donc inexact et malintentionné de prétendre que

la position du bureau politique aurait été prise contre l'avis de M. Georges Marchais », avant d'indiquer que « M. Charles Fiterman a expliqué qu'il n'était pas d'accord avec le texte finalement adopté ».

Le Monde n'a jamais écrit que la déclaration du bureau politique avait été adoptée contre l'avis du secrétaire général. Pour le reste, la mise au point du secrétariat du comité central confirme les informations que nous avions données. O. B.

#### « Il est clair que le recours, c'est Boris Eltsine »

nous déclare M. Jean-François Deniau

Tirant les enseignements du coup d'Etat avorté en Union soviétique, M. Jean-François Deniau, ancien ministre, député UDF du Cher, nous a déclaré : « Ce qu'on peut espérer c'est que le côté « théâtre d'ombres » de la politique de M. Gorbatchev, ce jeu extraordinairement compliqué qui consistait depuis des années à dire : « je n'ai pas de pouvoir, je suis sous la pression des forces conservatrices », tout cela va cesser. Les forces les plus conservatrices ayant été démissionnées, M. Gorbatchev a perdu désormais cet alibi. Il ne pourra plus reporter sans arrêt ses décisions. Il a les mains libres pour engager enfin un vrai programme de réformes politiques et économiques. Il va devoir passer à l'action et le premier signe de sa crédibilité sera la manière dont il répondra à la demande d'indépendance des pays baltes ».

Il serait regrettable que M. Gorbatchev se serve de ces péri-

phes pour demander plus d'argent aux Occidentaux. J'ai toujours pensé qu'il fallait aider l'Union soviétique, mais pas à l'importer comme on le fait au début de notre Marché commun, cela doit être entrepris avec des conditions et un calendrier très précis et très précis ».

Enfin, il est clair que le recours c'est Boris Eltsine. Le gouvernement français s'est toujours trompé sur lui. C'était une folie de l'ignorer et de tout miser sur Gorbatchev. Boris Eltsine vient à nouveau de faire la démonstration qu'il n'était pas ce personnage ambigu capable de dire tout et son contraire ».

Quant au rôle qu'il aurait pu tenir directement ou indirectement M. Gorbatchev dans ce coup d'Etat, M. Deniau est circonspect : « Dès le départ, déclare-t-il, je n'ai pas compris quels étaient les tenants et aboutissants de cette affaire. Qu'il ait pu être l'organisateur principal d'un faux coup d'Etat me paraît romanesque. Mais qu'il ait pu prêter la main à une sorte de scénario afin de provoquer un choc pour convaincre les Etats-Unis qu'il avait besoin de capitaux, c'est quelque chose qui s'est déjà passé dans l'Histoire russe. Le fait que M. Chevardnadze lui-même ait souligné cette hypothèse n'est sans doute pas un hasard ».

L'inquiétude mesurée des Français. — Un sondage IFOP (800 personnes interrogées le 20 août), publié par le Parisien libéré du jeudi 22 août, indique que 41 % des Français jugent très inquiétante la destitution de M. Gorbatchev et 49 % l'estimaient assez inquiétante. 76 % cependant ne croyaient pas au succès du coup d'Etat. 53 % enfin estimaient que ces événements étaient un risque pour la paix mondiale.

#### « Bien sûr qu'on a condamné le coup d'Etat ! »

Quelques centaines de communistes se sont retrouvés, mercredi 21 août à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), autour de leurs dirigeants, pour le « Rendez-vous national de la vignette » qui, fin août, précède la Fête de l'Humanité de La Courneuve. Traditionnellement, permanents et militants sont invités à donner un dernier coup de rein stakhanoviste dans la vente des billets d'entrée et une saine émulation est encouragée entre les fédérations départementales. Cette année, évidemment, cette manifestation a revêtu un caractère particulier. Les conversations mêlaient les souvenirs de vacances au considération sur l'échec d'une faction putschiste à Moscou. Les mines étaient graves devant les derniers développements de la situation et l'engagement visible devant les questions pressantes des journalistes.

##### La direction « à la hauteur »

Tel militant dit qu'il était « révolté », lundi matin. Tel autre fait part du « choc » qu'il a éprouvé. L'indignation est unanime. Tout comme est unanime la certitude que la direction du parti a condamné le coup d'Etat. « Bien sûr qu'on l'a condamné », s'empresse d'un jeune homme qui refuse d'admettre qu'aucun de ses termes ne figure dans la déclaration de lundi soir du bureau politique. Quant au peuple, les militants estiment qu'il était bien absent. Affirment son attachement au droit de manifester, M. Georges Marchais lâche que « le pouvoir au peuple, ce n'est pas les manifestations comme ça dans les rues ». « Vous trouvez que quelques dizaines ou centaines de milliers de gens dans les rues sur 290 millions d'habitants, c'est le peuple ? », interroge un permanent. Une opinion partagée par Arnaud Spire, éditeur-

liste de l'Humanité, qui affirme que la responsabilité de cette situation incombe au « fonctionnement bureaucratique et bureaucratique » de l'Union soviétique « jusqu'en 1985 ». La grande nouveauté, selon lui, est que l'équipe dirigeante du PCF le dise. Adieu, « bilan globalement positif » prononcé en 1978 et réaffirmé par M. Marchais en 1989 !

Cette communauté de vue des militants de la fédération du secrétariat général se retrouve sur la personne de M. Boris Eltsine. En voilà un qui n'a pas bonne presse, à Choisy. « Sa position, depuis longtemps, ne me convient pas. Moi, je soutiens Mikhaïl Gorbatchev », confie M. Marchais. Fût-il élu démocratiquement par près de 80 % de la population russe, M. Eltsine ne suscite que méfiance, pour ne pas dire plus. A la manière des enfants joués à la guerre avec des mitraillettes imaginaires, un groupe d'hommes suggère même, pour le président de la Fédération de Russie, une solution plus radicale qui n'a pas su être saisie par l'armée.

Ici et là, on dissimule mal une certaine crispation. On bougonne contre les journalistes. Un jeune militant, un peu nerveux, marmonne que ce sont des « enculés ». Tel dirigeant n'a rien à déclarer, cet autre glisse un sourire en guise de réponse. M. Henri Malberg, « patron » de la fédération de Paris, renvoie aux « très bons textes de la direction, qu'il partage entièrement ». De tous côtés, on se félicite de la réaction « à la hauteur » de la direction du parti. Ce sentiment de satisfaction qui succède à l'inquiétude des premiers moments n'est évidemment pas partagé par les quelques contestataires redondants piqués, ça et là, dans un milieu dont on sent qu'il n'est plus vraiment le leur. L'un d'eux assure qu'il se retrouve plus

dans « d'autres déclarations que celle du bureau politique ».

Cette fronde, elle se fait jour chez certains élus communistes. Des députés, des MM. Téo Vial-Massat, Robert Mondargent, Jean-Pierre Brard, Marcelin Barthel et François Asensi, ont vite appelé un chat un chat. Un conseiller général de Seine-Saint-Denis, M. René Foulon, a écrit à l'Humanité pour se plaindre de l'organe central et dire que son parti a « une fois de plus, choisi le mauvais camp, celui des usurpateurs battus par le peuple ». Invité de RTL, jeudi matin, M. Charles Fiterman s'est étonné de la teneur des éditoriaux de l'Humanité. L'ancien ministre, qui a manifesté sa « profonde satisfaction de l'échec du coup d'Etat », a fustigé les « fautes d'analyse communistes, y compris par les dirigeants de [son] parti », avant d'ajouter : « Il faut faire plus, plus vite, plus fort pour apporter les changements nécessaires » dans le PCF.

##### « Le maximum d'informations »

Déjà des communistes s'interrogent sur l'attitude de l'Humanité et sur la teneur de certains articles pendant ces trois jours de crise. Dans son édition de mardi, par exemple, le quotidien communiste a publié, dans leur intégralité, « les principaux textes » de la junte putschiste, « avec un seul souci, précisait le petit encadré, donner aux lecteurs le maximum d'informations ». Et si, par malchance, l'Humanité de lundi tirait, sur sa première page, « Les raisons de la fête », en parlant de celle de La Courneuve, l'Humanité-Dimanche de cette semaine n'est pas mieux lotie en tirant, à contre-emploi, sur sa couverture : « Le drame de l'échec ».

OLIVIER BIFFAUD

#### Hausse des cours boursiers, recul du dollar et du pétrole

### Les marchés financiers et pétroliers rassurés

Le « lundi rouge » ne sera-t-il bientôt plus qu'un lointain souvenir ? Si les places financières avaient fortement réagi à l'annonce de la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev le 19 août, elles se sont ressaisies dès mardi et le mouvement de redressement s'est amplifié mercredi avec l'annonce en début d'après-midi de la fuite des auteurs du coup d'Etat. Les mouvements de hausse se sont accélérés sur les places boursières, le dollar, valeur refuge, est revenu à des niveaux voisins de ceux d'avant le coup d'Etat et les cours du pétrole ont reculé.

Jeudi 22 août, les places boursières asiatiques ont salué l'échec du coup de force avec peut-être moins d'intensité que leurs homologues européennes ou américaines la veille. Ainsi, à Tokyo, l'indice Nikkei a gagné 2,1 %. Certains intervenants affichaient alors une légère déception devant cette performance. Mercredi, la grande bourse américaine avait traduit son soulagement en s'appréciant de 3,1 % et l'indice Dow Jones était alors repassé au-dessus de la

barre des 3 000 points. Paradoxalement, c'est aux Etats-Unis que la réaction a été la plus vive, à l'exception de Madrid (+3,7 %), alors que jusqu'à présent ce pays était apparu comme celui le moins troublé par les événements en URSS. Ainsi, le 19 août, alors que de nombreuses Bourses chutaient fortement, celle de New-York ne perdait que 2,36 %.

La preuve sans doute que de nombreux capitaux ont fui les places européennes pour revenir vers un marché plus vaste et donc moins risqué.

##### Tendance à la modération

En Europe, la journée du jeudi 22 août débutait à l'image de celle de la veille, mais de manière plus contrastée. Francfort, la place qui avait été la plus secouée par la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev (-9,4 % lundi), continuait sur sa lancée de mercredi où elle avait gagné 2,87 %. L'indice DAX oscillait entre 3 % et 4 % peu avant le début officiel de la séance. En revanche, à Londres comme à Paris, la tendance était à la modération. Au lendemain de son bond de 3,9 %, l'indice CAC 40 débutait jeudi son dernier jour du mois boursier d'août sur une avance de 0,67 %.

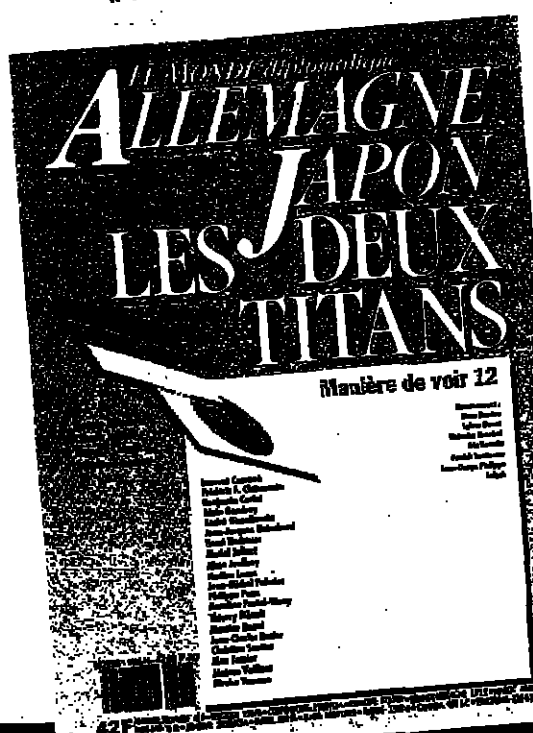
Sur le marché des changes, le dollar poursuivait son recul jeudi 22 août, revenant à des niveaux voisins de ceux d'avant le putsch soviétique. A Tokyo, il revenait à 136,75 yens contre 137,18 yens la veille, tandis qu'à Paris, il tombait sous la barre des 6 francs (5,9335 francs contre 6,03 francs au fixing mercredi). A Francfort, il se négociait à 1,7485 DM contre 1,7565 la veille.

Sur le marché de l'or, les cours de l'once à Londres évoluaient peu autour des 356 dollars de la veille.

Les cours des matières premières ont suivi, mercredi 21 août, une évolution contraire à celle de lundi, avec, en général, la même amplitude. Sitôt confirmé l'échec du coup d'Etat, le pétrole a chuté aux Etats-Unis, perdant le dollar qu'il avait gagné le premier jour du putsch. Le baril (pour livraison la plus rapprochée en octobre) a finalement clôturé à 21,55 dollars, en baisse de 85 cents. A l'inverse, les cours des céréales (blé, mais et soja en particulier) ont bondi. Les marchés avaient craint l'arrêt des aides occidentales aux importations soviétiques (essentiellement américaines) ; ils espèrent maintenant leur rétablissement et même leur accroissement.

D. G. et E. L. B.

Douzième volume de la collection « Manière de voir »



LE MONDE diplomatique

#### MODELES OU MENACES ?

Grands vaincus en 1945, l'Allemagne et le Japon se retrouvent au premier rang des puissances de la planète.

Quelles stratégies économiques, quelle conception de l'entreprise, quelles valeurs culturelles expliquent le formidable dynamisme industriel et commercial de ces deux nations ? Constituent-elles des modèles imitables ? Ou bien, une fois encore, des menaces historiques ?

Ceux qui les qualifiaient de « nains politiques » constatent que ces deux Etats sont pratiquement les seuls à dire non aux Etats-Unis - même après la guerre du Golfe - et à dicter au reste du monde leurs priorités économiques et monétaires.

Les deux leaders du « capitalisme de conquête » nourrissent-ils des ambitions hégémoniques ? L'Allemagne, tentée par l'appel de l'Est, jouera-t-elle la carte de l'Europe ou la sienne propre ? Tokyo parviendra-t-il à créer, en Asie, une « zone de coprosperité » sous son influence exclusive ?

A ces questions majeures de cette fin de siècle, la nouvelle livraison de la collection « Manière de voir » apporte des réponses documentées, des analyses fouillées et des arguments inédits.

ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

EN VENTE PAR CORRESPONDANCE

#### BON DE COMMANDE ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
LOCALITE \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_  
► FRANCE-METROPOLITAINE : 47 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : \_\_\_\_\_ x 47 F = \_\_\_\_\_ F  
► DOM-TOM et ÉTRANGER : 62 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : \_\_\_\_\_ x 62 F = \_\_\_\_\_ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :  
LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75501 PARIS CEDEX 15 FRANCE.

## L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

Reconsidérant leurs relations avec l'URSS

## Les pays de l'Europe de l'Est veulent accélérer leur rapprochement avec la CEE

La crise soviétique - et son issue avec le retour de M. Gorbatchev au Kremlin - a, pour les pays d'Europe de l'Est, deux conséquences immédiates. Elle leur donne de nouveaux arguments pour revendiquer un rapprochement accéléré avec la Communauté européenne. Elle les amène ensuite à reconsidérer à nouveau leurs relations économiques avec l'URSS. De nouveaux types d'échanges commerciaux avec l'Union soviétique, qui reste un partenaire important de l'ancienne Europe socialiste, étaient en discussion avant le coup d'État.

1991. Le COMECON, organisation commerciale liant les principaux États communistes du monde, disparaît. Le cordon ombilical liant l'économie de l'URSS à celle des anciens satellites d'Europe centrale et orientale est officiellement coupé. La rupture laisse l'Union soviétique confrontée à ses problèmes internes, et les nouvelles démocraties libres de poursuivre leur difficile transition vers l'économie de marché. Depuis, les échanges entre l'URSS et les pays d'Europe centrale sont profondément bouleversés, tandis que très lentement, se tissent de nouveaux liens entre la Communauté européenne et ses voisins de l'Est. Les quelques jours de crise devraient suffire - comme l'a suggéré le président de la Commission, M. Jacques Delors, mardi 20 août à La Haye - à conduire la Communauté à réexaminer ses liens au plus vite avec les cinq pays de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie), ainsi que la Yougoslavie.

Déjà profondément affectés par la transition économique en cours, les pays d'Europe de l'Est ont subi de plein fouet l'effondrement du COMECON, qu'ils ont pourtant appelé de leurs vœux. Avant la chute du mur de Berlin, celui-ci représentait 60 % au moins de leur commerce extérieur, et jusqu'à 80 % dans le cas de la Tchécoslovaquie. Comme souvent dans les ruptures, ce n'est pas celui qui rompt qui se trouve le plus heureux; finies les livraisons pratiquement gratuites d'énergie en provenance d'URSS, les débouchés assurés à l'Union soviétique pour les produits manufacturés polonais ou hongrois. Il faut désormais payer le pétrole au prix du marché mondial, et essayer de vendre sur les marchés internationaux des produits d'une qualité souvent médiocre.

Les conséquences sont immédiates. Au premier trimestre de 1991, les importations soviétiques en provenance des six pays européens ont chuté de 46 % par rapport à la même période de l'année précédente, selon les statistiques de la commission économique pour l'Europe des Nations unies. La Hongrie affirme que son commerce avec l'URSS s'est effondré de 80 %. Des secteurs entiers, comme celui du textile polonais, qui fait vivre 600 000 personnes se sont retrouvés en situation de chômage technique.

## Les demandes d'adhésion et d'association

Ce revers cuisant aurait d'ailleurs pu se transformer en désastre financier majeur si les cours du pétrole étaient restés aux niveaux très élevés de juillet 1990. Certains pays s'en sont mieux sortis que d'autres: la Pologne, la Hongrie, et dans une moindre mesure la Tchécoslovaquie sont parvenues à augmenter considérablement leurs ventes à l'Ouest. Mais les exportations bulgares ou roumaines se sont effondrées à l'Est sans augmenter à l'Ouest, aggravant encore la récession en cours et la pénurie de devises. Déjà en situation de cessation de paiements, Sofia a dû réduire de plus de 20 % ses achats de pétrole à l'URSS, tandis que Varsovie ou Budapest ont réussi à décaler suffisamment de devises pour maintenir des flux relativement stables.

Le réflexe des États de l'Est a donc consisté bien naturellement à se tourner vers la CEE. La Communauté apparaît en effet comme l'unique bloc capable, au cours des prochaines années, d'absorber des achats à l'Est. Depuis plusieurs mois, les dirigeants de Varsovie revendiquent à hauts cris un rapprochement entre leurs pays et la Communauté, rappelant qu'une catastrophe économique et un renversement du gouvernement ne

sont pas à exclure. L'adhésion pure et simple, ou à défaut un statut d'association véritable est, selon eux, la seule issue pour leur économie en détresse. Deux accords d'association, avec la Pologne et la Hongrie, devaient être signés avant la fin de l'année à Bruxelles.

A Bruxelles, on poursuit tranquillement le rapprochement économique de la CEE et de l'Europe de l'Est, en préparant l'opinion publique dans la Communauté - notamment celle des agriculteurs - et en imaginant des solutions pour rendre la transition la moins douloureuse possible. A l'Ouest comme à l'Est, et en dépit de l'empressement polonais, on se rend bien compte que le rapprochement commercial de l'Europe occidentale et centrale prendra de nombreuses années.

D'où l'émergence de projets visant au rétablissement, sur de nouvelles bases, d'échanges avec l'URSS. L'accord passé le 17 juillet entre le groupe des sept et M. Mikhaïl Gorbatchev faisait d'ailleurs état de la nécessité d'aider à la revitalisation de liens commerciaux entre l'URSS et ses voisins d'Europe centrale et orientale. A Londres, des économistes réfléchissent à un système sophistiqué de «clearing» (compensation), dans lequel les échanges entre l'URSS et tel ou tel des pays de l'Est seraient l'objet d'une comptabilité spéciale, les pays occidentaux assumant in fine l'équilibre du système.

A l'Est, certains dirigeants, comme le ministre des affaires étrangères tchécoslovaque, M. Jiri Dienstbier, celui du commerce extérieur de Hongrie, M. Bela Kadar, ou le président tchécoslovaque Vaclav Havel proposent un système d'aide à l'URSS original et «intelligent»: les pays occidentaux consentiraient des crédits à l'Union soviétique que celle-ci utiliserait pour acheter des biens alimentaires à ses anciens partenaires. Comme le résumait M. Havel dans un texte publié par Libération (le 18 juillet): «Cela permettrait de résoudre le problème de nos excédents agricoles sans perturber le fonctionnement de marchés déjà saturés à l'Ouest.»

Ce serait également une bonne manière de limiter l'ampleur de la catastrophe économique dans les pays les plus pauvres (Bulgarie, Roumanie). Une telle aide n'aurait en fait pas trop favorisé le flux d'exportations d'Europe de l'Est vers l'URSS, préférant privilégier leurs propres ventes à Moscou. Surtout, comme on l'a vu, ils veulent éviter d'ouvrir trop grandes leurs portes de peur de provoquer de nouvelles tentatives de coup d'État chez leurs agriculteurs, déjà échaudés. Le problème est d'autant plus délicat que l'Europe de l'Est est surtout exportatrice de produits agricoles (ceux-ci représentent par exemple un quart des exportations hongroises), ainsi que de biens sidérurgiques et textiles, trois catégories soumises à de stricts quotas d'importation dans la CEE. Le conflit franco-hongrois à propos de l'importation de foie gras dans l'Hexagone prouve l'ampleur des tensions potentielles. La Pologne dénonce la sévérité des quotas actuels: la CEE aurait accepté 900 000 têtes de bétail l'an dernier et autoriserait cette année une vente de 300 000 têtes seulement.

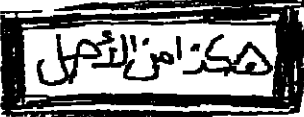
## Le piège pour les Occidentaux

Les pays occidentaux paraissent à cette occasion pris dans leur propre piège: malgré leurs déclarations de principe, ils ne tiennent en fait pas trop à favoriser le flux d'exportations d'Europe de l'Est vers l'URSS, préférant privilégier leurs propres ventes à Moscou. Surtout, comme on l'a vu, ils veulent éviter d'ouvrir trop grandes leurs portes de peur de provoquer de nouvelles tentatives de coup d'État chez leurs agriculteurs, déjà échaudés. Le problème est d'autant plus délicat que l'Europe de l'Est est surtout exportatrice de produits agricoles (ceux-ci représentent par exemple un quart des exportations hongroises), ainsi que de biens sidérurgiques et textiles, trois catégories soumises à de stricts quotas d'importation dans la CEE. Le conflit franco-hongrois à propos de l'importation de foie gras dans l'Hexagone prouve l'ampleur des tensions potentielles. La Pologne dénonce la sévérité des quotas actuels: la CEE aurait accepté 900 000 têtes de bétail l'an dernier et autoriserait cette année une vente de 300 000 têtes seulement.

Les pays d'Europe occidentale vont devoir accepter d'ouvrir davantage leur marché aux Européens de l'Est et de financer une partie de leur commerce extérieur avec des pays tiers (pour les achats d'énergie notamment). Une nouvelle qui réjouira les exportateurs, mais sera un nouveau casse-tête pour les dirigeants. Ces pays ont peu d'argent, et si on veut leur vendre des biens, il faudra consentir de nouveaux prêts. La CEE devra savoir partager.

Comme le déclarait récemment l'ambassadeur de Pologne à Paris: «La Communauté doit avoir le sens des responsabilités. Les agriculteurs européens souffrent, mais ces souffrances ne sont rien à côté de la catastrophe économique endurée en Pologne.»

FRANÇOISE LAZARE



## EUROPE

YOUgoslavie: la réunion de la présidence collégiale

## Les Républiques s'entendent sur un programme économique minimum

BELGRADE

de notre envoyée spéciale

Désabusés par la paralysie de la vie politique fédérale, les Yougoslaves ont suivi la réunion de la présidence collégiale de la fédération, mardi 20 et mercredi 21 août à Belgrade, avec le plus grand scepticisme. L'engagement pris par les présidents et les représentants des Républiques à l'issue de la première journée les a laissés dubitatifs: pour l'homme de la rue, la décision de préparer un projet sur l'avenir politique du pays (le Monde du 21 août) est strictement formelle et n'a aucune chance d'être suivie d'effets.

Seuls la présence - exceptionnelle - de tous les présidents des Républiques et le fait qu'aucun n'ait claqué la porte avant la fin de la réunion ont retenu l'attention. Cela n'a d'ailleurs duré qu'une journée. Mercredi, les présidents de Croatie et de Bosnie-Herzégovine avaient délégué leur premier ministre, leur laissant le soin d'avaliser le plan présenté par le chef du gouvernement fédéral, M. Ante Markovic, pour «assurer le fonctionnement des parties vitales du système politique et économique du pays jusqu'à la réalisation d'un accord politique sur la future Yougoslavie».

## «Le pauvre M. Markovic»

La présidence a donné son feu vert aux mesures proposées par le «pauvre M. Markovic» - comme on dit ici en plaçant un premier ministre impuissant - pour que «le minimum nécessaire au fonctionnement économique et politique» soit accompli. Le budget fédéral a été avalisé, la Croatie et elle seule, selon le communiqué de la présidence, refusant de contribuer qu'au financement de

l'armée fédérale. Le communiqué précise que les mesures arrêtées mercredi visent à «empêcher des dégâts économiques et sociaux qui prennent des dimensions catastrophiques». «Il faut créer les conditions nécessaires au fonctionnement du Parlement et du gouvernement fédéraux», souligne-t-il. Mais les moyens d'y arriver ne sont pas explicités - tout comme la veille, lorsque la présidence s'est engagée à parvenir à un accord sur la future politique de la fédération.

«Chacun continue de tirer la couverture de son côté», a avoué, à propos de la première journée de la réunion, l'un des participants, le président de Monténégro, M. Momir Bulatovic, dont «l'impression» est qu'il n'est «pas possible» de parvenir à un accord politique. «Pour qu'il y ait un accord, a-t-il précisé, il faudrait

qu'il y ait un but commun et des intérêts communs».

Le communiqué publié par l'agence officielle Tanjug à propos de la réunion de mardi ne fait état que d'un seul point commun à tous les participants: l'arrêt des hostilités et un contrôle efficace du cessez-le-feu constituent un préalable à tout accord. Ces conditions sont loin d'être remplies. Depuis le 7 août, date de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, des dizaines de personnes sont mortes dans les villages de Croatie où la garde nationale et la police croate, d'une part, et les insurgés serbes, d'autre part, continuent de se battre. Tout bilan est sujet à caution, chacun des protagonistes diffusant des chiffres divergents. Mercredi encore, alors que les médias serbes faisaient état de deux morts la veille à Osijek (Slavonie), les auto-

rités croates annonçaient quatre décès. Des combats à l'arme automatique et au lance-roquettes se poursuivaient à Pakrac, en Slavonie. Selon le ministre croate de l'Intérieur, «seize autistes serbes ont été tués» au cours du week-end dans cette ville située à environ 250 kilomètres à l'ouest de Belgrade.

La commission présidentielle chargée de contrôler le cessez-le-feu a bien du mal à assurer sa fonction. Mardi, une de ses équipes d'observateurs a essayé des coups de feu, à trois reprises, en Krajina, dans la région de Sibenik. «C'est une chance que personne n'ait été blessé», a affirmé un responsable fédéral en précisant que le véhicule des observateurs, escorté par l'armée fédérale, était identifié.

MARIE-PIERRE SUBTIL

## Menaces de l'armée contre la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine

L'armée yougoslave a pour la première fois, mercredi 21 août, menacé de prendre des mesures contre les républiques de Bosnie-Herzégovine (centre) et de Macédoine (sud), accusées de chercher avec «d'autres forces» à «démanteler la Yougoslavie et l'armée fédérale par le biais d'une guerre civile et d'une intervention étrangère». Le général Marko Negovanovic, ministre adjoint de la défense, et considéré comme l'un des «fauteurs» au sein de la hiérarchie militaire, a dénoncé, au cours d'une conférence de presse à Belgrade, la décision des dirigeants bosniaques et macédoniens de ne plus désormais envoyer leurs conscrits hors de leurs républiques respectives.

La Bosnie-Herzégovine et la Macédoine suivent ainsi la voie ouverte il y a quelques mois par la Slovaquie et la Croatie (nord-ouest), qui, après avoir décidé que leurs soldats seraient exclusivement dans leur république d'origine, avaient fini par former leurs propres unités militaires, totalement indépendantes de l'armée fédérale yougoslave.

L'armée fédérale ne compte déjà plus qu'une poignée de Slováques (91, selon l'agence Tanjug), et peu de Croates, passés en masse dans les forces militaires de leurs républiques respectives. Si les Bosniaques et Macédoniens faisaient mine, dès mercredi, d'être plus de facto qu'une armée serbo-monténégro, peu en mesure de parler au

nom de la Yougoslavie, relève-on à Belgrade.

La menace brandie par le général Negovanovic intervient alors que près de deux mille parents de soldats macédoniens servant actuellement dans l'armée fédérale manifestaient, mercredi en fin d'après-midi, devant le Parlement de Skopje, pour obtenir le retour immédiat en Macédoine de tous les soldats macédoniens qui servent dans d'autres républiques, selon l'agence Tanjug.

Les parents refusent que «leurs enfants meurent pour les intérêts d'autres républiques», c'est-à-dire dans les affrontements entre Serbes et Croates en Croatie. (AFP)

## A TRAVERS LE MONDE

## ÉTATS-UNIS

## Le sénateur Albert Gore ne sera pas candidat aux primaires démocrates

Considéré comme le meilleur adversaire potentiel du président Bush pour l'élection présidentielle de l'an prochain, le sénateur démocrate Albert Gore a annoncé, mercredi 21 août, qu'il ne serait pas candidat aux primaires démocrates, invoquant des raisons familiales. Le sénateur du Tennessee, qui avait échoué dans la course à la candidature en 1988, avait laissé entendre ces derniers mois qu'il tenterait une nouvelle fois sa chance. Il s'agit du troisième dirigeant démocrate à annoncer qu'il ne participerait pas aux primaires, après le chef du groupe démocrate à la Chambre des représentants, M. Richard Gephardt, et le sénateur de Virginie-Occidentale, Jay Rockefeller. Le seul candidat officiellement déclaré aux primaires démocrates est l'ancien sénateur du Massachusetts Paul Tsongas, dont la campagne est loin de faire les manchettes des journaux. (AFP, Reuters)

## Violents affrontements entre Noirs et juifs à New-York

Quinze policiers new-yorkais ont été blessés dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 août, alors qu'ils tentaient de s'interposer dans les violents affrontements qui ont opposé de jeunes Noirs à des juifs orthodoxes à Brooklyn, quartier de New-York, où la police qui a procédé à une quinzaine d'arrestations. Deux magasins ont été pillés et trois voitures de police endommagées. Les premiers incidents s'étaient produits lundi soir, après qu'un jeune Noir ait été tué et sa sœur blessée par une voiture conduite par un juif orthodoxe. Quelques heures plus tard, un étudiant juif était poignardé à mort. Depuis, la tension n'a cessé de croître. A la suite d'une rencontre avec le maire noir de New-York, M. David Dinkins, désireux de calmer les esprits, les dirigeants noirs, qui avaient réclamé en vain l'arrestation du chauffeur, ont conduit mardi soir une foule d'environ deux cents personnes sur les lieux de l'accident, où la violence a de nouveau éclaté. (AFP, AP, UPI)

## MALI

## L'ex-président Traoré aurait transféré près de six milliards de francs en Suisse

Les autorités helvétiques ont estimé, mercredi 21 août, à près de 1,5 milliard de francs suisses (environ 6 milliards de francs) le montant des fonds transférés sur des comptes bancaires en Suisse, par les gouvernements successifs de l'ancien chef d'État malien, le général Moussa Traoré, renversé en mars dernier. «Pendant vingt-deux ans, le général Traoré a gouverné seul et ruiné le pays économiquement», souligne la direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA) de Berne.

Selon la presse malienne, l'ensemble de la fortune du proche entourage de l'ex-président dépasserait, en réalité, deux milliards de dollars (environ douze milliards de francs), dont près de la moitié en Suisse, le reste ayant été placé aux États-Unis, au Canada et en Allemagne. Si ces indications se révélaient exactes, le total des fonds publics détournés approcherait le montant de la dette extérieure du Mali, un des pays les plus pauvres du continent africain. (AFP)

## MAROC

## L'ONU examine une demande de Rabat de reporter le référendum sur le Sahara occidental

L'ONU examine la demande du roi du Maroc de faire reporter le référendum sur le Sahara occidental, a déclaré, mercredi 21 août, un porte-parole des Nations Unies.

Le plan de l'ONU prévoit l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu dans la région le 6 septembre et un référendum d'autodétermination en janvier, la population du Sahara occidental devant choisir entre son intégration au sein du Maroc ou l'indépendance demandée par le Front Polisario.

Le roi Hassan II avait déclaré mardi qu'une délégation de l'ONU aurait dû, pendant les quatre mois précédant le cessez-le-feu, consulter les chefs de tribus, décider qui aurait le droit de voter et conclure un accord écrit avec le Maroc concernant les prérogatives de sa mission.

Un responsable du Front Polisario, M. Ibrahim Hakim, a déclaré que «cette position est (...) une fin de non-recevoir au plan de paix». Le Front a demandé aux partis politiques algériens de convaincre Rabat de respecter le processus engagé. (AFP, Reuters)

## EN BREF

■ **INDONÉSIE**: la police a interrompu une réunion de l'opposition. La police indonésienne est intervenue pour disperser une réunion de l'opposition mardi 20 août à Djakarta, au domicile de l'ancien gouverneur de la capitale, le général Ali Sadikin, qui dirige le groupe dit de la «libération des occupants». Selon un responsable de l'opposition, le ministre chargé de la coordination des affaires politiques et de la sécurité, M. Sudomo, a exprimé sa surprise devant cette intervention policière, effectuée sans mandat. (UPI)

■ **ISRAËL**: deux personnalités palestiniennes convoquées par la police. La police israélienne a convoqué pour lundi 26 août deux personnalités palestiniennes des territoires occupés, M. Fayçal Hussein et Mme Hanane Ashrawi, après qu'ils eurent rencontré samedi dernier à Londres des représentants de l'O.L.P. Avec ces derniers, M. Ashrawi et M. Hussein - qui ont rencontré à plusieurs reprises le secrétaire d'État américain James Baker, à Jérusalem - ont préparé à Londres un mémorandum qui doit être présenté aux États-Unis en vue d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. (AFP)

■ **TUNISIE**: le docteur Sghaier a été libéré. Le médecin français d'origine tunisienne, M. Magrid Sghaier - incarcéré le 3 août à Tunis, en raison d'une condamnation pour sa participation à des manifestations en 1981 et acquitté mardi 20 août (le Monde du 21 et du 22 août) - a été libéré, ont annoncé les autorités pénitentiaires. Pour bénéficier de l'amnistie générale décidée en 1987, le jeune médecin aurait dû, conformément à la loi, en réclamer formellement le bénéfice, avait-on indiqué dans les milieux judiciaires tunisiens. (AFP)

## AFRIQUE

## ALGÉRIE: la préparation des élections législatives

## Le gouvernement et les partis s'efforcent de trouver un accord

ALGER

de notre correspondant

La seconde rencontre entre le gouvernement et les partis politiques devait s'ouvrir, jeudi 22 août, au Club des Pins, à une trentaine de kilomètres d'Alger. L'essentiel des discussions devrait concerner la date et les modalités des prochaines élections législatives anticipées, que le quinquennat en arabe du Maroc, étant des «sources d'inspiration», a cru pouvoir annoncer pour le 5 décembre.

La première rencontre, ouverte fin juillet, avait été suspendue pour permettre aux partis de se concerter et de présenter au cabinet de M. Sid Ahmed Ghozali leurs propositions pour l'organisation de ces élections. Plusieurs partis s'étaient même regroupés pour étudier la question. Mais les intérêts particuliers semblent avoir prévalu, et des vingt-six partis qui composaient ce rassemblement hétérogène, on était rapidement passé à vingt-quatre, puis à huit et à cinq. Devant ces divisions, le premier ministre devra manœuvrer s'il veut obtenir un consensus. Il aura, cependant, la satisfaction de voir le Front des forces socialistes (FFS) de M. Ali Ahmed répondre à son appel. De son côté, le FIS semble décidé à continuer la politique de la chaise vide, malgré les nombreuses pressions dont il a fait l'objet et en dépit des déclarations rassurantes concernant sa participation faite par M. Belkaid, ministre chargé des relations entre les partis et l'Assemblée populaire nationale.

Pour sa part, le FLN a annoncé, mercredi, qu'il pourrait envisager la révision de la loi sur le découpage électoral, tant décriée par l'opposition. Il compte présenter trois propositions en ce sens, dont l'une demande notamment «l'organisation d'un référendum sur la question de savoir si des élections législatives doivent se faire sur la base de lois adoptées par l'Assemblée populaire nationale ou si l'on doit apporter des amendements à la Constitution permettant au président de la République de légiférer par ordonnances, dans certains cas». (Infirm)



# LIVRES • IDEES

## Pour saluer Angus

Trois mois après sa mort discrète, on annonce la réédition de l'œuvre complète d'Angus Wilson. Une manière de reconnaître que ce romancier anglais fut une figure majeure de la littérature d'après-guerre

Personnage central de la vie littéraire britannique, l'écrivain Angus Wilson est mort au printemps dernier (le Monde daté 2-3 juin 1991). Penguin annonce la réédition de son œuvre complète — romans, biographies, nouvelles, pièces de théâtre, innombrables essais critiques. Une manière de signifier son importance.

En 1983, trois ans après qu'on lui eut accordé, ultime distinction de sa longue carrière d'homme de lettres, le titre de Sir, quelques centaines d'amis se réunissaient par un chaud après-midi d'été dans le zoo de Regence Park, pour souhaiter le soixante-dixième anniversaire d'Angus Wilson. Quelques semaines auparavant, la télévision était venue filmer la les décor d'une série tirée de son roman, *la Girafe et les Vieillards* (1). Mais l'animal favori d'Angus, son véritable objet d'étude, était le dodo (*Such Darling Dodos*), cette espèce d'oiseau disparue que l'on rencontre pourtant fréquemment en société, où il vit en colonie fermée pour ne pas voir que le monde a changé.

### Une inlassable générosité

Le visage coloré sous sa crierie argentée, plein de son habituelle vivacité, Angus saluait ses invités d'une voix haut perchée. Dans la foule réunie ce soir-là, parmi les membres du Parlement, éditeurs, acteurs ou universitaires, les employés du British Museum ou du zoo, les hôtes en vue, les collègues de la Société des amis de Dickens, les écrivains jeunes ou vieux dont il avait aidé bon nombre, quand il avait pas été leur professeur à l'université d'East Anglia (2), parmi les critiques et chroniqueurs qui, parfois, avaient

étreint ses derniers romans, plus d'un se demandait à quel titre au juste il était invité : allait-il dans un prochain roman rejoindre les dodos d'Angus Wilson ? Tous reconnaissent qu'aucun autre écrivain n'aurait pu réunir une assemblée à la fois aussi composite et aussi chaleureuse.

Avant la longue maladie qui devait l'emporter, et sa retraite dans le sud de la France en compagnie du fidèle Tony Garrett, Angus avait fait preuve d'une activité et d'une générosité inlassables, voyageant, enseignant, présidant nombre de sociétés, se battant en faveur des droits des écrivains, lisant les piles de manuscrits qui lui parvenaient... Si bien qu'il contribua grandement à créer cet esprit d'ouverture qui permit le renouveau de la scène littéraire anglaise.

Il était venu tard à l'écriture pour tenter de sortir des crises d'angoisse qui l'assaillaient et d'une longue dépression nerveuse au terme de laquelle il fut forcé, dit-il, de se placer en face de lui-même. A l'époque, il travaillait comme *superintendent* à la bibliothèque — du British Museum — pendant les week-ends, il écrivait des nouvelles. Deux recueils, *The Wrong Set* et *Such Darling Dodos*, parurent en 1949 et 1950. Tous les éléments d'une œuvre abondante (huit romans, plusieurs biographies et recueils de nouvelles, des pièces de théâtre et de nombreux essais critiques) étaient en place : sa fascination pour le système de classes anglais, dont il traduisit mieux que personne la toute-puissance et les absurdités ; l'ob-



Angus Wilson en 1954

servation minutieuse des changements qui travaillaient la société, produisant ces personnages nostalgiques et déclassés, pauvres et dignes autant que ridicules qui peuplent ses romans ; le goût poussé de la bizarrerie ; enfin une certaine hantise de la cruauté. *Raspberry Jam*, son premier

conte inquiétant et pervers, où l'on voit deux vieilles femmes torturer un oiseau, donnait le ton. A mi-chemin de Dickens (3), son romancier préféré, dont il partagea les obsessions, le sens du mal et le penchant pour le grotesque, et d'Evelyn Waugh, pour la verve cruelle, Angus Wilson s'ins-

crivait dans cette tradition anglaise qui, à l'extrême finesse de l'étude sociale et psychologique, allie une veine d'extravagance et de fantaisie : la nouvelle intitulée *Dance de mort* (4) où, pour honorer la clause étrange figurant au bas d'un testament, une hôtesse organise un bal costumé autour de deux cercueils, est un modèle du genre. Mais, avec le temps, cette humeur sombre cède et d'aucuns regretteront le mordant des premiers livres.

« Je m'intéresse à la personnalité et à l'âme humaine, disait-il, mais j'ai tendance à voir d'abord l'individu de l'extérieur, en tant qu'être politique et social. » Mais quelles que soient les cibles choisies, savant excentrique comme dans *Attitudes anglosaxonnes* (5), universitaires idéalistes et « engagés », ou homosexuel malheureux (*la Ciguë et après*) (6), on ne perd jamais de vue la nature essentiellement morale de l'évolution des personnages. Au milieu des illusions et des ruses de leur conscience, tous font l'expérience d'un effondrement personnel d'où se dégage peu à peu, seule valeur absolue, la nécessité d'une remise en question permanente des images de soi à l'aide desquelles on vit, comme de bonnes intentions nécessairement ambiguës.

*Les Quarante Ans de Mrs. Eliot* (7) est l'un des plus beaux romans d'Angus Wilson. Comme dans *l'Appel du soir* (8), le personnage central est une femme, une grande-bourgeoise, qui mesurera, une fois perdu le confort moral et l'assurance que donne une haute

appartenance sociale, les abîmes qui sous-tendent cette surface qu'on effleure.

Du temps de son bonheur, pour calmer les angoisses qui lui venaient parfois, Meg Eliot lisait des romans du dix-neuvième siècle. La mort accidentelle de son mari, victime d'un acte terroriste, l'obligera à reconstruire une vie nouvelle, reliée à la réalité contemporaine. Les livres anciens ont fait long feu...

### Méthodes « expérimentales »

L'effort le plus héroïque d'Angus Wilson fut sans doute, dans les années 60, d'aborder l'écriture dans un nouvel esprit, risquant par l'introduction de méthodes « expérimentales », selon son propre mot, de s'aliéner un public fidèle. Le public ni la critique ne le suivirent, et, avant même sa mort, il était passé de mode. Aujourd'hui cependant, Penguin annonce la réédition de son œuvre complète ; à nouveau, on voit en lui une figure majeure du roman d'après-guerre.

Christine Jordis

- (1) Stock, 1963.
- (2) Il fut notamment celui de Malcolm Bradbury et de Kazuo Ishiguro.
- (3) Angus Wilson a consacré à Dickens une superbe biographie : *le Monde de Charles Dickens*, Gallimard, 1972.
- (4) Elle figure dans *Saturnales*, Stock, 1960 et 1984.
- (5) Stock, 1957.
- (6) Laffont, 1954 ; 10/18, 1983.
- (7) Stock, 1960 ; Folio, 1983. Le livre obtint, en France, le prix du meilleur roman étranger.
- (8) Stock, 1965 ; 10/18, 1983.

## Le rire d'Habibi

Arabe natif de Haïfa, Emile Habibi est un maître de l'ironie et de la dérision. Des armes efficaces pour combattre la violence faite à son peuple...

### PÉCHÉS OUBLIÉS

d'Emile Habibi. Traduit de l'arabe par Jean-Patrick Guillaume, Gallimard, 180 p., 85 F.

Que peut faire un peuple que la brutalité de l'Histoire a expulsé de sa terre, voué à l'exil et à l'occupation ? Résister, certes, et espérer un destin meilleur. Mais cela suffit-il ? Pas toujours. Les Palestiniens le savent bien, eux qui ont l'humour non seulement comme une « politesse du désespoir », mais comme une variante inouïe de résistance. Seuls les vieilles nations et les sans-Etat sont capables de rire d'eux-mêmes et de tourner en dérision les forces dominatrices. L'humour des Egyptiens est célèbre. Il faudra rappeler qu'en cette époque de crise et de déchirure, de tous les Arabes, ce sont les Palestiniens qui ont le plus le sens de l'humour, chose qui n'est pas bien connue dans le reste du monde.

Celui qui est passé maître dans l'exercice de la dérision et de l'ironie est Emile Habibi. Il est né à Haïfa en 1922 et dirige, depuis 1948, l'un des principaux quotidiens arabes de cette ville, *Al Nihad*. Dans *Péchés oubliés*, comme dans son premier livre traduit en France, *Aventures extraordinaires de Saïd le Peptiniste* (1), il joue sur les mots. Il les coupe, les transforme, les marie de manière

inattendue. Ce n'est jamais gratuit. Il le fait pour se moquer de l'administration d'occupation, pour montrer son absurdité, sa violence et son injustice.

Le prétexte, pour démontrer les mécanismes de la bêtise policière et militaire, est un gigantesque embouteillage dans le centre de Haïfa. Au début, on pense à la nouvelle de Julio Cortazar qui raconte comment la société se reconstruit lors d'un embouteillage sur une autoroute. Ensuite, comme la raison de cette perturbation est inconnue et relève plutôt de la magie, on pense au film de Luis Buñuel *l'Âge extermineur*, où des bourgeois sont empêchés, par un pouvoir invisible, de quitter la belle villa où ils viennent de dîner. Là, il s'agit d'un objet non identifié qui a surgi à l'horizon et qui a la capacité d'endormir les passants et les conducteurs. Cet OVNI oriental provoque non pas la curiosité et l'émerveillement, mais une torpeur qui change le sens et la logique de la ville.

### « Copulation » et non « Révolution »...

Haïfa est ainsi plongée dans l'atmosphère soporifique de l'Orient. C'est l'occasion pour le narrateur, qui travaille dans un journal, de repérer les réactions

les plus extravagantes des citoyens et des autorités.

L'apparition de cette chose extraterrestre est revendiquée par au moins trois organisations palestiniennes. La Ligue arabe observe le silence, et le gouvernement israélien décide de faire une enquête approfondie où la suspicion des Arabes est affirmée d'emblée comme allant de soi. La police en profite pour pratiquer « la totale », c'est-à-dire l'enquête à cinq niveaux, le dernier étant le plus pervers parce qu'il implique que l'auteur du désordre agit par haine d'Israël et par antisémitisme et qu'il mériterait qu'on lui crève les yeux. Le rapport ajoute : « Si l'individu en question est déjà aveugle, c'est une preuve supplémentaire de ce que l'antisémitisme l'a à ce point dévoré qu'il a choisi la cécité plutôt que de voir l'Etat juif. »

Ce n'est pas étonnant puisque, rappelle le narrateur, les prisonniers palestiniens s'insurgent des services afin de déconsidérer l'occupation israélienne ! Cette thèse a été reprise sur un ton sérieux par certains amis d'Israël qui déploient les troubles causés par l'Intifada, disant que ce qui est grave dans la résistance des pierres, c'est que cela oblige de braves soldats à se défendre et à tirer sur des adolescents. En fait, les garnis de l'Intifada cherchent à noircir l'image d'un Etat démocratique qui ne fait que se défendre !

Dans le même esprit, le policier enquêteur découvre que les rues d'Israël sont pleines d'Arabes. Il prend peur et conclut que s'ils se reproduisent tant, c'est par décision de Yasser Arafat. Le mot d'ordre étant, non pas « Révolution... », mais « Copulation jusqu'à la victoire ». Pour lui, « sortir du ventre d'une mère arabe sans autorisation » est déjà un crime. Celui qui quitte sa voiture en plein embouteillage ne peut être que suspect. D'ailleurs les Arabes, c'est bien connu, se soupçonnent eux-mêmes. « En effet, écrit Emile Habibi, il n'est pas un Arabe, dans ce pays, qui ne se soupçonne en son for intérieur d'être un élément subversif (...) en acte ou en puissance. »

### Une forme aiguë de désespoir

Le passage le plus drôle du roman est celui où l'auteur raconte comment l'administration bornée et inculte se met à changer les noms des rues pour effacer toutes traces d'arabité dans le pays. Pour d'autres raisons, la rue des « Nations unies » — qui s'appelait avant la rue de « la Montagne » (c'était neutre) — est changée en rue du « Sionisme » depuis que cette instance internationale a voté des résolutions contre l'occupation des territoires. Emile Habibi s'amuse à relever que dans ce quartier habitait une vieille famille arabe du

nom de Sahyoun, et cela bien avant que le mouvement Sion ne devienne une idéologie d'occupation.

Le livre s'achève sur un éclat de rire provoqué par un djinn intérieur. Dans les situations les plus graves, le djinn se réveille et le fou rir s'empare des braves gens.

On sait que le rire est une arme redoutable. Elle a été combattue par tous les totalitarismes. Emile Habibi en joue à merveille. Il est tendre et féroce en même temps. Il n'épargne personne, surtout pas ses compatriotes. Il y a malgré tout, dans ce roman étrange, de la tristesse liée à une sorte de nostalgie non admise. Habibi se souvient de l'époque où les fruits avaient meilleur goût. Il dit que les arbres fruitiers se sont desséchés. Comme une image obsédante, il nous rappelle : « Ceux que j'aimais s'en sont allés... » Reste l'image d'une mère détreppée fil à fil un vieux chandail laissé par le père disparu ; puis renouant tous les bouts de fil jusqu'à reticoter des gilets pour ses enfants...

L'humour des mots brisés ou mariés contre nature laisse entrevoir chez cet écrivain sage une forme aiguë de désespoir et une conviction que tôt ou tard la liberté, c'est-à-dire la justice et la paix, l'emportera.

Tahar Ben Jelloun

(1) Gallimard, 1987.

### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

### Le grand charmeur

Avec Jean Cocteau, Jean Giraudoux était le plus grand charmeur de notre littérature, associant la souveraineté de l'imprévisible et la politesse de la grammaire. Début de ses *Œuvres romanesques complètes* dans la « Pléiade ».

Page 12

### PHILOSOPHIE

### Droit de cités

Paul Ricoeur analyse *De la justification*, un ouvrage de Luc Bohanski et Laurent Thévenot.

Page 14

### LETTRES ÉTRANGÈRES

### Rencontres américaines

Patrick Raynal en visite chez Jim Harrison.

Page 15

ÉCRIVAINS ET PHOTOGRAPHES

# Le génie d'un lieu

Nous terminons notre série « Écrivains et photographes » par la rencontre, autour de Prague, de la romancière Sylvie Germain, qui vit dans la capitale tchèque, et du photographe Josef Sudek, arpenteur amoureux de la ville de Kafka.

Après Fouad El Koury et Fleubert (le Monde du 5 juillet), Françoise Huguier et Michel Leiris (12 juillet), Ferdinando Scianna et Leonardo Sciascia (19 juillet), Walker Evans et James Agee (26 juillet), Huges de Wustemberger et Michel Braudeau (2 août), Denis Roche et V. S. Naipaul (9 août), Bernard Plossu et J.-M. G. Le Clezio (16 août), voici donc deux voyageurs qui ne sont pas les hôtes de passage d'une ville, mais les explorateurs patients et amoureux du génie d'un lieu.

**J**AILLISSEMENT de palmes, noires dans le contre-jour.

Balancement de palmes, arquées dans le vent. Les longues tiges aux feuilles aiguës fusent à travers tout l'espace de la photographie, cinglent le ciel et le visible, et donnent à voir — le proche et le lointain.

Elles donnent à voir dans un double mouvement :

Elles embrassent le proche : la balustrade d'une terrasse et la coupole d'une église. Ce visible proche, enclos entre les palmes, est net, contrasté, disposé en un solide équilibre.

Elles désignent au loin : un ciel vide et bième et un point perdu à l'extrême bord de la ligne d'horizon. Cet horizon est flou, brumeux, d'un gris si confus que l'on ne sait pas trop s'il s'agit d'un moutonnement d'arbres, de toits ou de nuages. Mais le point déporté à la lisière de l'image, et vers lequel tendent les branches hérissées de feuilles acérées, confirme que c'est bien une ville qui s'étend là. Prague, en contrebas du jardin sur les remparts sis au pied du château. Et ce point minuscule au bout de l'horizon, c'est l'église Saints-Pierre-et-Paul perchée sur le rocher de Vysehrad.

L'élan des palmes prend alors tout son sens : le cadrage et la dynamique interne de cette photographie de Josef Sudek s'inscrivent à vie dans l'histoire de Prague.

Par sa dynamique, elle s'accorde à l'œuvre de l'architecte Josef Plecnik qui aménagea les jardins au pied de l'aile sud du château en les disposant selon un axe reliant la porte d'Or de la cathédrale au rocher de Vysehrad de l'autre côté du fleuve, en passant par Saint-Nicolas de Mala-Strana.

D'un éperon à l'autre, d'une église à l'autre, d'un château à l'autre. Du présent au passé, d'un seul tenant. De plus, par le mou-

vement élané qui l'anime, l'équilibre des courbes, des lignes horizontales et verticales, et par le jeu des relations spatiales ainsi déployé, cette photographie se fait l'écho du mouvement interne de l'église Saint-Nicolas, de ses tensions et de ses envolées.

Cette photographie date des années quarante, temps de l'occupation et de l'humiliation. Josef Sudek semble ici illustrer les vers que Jaroslav Seifert écrivait dans son poème, *Le Château de Prague* :

« A la fenêtre qui donnait sur les jardins

Hitler est apparu pour, dans une grimace,

Donner à Prague l'ordre se s'agenouiller.

Elle en avait bien vu déjà, elle savait

Que ce ne serait pas un jeu, comme au paon et au cygne.

Non mais au cygne et au paon, Ma préférence allait bien volontiers au cygne. »

Prague, qui en avait déjà tant vu, est agenouillée au fond dans le brouillard, aplatie sous un ciel d'une grisaille nudité. Mais les palmes tourmentées par le vent se courbent et s'ébouriffent comme une aile de cygne qui cherche à s'arracher à la pesanteur du sol. Tout le palmier se tend vers l'horizon lointain où point la brumeuse silhouette de Vysehrad, haut lieu de la mémoire de Prague.

Ces palmes ne sont pas celles de la victoire, mais témoignent d'un orgueil qui n'a pas renoncé, d'un puissant élan de mémoire par-delà la défaite, les mensonges et la honte.

Mais vers qui d'autre se tourner, à cette époque d'abandon, sinon vers son propre passé ? Les premiers vers de la strophe de Seifert disent cela :

« La France alors nous était chère,

Et la France nous a trahis. »

Sylvie Germain



DISTRIBUTION

## ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES DE JEAN GIRAUDEUX, tome 1.

Edition dirigée par Jacques Body, avec la collaboration de Brett Dawson, Alain Duneau, Lise Gauvin, Michel Potet, Agnès Raymond, Jacques Robichez, Jean-Yves Tadié, Guy Teissier et Colette Weil. Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 2005 p., 420 F.

**J**EAN GIRAUDEUX croyait à la grâce d'écrire. « Le bonheur, disait-il, n'a jamais été le lot de ceux qui s'acharnent. » Il fallait être aérien, car c'est la pesanteur qui fait mourir. On assurait que cet éternel jeune homme avait écrit en trois semaines seulement *Siegfried et le Limousin*. C'était mieux que *Stendhal*, auquel le *Chercheur de Perse* avait demandé cinquante-deux jours. Pourquoi pas ? Après tout, Jean Giraudoux avait été naguère un champion des brèves distances, sur les pistes d'athlétisme. « J'aime, disait-il, couper de sprints ma marche vers la mort. » Et lorsque les coureurs abordaient le « dernier virage », ils entraient, selon lui, « dans la fatalité » (1).

Mais, s'il avait le goût des records, cet ancien « élève boursier » de la III<sup>e</sup> République aimait encore davantage le travail soigné. Pour atteindre la grâce et mériter ce bonheur qui avait la mauvaise habitude de s'enfuir lâchement, il fallait beaucoup s'entraîner. Ensuite, la grâce effacerait les efforts que l'on avait accomplis. Elle ressemblerait à cette politesse qui fait ignorer au lecteur la peine que l'on s'est donnée. « Les nations, comme les hommes, meurent d'imperceptibles impolitesse », écrivait aussi Jean Giraudoux. De là, cette courtoisie qui est la marque de sa littérature. Le classicisme, la souplesse et le clarté du style.

Hippolyte Jean Giraudoux naquit le 29 octobre 1882, à Bellac. Il allait faire de cette petite ville de la Haute-Vienne,

qui se trouve à 39 kilomètres de Limoges, une des capitales de la France littéraire. Il découvrit les infortunes d'Andromaque et les « tentations » de La Fontaine au lycée de Châteauroux. Et comme sa vie se partageait entre plusieurs départements voisins, il eut très tôt l'idée d'une « France sentimentale » où se mélangaient les paysages du dix-septième siècle et ceux de la Haute-Vienne, de l'Indre, du Cher ou de l'Allier.

Le père de Jean Giraudoux était conducteur de travaux des Ponts et Chaussées. Il se prénomma Léger, mais on l'appela Léon. C'est dommage. L'état civil aurait mérité d'être mieux respecté. Comme il souffrait de rhumatismes, Léon changea d'administration. Il devint percepteur. L'un des oncles de Jean Giraudoux s'occupait de lingerie et de mercerie. Cette profession doit convenir aux âmes particulièrement rêveuses, quand les nécessités du négoce leur laissent quelque répit. Mais, chez Jean Giraudoux, les conducteurs de travaux, les percepteurs, les marchands et, naturellement, les contrôleurs des poids et mesures sont tous des métaphysiciens. Car cet écrivain très véloce ne cessait de faire des allers-retours entre la vie quotidienne et la mythologie. Ce qui donnerait à Jean-Paul Sartre l'occasion de le classer parmi les disciples d'Aristote...

Il affectionnait les métaphores, les symboles, les allégories. Il passait facilement d'un ordre à l'autre, et venait entre le concret et l'abs-

## HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

# Le grand charmeur



trait. Il mariait le naturel avec le surnaturel. Il mélangeait la prose et la magie de l'existence, les affaires du ciel et celles de la terre. Il mettait la rhétorique au service des rêveries et des passions humaines. Mais aussi quel charme ! C'est un ravissement de retrouver Jean Giraudoux à travers le premier volume de

ses *Œuvres romanesques*, dans « La Pléiade » (2). Tous les textes que l'on redécouvre — les *Provinciales*, l'*Ecole des indifférents*, *Simon le Pathétique*, *Suzanne et le Pacifique*, *Siegfried et le Limousin*, *Juliette au pays des hommes*, *Bella*, *Eglantine* ou *La Grande Bourgeoise* — ont préservé leur air de jeunesse et

leur amabilité mystérieuse. Les personnages les plus séduisants de cet univers sont les jeunes femmes ou les jeunes filles, car elles ne connaissent qu'une manière de vivre.

Et c'est l'extravagance. Non pas qu'elles s'offrent en spectacle. Elles s'appliquent même à conserver leurs secrets. Mais, entretenant avec les choses des relations très particulières, elles n'obéissent pas à la logique ordinaire. Sous les dehors les plus raisonnables, elles dérangent ou renversent l'ordre des causes et des conséquences. Quand Juliette quitte sa province afin de rassembler les images d'elle-même, égarées chez des jeunes gens trop distraits, c'est parce que, très « soignée », elle est « la jeune fille qui a perdu le moins de mouchoirs en sa vie ». Apprenant le départ de sa fiancée, alors qu'il est en train de se faire la barbe, Gérard se donne « un coup de rasoir maladroite ». Et son « premier soin » ne sera pas de « courir à la fenêtre », mais de « courir à la glace ».

CHEZ Jean Giraudoux, les petits faits vrais adressent des clins d'œil à la métaphysique, et tout le monde suit une logique différente de celle, réputée sérieuse, qui prétend régenter le déroulement de l'existence. Ainsi, dans *Suzanne et le Pacifique*, « des voyageurs retour de Damas, qui partaient pour l'Océanie, regardaient avec émoi, symbole de la vie errante, des mouettes qui n'avaient jamais quitté Saint-Nazaire ». Au cours de l'automne 1913, Jean Giraudoux avait disputé une

partie de rugby avec Alain-Fournier et Pierre Mac Orlan. Selon sa logique, il voulait sans doute prévenir les malheurs de la guerre en célébrant l'arrière-saison de l'insouciance...

Il avait choisi la carrière diplomatique au lieu de la carrière professorale à quoi ses études et ses inclinations le destinaient. Le diplomate était à la mode chez les écrivains. Paul Claudel, Alexis Léger et Paul Morand fréquentaient eux aussi le Quai d'Orsay. Cependant, l'auteur de *Bella* n'a cessé d'enseigner à sa façon. Il a été le fondateur d'une école. Non pas celle des indifférents, mais l'école Giraudoux. Elle recommandait l'alliance du classicisme et de la fantaisie. Elle associait la souveraineté de l'imprévisible et la politesse de la grammaire. Roger Nimier, Antoine Blondin, Jacques Laurent sont sortis de cette école. D'ailleurs, Nimier était également un « élève d'Aristote ».

Avec Jean Cocteau, Jean Giraudoux était le plus grand charmeur de notre littérature. En 1944, il lui arriva pourtant de mourir, et cela début des gens qui raffolaient de ses tours de magie. Le même Jean Cocteau lui adressa une missive, à la poste restante de l'au-delà : « La vie semblait te protéger, te précéder, t'escorter, te rendre invulnérable. (...) Et te voilà faisant la planche sur le fleuve des morts (...). Tu t'éloignes. Je te vois, immobile, disparaître à toute vitesse. Que t'importe notre peine ? Car la mort seule intéresse les morts. (3) »

(1) Jean Giraudoux : le Sport, Grasset, 1971.

(2) Un autre tome d'*Œuvres romanesques* est en préparation, de même qu'un volume réunissant les essais de Jean Giraudoux.

Avec le *Théâtre complet*, réédité en 1981, son œuvre comportera donc quatre volumes dans « La Pléiade ». En octobre prochain, le théâtre sera également réédité dans le Livre de poche (collection « La Pochothèque », présentation et notes de Guy Teissier).

(3) *Mes monstres sacrés*, Ed. Encre, 1979.

## Le diplomate





**AU FIL DES LECTURES**  
par Christian Delacampagne

**Wittgenstein**

Après des décennies d'indifférence, voici enfin que se multiplient, en France, les travaux consacrés à celui qui fut le penseur le plus radical – et le moins conformiste – de notre temps. Le livre de Jean-Claude Dumoncel constitue une excellente introduction à ce qu'il est convenu d'appeler la seconde philosophie de Wittgenstein, celle qu'il élaborait après son retour à Cambridge, en 1929, et dont la notion de « jeu de langage » constitue le concept central. Quant au travail de Jean-Pierre Arnaud, il est à la fois plus ambitieux et plus discuté. L'idée de comparer Freud et Wittgenstein a déjà été beaucoup exploitée. Faire tourner cette comparaison autour des rapports que chacun d'eux entretenait avec la musique est une approche originale ; mais renouvelée-t-elle vraiment, comme l'affirme l'auteur, la problématique de la communication ? La vérité est que, jusqu'à leur mort, les deux Viennois s'ignoraient superbement, chacun des deux tenant l'autre en assez piètre estime...

► Le Jeu de Wittgenstein, de Jean-Claude Dumoncel. PUF, 224 p., 165 F.  
► Freud, Wittgenstein et la musique, de Jean-Pierre Arnaud. PUF, 360 p., 198 F.

**Peirce**

Professeur à l'université de Perpignan, Gérard Deledalle a déjà consacré trois ouvrages au philosophe américain Charles S. Peirce (1859-1914), fondateur du pragmatisme et pionnier de la sémiotique, dont il a traduit quelques textes sous le titre *Écrits sur le signe* (Seuil, 1979). Le volume qu'il publie aujourd'hui en Belgique rassemble divers articles rédigés au fil des trente dernières années, explorant de multiples aspects de la pensée de Peirce, depuis ses réflexions sur la logique jusqu'à sa surprenante découverte d'un argument nouveau en faveur de l'existence de Dieu... A méditer.

► Lire Peirce aujourd'hui, de Gérard Deledalle. Éditions universitaires, De Boeck Université, Bruxelles, 218 p., 185 F.

**Les Américains**

Ces deux ouvrages sont plus différents que leurs titres ne pourraient le laisser croire. Le second, dû à Alain Guy (qui nous a déjà donné, en 1984, une *Histoire de la philosophie espagnole*), constitue un panorama des différents courants philosophiques qui se sont développés sur le continent latino-américain depuis 1492. Le premier est un recueil de textes écrits par treize philosophes nord-américains d'aujourd'hui, sur des sujets touchant aussi bien l'esthétique que l'éthique que l'épistémologie. Parmi ces textes – présentés par Jean-François Lyotard, qui y voit l'affirmation, dans la philosophie anglo-saxonne, d'un courant « post-analytique » – on retrouve des noms déjà connus : ceux, par exemple, de John Rawls, Richard Rorty, Arthur Danto ou Donald Davidson. Grâce à eux, les échanges intellectuels entre l'Europe et l'Amérique, si limités ces dernières années, vont peut-être pouvoir reprendre.

► La Pensée américaine contemporaine, sous la direction de John Rajchman et Cornel West. Textes traduits par Andrée Lyotard-May. PUF, 412 p., 195 F.  
► Panorama de la philosophie ibéro-américaine, d'Alain Guy. Éditions Patino, Genève, 288 p., 120 F.

**Cassirer**

Lentement, les œuvres du philosophe allemand Ernst Cassirer (1874-1945) achèvent d'être traduites en français. Les cinq études réunies dans ce livre, écrites en exil, furent publiées pour la première fois en 1942. Elles constituent une réflexion méthodologique sur les « sciences de la culture », autrement dit sur les sciences humaines considérées comme sciences historiques et interprétatives, ayant pour objet les « formes symboliques » dans lesquelles se déploie l'activité de l'esprit, que ce soit dans le domaine de l'art, du mythe ou de la connaissance.

► Logique des sciences de la culture, d'Ernst Cassirer. Traduit de l'allemand par Jean Carro, avec la collaboration de Joël Gaubert. Ed. du Cerf, 240 p., 129 F.

**L'appel de l'aube**

*A l'heure de la civilisation techno-scientifique, le simulacre semble roi. Kostas Axelos est pourtant de ceux qui veulent entrevoir un horizon nouveau*

**MÉTAMORPHOSES**  
de Kostas Axelos.  
Éditions de Minuit,  
184 p., 78 F.

Malgré une bonne douzaine de livres édités sur près de quarante ans, et malgré l'existence d'un public attentif pour la collection « Arguments » qu'il dirige aux Éditions de Minuit, Kostas Axelos reste un philosophe isolé, secret et lointain. Pourtant *Métamorphoses*, son dernier ouvrage, mériterait de trouver des lecteurs au-delà de ce qu'il est convenu d'appeler le cercle étroit des spécialistes. Les huit essais qui le composent traitent en effet de questions qui touchent de près aux grands soucis de notre époque : le règne de la technique, la fin de l'art, l'avenir de l'Europe. Quant à la réflexion qui les relie entre eux, si elle s'appuie constamment sur les figures historiques de la philosophie classique, elle sait échapper aux pièges de l'érudition aussi bien qu'à ceux de l'idolâtrie. Avancé d'un pas vif, elle défie son propre chemin pour tenter de nous faire entrevoir, au-delà de la nuit qui nous entoure, la lueur d'un horizon nouveau.

Cette métamorphose de l'aube qui vient après la nuit pourrait d'ailleurs servir de fil conducteur à

la lecture de *Métamorphoses*. La philosophie, disait Hegel, est comme l'oiseau de Minerve : elle prend son envol au coucher du soleil lorsqu'est finie l'histoire réelle des hommes. Heidegger, de son côté, nous invitait à fuir les « temps de détresse » que nous vivons en méditant sur cette aurore de la pensée que représentaient pour lui les présocratiques. Dans leur sillage, Kostas Axelos ne cesse de s'interroger sur la signification ultime de ce double constat : d'une part, l'histoire de l'Occident semble achevée et envahie à tout jamais l'illusion des lendemains qui chantent ; de l'autre,

la pensée répugne à se laisser enfermer dans cet univers clos, le temps d'ouvrir sur le front de l'art comme sur celui de la politique des perçes inédites en direction d'un monde – encore lointain – dans lequel l'homme pourrait enfin se sentir authentiquement chez lui.

**Assumer la banalité du tragique**

Car le drame – primordial et banal à la fois – de l'homme contemporain est, avant tout, la perte de l'authenticité, la rupture des liens qui, jadis, l'unissaient au

« monde », concept totalisant par lequel Axelos nomme à la fois la nature et la société, l'histoire et le destin. En devenant planétaire, la civilisation techno-scientifique inventée par l'Europe n'a apporté le bonheur ni aux Occidentaux, désormais soumis au double empire de la consommation et de la bureaucratie, ni au reste de l'humanité, dont les conditions de vie sont globalement dégradées. Aucune démocratie réelle n'est conforme à l'image idéale qu'on pourrait en avoir. Partout le tissu social se défait. Le royaume de l'art se voit progressivement envahi par le simulacre... Comment ne pas sombrer face à ce pourrissement universel dans un ridicule pessimisme ?

Axelos s'y refuse. Envers et contre tout, il maintient l'espoir d'une métamorphose, la certitude d'une ouverture dont le seul concept devrait suffire à justifier, pour le moment, les efforts que nous faisons afin de continuer à vivre et à penser. Je n'ai pourtant pas jusqu'à voir en lui un philosophe optimiste. Plutôt un homme qui, dans la lignée de l'Édipe de Sophocle, nous invite à assumer courageusement là où nous sommes, la banalité du tragique.

**Le Monde ÉDITIONS**

**Une histoire de la démocratie en Europe**

sous la direction de  
**Antoine de Baecque**

EN VENTE EN LIBRAIRIE

**Droit de cités**

*Définissant une pluralité de « cités » qui se confrontent ou se complètent, De la justification est une contribution majeure à la théorie du conflit et du compromis*

**DE LA JUSTIFICATION**

de Luc Boltanski  
et Laurent Thévenot.  
Gallimard, coll. « Les essais »,  
485 p., 165 F.

par Paul Ricœur

Le champ de la philosophie politique et sociale est actuellement traversé par une ligne de divage qui met d'un côté les partisans d'un universalisme formel, représentés par la *Théorie de la justice* de Rawls et la pragmatique transcendantale de Apel et Habermas, et de l'autre les avocats d'un pluralisme sans limite, pour lesquels les règles sociales procèdent des mœurs et des traditions de communautés concrètes forgées par une Histoire indéfiniment variée. L'ouvrage de Luc Boltanski et Laurent Thévenot, qui met habilement en commun les compétences d'un sociologue et d'un économiste, ouvre une troisième voie, celle d'une pluralité limitée de modèles capables de fonder l'accord dans des situations de litige. Les modèles sont à l'œuvre dans les stratégies de justification employées par les acteurs sociaux pour s'orienter dans ces situations. C'est de là que le théoricien les extrait, par les méthodes qu'on va lire plus loin.

**Une lecture croisée**

On insistera d'abord sur la constance de ce pluralisme des modèles. Il s'agit en effet de régimes d'actions justifiées, qui méritent d'être appelés des « cités » dans la mesure où ils donnent une cohérence suffisante à un ordre de transactions humaines ; des « mondes », dans la mesure où des choses, des objets, des dispositifs servent de référents stables, à la façon d'un « monde commun » dans les épreuves se déroulant dans une « cité » donnée. Ainsi, dans la « cité inspirée », la grandeur des personnes s'autorise d'une grâce sans rapport avec l'argent, la gloire ou l'utilité ; dans la « cité de l'opinion », c'est de la renommée, de l'opinion des autres que dépend la grandeur. Dans la « cité marchande », ce sont des biens rares, soumis à la convoitise de tous, et la concurrence des convoitises qui unissent les personnes. Dans la « cité domesti-

que », qui s'étend à ce que Hannah Arendt appelait la « maison », règnent des valeurs de loyauté, de fidélité, de révérence. La « cité civique » repose sur la subordination de l'intérêt propre à la volonté

compromis, ni les perspectives ouvertes dans le champ de la théorie de l'action.

La méthode employée pour extraire les modèles de justice des procédures effectives de justifica-

la grandeur ne dépend que de l'opinion des autres. Saint-Simon est le guide dans l'exploitation des discours tenus par ceux qu'il a été le premier à appeler des industriels. Bossuet et d'autres moralistes fournissent en discours appropriés la « cité domestique ».

La philosophie se trouve ainsi réintroduite au cœur des sciences sociales à titre de réserve de sens, de ressource en discours bien formés, bref à titre de tradition argumentaire, ce qui constitue à la fois, pour elle, une justification indirecte et, pour le sociologue ou l'économiste, la reconnaissance de leur appartenance à une histoire du sens.

Pour le fond, l'apport majeur de l'ouvrage est sa contribution à une théorie du conflit et du compromis. Les êtres collectifs de grande taille dont on vient de dessiner les contours sont le lieu de conflits de deux sortes. Des conflits internes résultent en chaque « cité » des épreuves liées à l'établissement de la grandeur ; dans ces épreuves, sont pris à témoin les objets qui font de la « cité » un « monde » ; à ces contestations et légitimations internes, s'ajoutent les conflits de frontière entre ordres distincts. Comme l'écrivent les auteurs, « tout ce qui permet de construire la grandeur d'une cité peut ainsi être utilisé pour déconstruire des grandeurs rivalisant par référence à d'autres principes supérieurs communs, en sorte que les mêmes appareils servent alternativement la composition topique et le dévoilement critique » (p. 199). Une typologie des situations de désaccord vient ainsi s'ajouter à la présentation des « mondes » et de leurs fondements d'accord. Il apparaît alors que la contrainte de justification à l'intérieur d'un « monde » résulte de cette confrontation à la critique imposée par l'existence d'autres « cités » autrement ordonnées.

**L'arme du jugement**

Cette théorie des conflits a pour corollaire une théorie des compromis, qui donne un livre sa pointe et son mordant : « Dans un compromis, on se met d'accord pour composer, c'est-à-dire pour suspendre le différend, sans qu'il ait été réglé par le recours à une épreuve dans un seul monde » (p. 334). Autrement dit, les compromis sont fragiles et mal fondés. C'est, à mon sens, en ce point que les théories historicistes et communautaristes, qui font pièce aux théories unitaires, procédurales, de Rawls et de Habermas, ont leur mot à dire. Mais l'histoire et l'expérience vive des sociétés ne sont pas invoquées comme source de légitimation générale. Encore moins bride est-elle lâchée à l'affirmation ludique des individualités comme dans un postmodernisme de descendance nietzschéenne. La thèse de la pluralité des régimes d'actions justifiées selon lequel chaque ordre ouvre des possibilités et impose des exigences. La contingence et l'arbitraire trouvent ici leur limite.

Finalement, la contribution majeure de l'ouvrage de Boltanski-Thévenot concerne la théorie générale de l'action au niveau de ses paradoxes constitutifs : faut-il, se demande le sociologue, prendre pour base les dispositifs sociaux supérieurs aux personnes, que celles-ci ne peuvent qu'intérioriser ? Ou bien les intentions conscientes ou inconscientes des acteurs sociaux ? Ni l'un ni l'autre, répondent nos auteurs. Les « cités » et les « mondes » sont bien des médiations supra-individuelles, mais il est du ressort des personnes d'identifier chaque fois les règles du jeu, des objets pertinents à telle « cité », les épreuves appropriées ; en outre, il leur appartient d'emprunter à l'argumentaire de la « cité » voisine les armes de la critique à l'encontre de celle de la « cité » considérée ; enfin, les personnes ont le pouvoir de basculer d'une « cité » à l'autre au cours du temps. Cette compétence à habiter plusieurs « mondes » est, finalement, constitutive de la personne. Son arme, c'est le jugement. C'est pourquoi le livre parle de justification plutôt que de justice. A cet égard, le concept le plus important du livre serait celui d'épreuve, concept-clé d'une pragmatique du jugement.

S O C I A L 147

**CHAPITRE IV.**

*De la Démocratie.*

Celui qui fait la loi fait mieux que personne comment elle doit être exécutée & interprétée. Il semble donc qu'on ne saurait avoir une meilleure continuation que celle où le pouvoir exécutif est joint au législatif : Mais c'est cela même qui rend ce Gouvernement insuffisant à certains égards, parce que les choses qui doivent être distinguées ne le sont pas, & que le Prince & le Souverain n'étant que la même personne, ne forment, pour ainsi dire, qu'un Gouvernement sans Gouvernement.

IL N'EST pas bon que celui qui fait les lois les exécute, ni que le corps du peuple détourne son attention des vues générales, pour

K

Fac-similé du Contrat social de Rousseau

de tous exprimée par la loi positive. Dans la « cité industrielle », dominent des règles fonctionnelles soumises au principe supérieur de l'utilité.

Cet exposé très schématisé de l'architecture des « cités » et des « mondes » ne voudrait éclipser ni les traits originaux de la méthodologie employée, ni les importantes implications de ce pluralisme réglé pour une théorie du conflit et du

tion mise en jeu dans le traitement des litiges et la recherche d'accords est tout à fait remarquable. Elle consiste à mettre en prise directe, en vue de les éclaircir les uns par les autres, d'une part des ouvrages spéculatifs reçus de la tradition philosophique ou théologique, et d'autre part des manuels à destination de cadres dans les entreprises ou de responsables syndicaux.

Cette lecture croisée est une première fois mise en pratique dans le cadre de la « cité marchande ». Les auteurs extraient de l'œuvre d'Adam Smith les éléments assurant les fondements d'une « cité » reposant sur l'établissement d'un lien marchand en vertu duquel l'ordre n'est pas imposé du dehors mais reste coextensif à la concurrence des convoitises, tempérée par la seule disposition sympathique. Ces éléments constituent, selon l'expression d'Adam Smith lui-même, les linéaments d'une grammaire qu'il est possible d'identifier dans des argumentaires plus faibles, moins bien articulés, comme ceux des manuels considérés. De la même manière, il est demandé à la *Cité de Dieu* d'Augustin de porter à un niveau approprié le discours plus faible articulé par tels spirituels, tels artistes, tels marginaux géniaux, peuplant la « cité inspirée ». Le *Contrat Social* de Rousseau est, bien entendu, la ressource majeure de la « cité civique ». La conception hobbesienne de l'honneur explicite les règles de subordination dans la « cité de la renommée », où

**LIVRES**

**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne et  
l'Europe de l'Est  
Livres russes  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Ch. D.  
Tél. : 43-26-51-09



LIVRES • IDÉES  
LETTRES ÉTRANGÈRES

# Rencontres américaines

## IV. — La très attirante manière de vivre de Jim Harrison

Après Paul Auster, James Crumley et Kurt Vonnegut (« Le Monde des livres » des 26 juillet, 2 et 9 août), voici notre quatrième et dernière rencontre américaine : Jim Harrison.

« Je me sens bien ici. A la fin des années 60, j'ai essayé d'être prof à l'université d'Etat de New-York. J'ai rapidement trouvé la situation intenable : être écrivain dans une université revient à être considéré comme une sorte de freak, un clown urbain. Je suis revenu à la campagne parce que je m'y sens beaucoup moins isolé... » Comme celui de James Crumley, l'« ici » de Jim Harrison est loin des mégapoles américaines et l'indéniable ressemblance entre les deux hommes commence sans doute avec la difficulté d'aller les chercher dans des coins d'Amérique que l'on ne trouve pas sur un circuit touristique, mais au terme d'un véritable jeu de piste. A 10 kilomètres de Traverse-City, dans l'extrême nord du Michigan, Lake Leelanau n'est pas le genre de bled qui se laisse débusquer facilement, d'autant que la neige qui tombe sans discontinuer donne au paysage l'aspect uniforme d'un pot de yaourt vu de l'intérieur. « Je suis vraiment un gars du coin. Je suis né à Grayling, juste à quelques dizaines de miles de l'endroit où j'habite. Mes parents y étaient fermiers... »

La ferme, la solitude, le silence, je retrouve là tout l'univers étrange de North Michigan, cette somptueuse et silencieuse histoire d'amour entre une institutrice et un fermier, rythmée par les saisons et le simple art de la tension narrative qui est la marque de cet écrivain exceptionnel qui sait d'une seule phrase décrire le propos du roman tout entier : « Elle appartenait au monde extérieur, et c'était précisément ce qui le fascinait, malgré les dangers de la situation. » D'un geste de la main, Harrison me fait remballer mon magnétophone. L'invite est, certes, souriante, mais comment résister à ce costaud d'une cinquantaine d'années dont le visage farouche est barré, dans la largeur, d'une moustache de bandit mexicain et, dans la longueur, par une cicatrice qui fait diverger son

regard comme s'il dichotomisait l'espace ? Avec son jean et son vieux tee-shirt, son sourire qui s'ouvre sur deux rangées de dents espacées comme pour mieux avaler l'air, il ressemble à un personnage de John Houston : un cocktail très sophistiqué d'aventurier lettré et d'intello romantique.

En fait, c'est à ses romans qu'il ressemble. Une œuvre où le romantisme n'est jamais affecté, encore moins plaqué ou anachronique, mais bien une manière difficile de vivre dans un pays où « le romantisme est une sale habitude ». « C'est le mélange de mes convictions romantiques et de mon profond ennui de la middle class life qui m'a donné l'envie d'être écrivain. Écrire me semblait une très attirante manière de vivre. A l'opposé de l'existence des gens de la middle class qui me semblait ardue, ennuyeuse et surtout sans grande signification. »

### Oublier sa position d'écrivain

Quel d'étonnement si l'on retrouve ce même discours sur la classe moyenne chez Crumley, MacGuane et Brautigan, les frères en écriture de Jim Harrison ? Harrison et MacGuane entretiennent, depuis des années, une correspondance quotidienne et, quand on évoque devant lui l'œuvre de James Crumley, Jim Harrison ne peut cacher son admiration : « Lui, c'est vraiment un dur. Peut-être le plus doué de nous tous. »

Dans la bouche de l'auteur de *Légendes d'automne*, *Faux Soleil*, *Delva* ou le *Femme aux lunettes* (1), cette appréciation est bien plus qu'un compliment, mais la reconnaissance d'une communauté quasi militante, d'une certaine façon de vivre l'écriture. « Mes deux meilleurs amis ont toujours été Richard Brautigan et Tom MacGuane. J'ai du mal à me remettre de la mort de Richard. Vous me parlez de votre admiration pour Crumley et Tony Hillerman... Nous avons en commun le désir d'écrire sur le centre des États-Unis. Dans ce pays, la plupart des écrivains ou des artistes passent d'une côte à l'autre sans un regard pour ce qu'ils survolent. Ils pensent vraiment que l'Amérique ressemble à l'affiche ironique



NOUVEL OBSERVATEUR

### Loin des mégapoles

de Steinberg : le skyline de New-York, l'immensité du Mississippi et, juste derrière, Hollywood. En d'autres termes, si vous choisissez d'écrire depuis le Middle West, vous choisissez aussi d'être ignoré. Les deux côtes arbitraient les vrais artistes et le centre les redneck. A vrai dire, je m'en fous. Peut-être parce que je sais que je suis capable de construire un art de vivre en dehors de l'écriture. »

C'est cet art de vivre qui, le plupart du temps, lui fait oublier sa position d'écrivain au profit de

celle d'un écrivain internationale-ment reconnu. « J'aime mieux vivre mes choix que mes frustrations... », dit-il en m'annonçant, avec une formidable efficacité, des steaks de daim mariné nappés d'une sauce aux morilles et au calvados.

Même attitude légèrement arrogante à l'égard de la critique américaine qui s'est montrée souvent dure à l'égard de ce chanteur des passions violentes, qu'elle a qualifié de « pueril » et même de « macho » : « J'ai cassé de me casser la tête avec ça. Un critique, c'est comme un journaliste sportif. Il est obligé de parler longuement d'un sujet qu'il ne connaît pas vraiment et qu'il n'a pratiqué que de loin... »

### La ligne mélodique du lyrisme

On aurait tort cependant de prendre Harrison pour un écrivain régionaliste. Comme celle de tous les grands auteurs américains, Faulkner ou Shelby Foote pour ne citer que ceux d'une lignée évidente, son œuvre est d'autant plus universelle qu'elle trouve ses modèles sur le pas de la porte de son auteur. Vengeance, amour, difficulté des rapports entre hommes et femmes, ambiguïté passionnelle des liens qui nous unissent à la nature, poids du passé et de l'histoire, chassé-croisé des ombres du souvenir qui sert de fil ténu à l'étrange romance que se jouent les deux hommes de *Faux Soleil*, les histoires d'Harrison ne parlent que d'une seule chose : la passion. Et si, dans *Delva*, il aborde le sort historique des Indiens, c'est comme d'une nouvelle forme d'empathie poétique avec un pays : « Les hommes libres qui y débarquaient ne pouvaient pas manquer cette rencontre. Ils étaient peu nombreux sans doute, mais je ne connais pas d'endroit où les choses aient été différentes. »

Parce que son inspiration première était la poésie (deux de ses recueils de poèmes ont été couronnés par un prix national), la ligne mélodique des romans de Harrison est le lyrisme. Un lyrisme contenu qui prend en compte celui des maîtres du roman noir américain et qu'un critique définira très justement comme « un lyrisme hard-boiled ».

S'il parle volontiers de son amitié avec John Houston ou Jack Nicholson, Harrison reste discret sur les rapports qu'il entretient avec Hollywood. Comme beaucoup d'écrivains américains, il travaille épisodiquement pour cette industrie qui semble employer les grands auteurs comme caution intellectuelle sans jamais tourner les scripts qu'ils écrivent.

C'est Nicholson qui lui aurait demandé de lui écrire une nouvelle, pas un scénario, juste une histoire écrite avec un point de vue cinématographique. De cette commande, Harrison a fait *Une vengeance*, la première histoire de *Légendes d'automne*. Les premières lignes sont un concentré de ce que pourrait être l'alliance réussie d'un écrivain et d'un metteur en scène : un vautour tourne autour de ce qu'il croit être une charogne humaine jusqu'à ce que son œil focalise sur un vieux coyote dont le regard prend le relais et décrit, à ras de terre, l'état d'un homme blessé et le départ de l'histoire. Ces lignes, parce qu'elles privilégient le point de vue de la nature dans une histoire d'hommes, parce qu'elles sont une manière absolument sauvage d'aborder un récit absolument violent, m'ont donné le désir de rencontrer un jour l'écrivain capable d'une aussi belle identification tonitruante.

Harrison sourit : « Vous voulez voir l'endroit où je travaille ? » Dans son jardin, à côté de sa maison soigneusement rangée, il y a un petit chalet : son « studio ». C'est dans ce studio que j'ai compris. Tout ce qu'une vie pouvait accumuler de passions était là : Rimbaud, Gauguin, Monet, Ezra Pound, des photos de guerriers sioux, une patte de corbeau, une couverture indienne... Nous finissons, en silence, une bouteille de tequila pendant qu'un chant indien monte d'un radiocassette. J'ai l'impression d'être arrivé là par effraction. Harrison me balance son sourire matot : « Tout est là. Pas besoin de magnétophone. »

Patrick Raynal

(1) Tous les romans de Jim Harrison sont publiés chez Christian Bourgois ou en 10/18.

## Le chef-d'œuvre de Borchardt

Les éditions Verdier publient une magnifique traduction du roman *Déshonneur*, de Rudolf Borchardt.

Sous-titré « Une tragédie », il raconte l'arrivée dans une famille aristocratique allemande d'un séducteur cynique et ambitieux qui y distille le charme de ceux qui n'ont plus rien à perdre. Le château se transforme en échiquier où les valeurs traditionnelles affrontent la violence instinctive de la passion, « force robotisante qui est propre à cette terre ». Des personnages dignes des *Affinités électives* de Goethe, soumis au huis clos d'une triple unité de lieu, de temps et d'action, découvrent ainsi la fragilité des idéaux en regard de la vérité intérieure.

Ce roman, salué à sa parution, en 1929, comme un chef-d'œuvre, fait de son auteur un écrivain comparable à son contemporain et ami Hoffmannsthal.

E. N.

► *Déshonneur*, de Rudolf Borchardt. Traduit de l'allemand par Pierre-François Kaempf. Editions Verdier, coll. « Der Doppelgänger », 158 p., 85 F.

► Mort de Wolfgang Hildesheimer. L'écrivain, peintre et graphiste allemand Wolfgang Hildesheimer est mort dans la nuit du 20 au 21 août à son domicile de Poschiavo dans les Grisons (Suisse). Il était âgé de soixante-quatre ans. Ce proche de Ionesco était l'auteur de pièces de théâtre et de radio ironiques, grotesques et désespérées.

**LE DÉSORDRE DES CHOSES** de Rachid Boudjedra. Traduit de l'arabe par Antoine Mousali, en collaboration avec l'auteur. Denoël, 300 p., 120 F. **LES VIGILES** de Tahar Djaout. Le Seuil, 224 p., 89 F.

« Faire un roman adulte, un roman qui se veut d'abord littérature » : tel est le projet de Rachid Boudjedra depuis le livre qui, en 1969, fit sa célébrité, *la Répudiation* (1). A l'époque, cela supposait de rompre avec quelques grands écrivains algériens — Mohammed Dib, Mouloud Feraoun, Kateb Yacine — dont l'œuvre, à l'origine, était surtout portée par une dynamique de la guerre d'Algérie ; une femme, la mère du narrateur, injustement accusée d'adultère ; et un jeune homme sauvagement torturé lors des événements d'octobre 1988.

Trois séquences laconiques, enchevêtrées comme les brins d'une tresse avec, sans cesse, des retours en arrière, des images emblématiques du cours méandrique de la pensée, des accumulations foisonnantes d'adjectifs, de verbes, de mots agglutinés par grappes, se bousculant, se télescopant en un jaillissement de lourdes phrases baroques, d'arabesques dont on suit à l'infini les courbes et les volutes, à moins qu'elles ne s'interrompent brutalement ou n'aillent mourir sur d'inattendus points de suspension. « Comment décrire un objet

ment par l'écriture » : le sujet n'est que « prétexte au texte ». Entrer dans le *Désordre des choses*, son quelque douzième roman, c'est donc, comme toujours chez Boudjedra, être saisi d'émotion par ce mouvement tourbillonnaire de l'écriture. Il faut effectuer « un brouillage des données du réel pour mieux lui restituer son humus et son argile », lit-on déjà dans le *Démantèlement* (1). Ce brouillage délibéré, l'auteur l'entretient soigneusement tout au long du roman. Au point de départ, trois personnages : un communiste pied-noir guillotiné pour l'exemple pendant la guerre d'Algérie ; une femme, la mère du narrateur, injustement accusée d'adultère ; et un jeune homme sauvagement torturé lors des événements d'octobre 1988.

### Un créateur perturbateur

Mère, sœur, épouse, amante ou tout cela à la fois, la femme musulmane, éternelle opprimée, est en effet toujours présente dans les romans de Rachid Boudjedra. Mais on trouve ici d'évidents échos autobiographiques : « Cette histoire de culpabilité de la mère, je la portais depuis toujours, depuis la *Répudiation*, mais je n'avais pas jusqu'ici trouvé les moyens psychologiques de l'écrire. » On retrouve aussi des souvenirs en gros plans de la guerre d'indépendance, des images violentes d'Algérie déchirée sous les émeutes, évanescence au milieu des gravats et des décombres, le tout décrit avec un mélange de fascination et de dérision pour ce maelström de l'histoire qui « emporte tout, concasse tout, baratte et mélange tout ».

Ainsi, insensiblement, on passe « du microcosme algérien » au « macrocosme du monde ». Et, du chaos lyrique, surgissent tout à coup ce que Boudjedra, finalement, s'attache à montrer, dans tous ses livres : « la folie, la bêtise et la perversité humaines ». C'est aussi l'ordre (ou le désordre) des choses qui préoccupe Tahar Djaout. Ce journaliste d'origine berbère, né en 1954, publie en français son quatrième roman, *les Vigiles*, qui a reçu, en mars dernier, le prix Méditerranée. Ces *Vigiles* sont les défenses d'un ordre social immobile et castrateur, réglé par les anciens combattants, figures intouchables de l'époque héroïque. Ceux-ci ont bien sûr intérêt à ce que se perpétue cette organisation, faite « d'indifférence, d'immobilité, de toute-puissance et d'absurdité », qui garantit si efficacement leur quiétude et leurs privilèges. Aussi voient-ils d'un œil soupçonneux un jeune professeur-bricoleur qui, retiré seul, le soir, dans la banlieue d'Alger, met au point sans en parler une machine jugée subversive et hautement suspecte, qui n'est autre... qu'un métier à tisser !

De tracasseries administratives en brimades bureaucratiques, le livre pourrait se lire comme le récit des malheurs d'un juste au pays de l'arbitraire : « Vous n'ignorez pas que, dans notre

sainte religion, les mots création et invention sont parfois condamnés parce que perçus comme une hérésie, une remise en cause de ce qui est déjà, c'est-à-dire de la foi et de l'ordre ambiant. » Mais ce professeur brimé, devenu inventeur primé, ne prouve pas seulement que créer perturbe. Car, sans jamais se départir de détachement ni d'humour, Djaout projette une lumière éclatante sur toutes les formes de tyrannie insidieuse, d'oppression douce, de mesquinerie pudiquement cachée sous le drapeau de l'histoire officielle. Tout un art de se voiler pour de sauver la face, de désigner des boucs émissaires, de transformer une peccadille en cas pendable puis de crier haro sur le baudet. Animaux malades de la peste, faux juges, faux dévots, tartuffes de tous pays et « vigiles » de toutes chapelles se mêleront du talent corrosif de Tahar Djaout. Pour les autres, ils découvriront avec bonheur la sensibilité et la maîtrise de cette fable satirique, riche d'humanité.

Florence Noiville

(1) Denoël.

★ Signalons également la parution de *l'Exproprié*, de Tahar Djaout, dans une version entièrement réécrite par l'auteur (Editions François Majault, 160 p., 85 F.)

# Ordre et désordre des choses

Du lyrisme de Rachid Boudjedra à la sobriété de Tahar Djaout : deux tableaux de l'Algérie contemporaine



# SOCIÉTÉ

Après l'arrestation d'Ali Rad Vakili à Genève

## Paris demande l'extradition de l'un des assassins présumés de Chapour Bakhtiar

Quelques heures après l'arrestation à Genève, mercredi 21 août, d'Ali Rad Vakili, l'un des assassins présumés de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar, le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, déclarait sur TF1 qu'il disposait « de bons éléments pour dire qu'il n'est pas trop pessimiste et que cette arrestation sera suivie d'autres ». M. Henri Nallet, garde des

sceaux, devait demander l'extradition de l'iranien dès jeudi après-midi 22 août.

Le ministre de l'intérieur a estimé que cette demande très rapide montrait « le désir du gouvernement français de parvenir à l'arrestation des trois individus et de voir l'instruction parfaitement menée et de les voir jugés ». De son côté, le premier ministre, M. Edith Cresson, a tenu à

« remercier les policiers ayant concouru » à cette arrestation. Elle a précisé que « la garde des sceaux l'a informée qu'une demande d'arrestation provisoire, premier acte de la procédure d'extradition, venait d'être adressée aux autorités judiciaires suisses, à l'initiative du juge d'instruction ». « Le premier ministre demande, poursuit le communiqué, que tout soit mis en œuvre pour

que M. Ali Rad Vakili soit effectivement mis à la disposition du juge d'instruction français, dans les délais les plus brefs ». Enfin, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas a souligné, jeudi sur Europe 1, que « rien ne permettait de dire pour le moment qu'un Etat soit impliqué dans l'attentat, du moins « en tant qu'institution étatique », a-t-il précisé.

## L'étrange comportement des fugitifs

L'arrestation, tout aussi rocambolesque que ses deux semaines de cavale, d'Ali Rad Vakili, en état de semi-clochardisation sur les bords du lac Léman, et la demande quasi simultanée d'extradition formulée par la France ne devraient pas manquer de mettre en sourdine certaines questions et d'en faire rebondir d'autres.

Dans l'immédiat, le « désir du gouvernement de voir jugés les trois individus », selon les termes du ministre de l'intérieur, ne devrait pas être mis en doute. Nul, il est vrai, notamment dans l'opposition, n'en avait douté explicitement. Mais les ratés de l'enquête policière et les souvenirs de l'affaire Nacache, qui avait empoisonné pendant dix ans les relations franco-iraniennes, pouvaient nourrir tous les soupçons.

Les ratés ne seraient donc bien dus qu'à la négligence. Négligence d'abord, comme le soulignait dès le lendemain de l'assassinat l'inspecteur Guy Bakhtiar (le Monde du 13 août), fils de la victime et chargé de sa protection, dans la surveillance du pavillon, alors que le cahier des consignes prévoyait que les CRS de garde devaient recevoir chaque matin la liste des visiteurs du jour, et que des consignes, verbales et écrites, prévoyaient qu'en cas de non-remise de cette liste les policiers devaient s'en inquiéter auprès des collaborateurs de M. Bakhtiar.

### Les failles du « réseau »

Négligence encore de la brigade criminelle, qui n'avait apparemment pas repéré la « planque » parisienne de Farydoun Boyer Ahmadi, planque pourtant si discrète que son locataire en titre, Ali Rad Vakili, avait pris soin de s'inscrire sous son nom dans l'annuaire téléphonique du Minut. Dans ce manque d'ardeur, la police n'est d'ailleurs pas

seule en cause. Que penser de l'attitude du juge d'instruction Gilles Rivière qui, bien que chargé de ce dossier « super signalé », n'estime pas nécessaire de reporter la date de ses vacances ? Il est vrai qu'il y a quelque chose de malheureux en ce que son intérêt est assuré jusqu'à la mi-septembre par son collègue Jean-Louis Bruguière, éminent spécialiste du terrorisme, qui instruisait déjà le dossier de l'assassinat, en avril dernier, à Paris, d'Abdel Rahman Boroumand, l'ancien trésorier de Bakhtiar. Restent les fuites, ces

fuites qui, la semaine dernière, mirent en fureur les enquêteurs suisses, dont ils accusèrent implicitement leurs collègues français d'être les auteurs, et qui leur firent « selon eux » manquer l'arrestation d'Azadi, un autre des trois assassins présumés.

Ou cette autre fuite, « extrêmement gênante », assure-t-on de source proche de l'enquête, qui permit à la presse de faire état d'un appel téléphonique de Boyer Ahmadi à une de ses amies. C'est peut-être à la suite de la révélation

de cet appel que Boyer Ahmadi, se sachant désormais repéré, quitta sa « planque » parisienne avant l'arrivée des enquêteurs.

Il est vrai que rien ne permet d'accuser des policiers d'en être à l'origine. Il est tout aussi vrai qu'on ne fait rien pour le savoir, puisque le ministre de l'intérieur assurait récemment qu'aucune enquête interne n'était en cours à ce sujet. Mais c'est à propos de l'identité, de la stratégie, de la psychologie des assassins présumés, que l'arrestation de Rad Vakili, sur les bords du lac

Léman, où il se trouvait sans papiers à 5 heures du matin, pose les questions les plus aiguës.

L'insistance de Vakili et Azadi à gagner la Suisse après l'assassinat, cette insistance qui leur fit prendre des risques considérables, jusqu'à tenter de repasser une frontière qu'ils savaient particulièrement surveillée après une première tentative manquée, avait fait supposer aux enquêteurs qu'ils savaient y trouver des complices, un « réseau » qui eût facilité leur retour vers Téhéran. Le fait qu'un autre Iranien ait joué

et payé une chambre d'hôtel pour Azadi avait renforcé cette conviction.

Après tout, l'existence d'un tel réseau de soutien logistique eût été bien dans la manière des assassins d'opposants iraniens à l'étranger. Ainsi, l'an dernier, après le meurtre près de Genève, de Kazem Radjavi, frère du chef des Moudjahidines du peuple (opposition armée à Téhéran), l'enquête avait permis de mettre en évidence l'implication de trois personnes, chargées des repérages, du soutien et de l'exfiltration des assassins.

Dès le lendemain de l'assassinat de Chapour Bakhtiar, l'opposition iranienne n'avait pas manqué d'accuser le président Rafsanjani d'être directement impliqué dans l'opération. Une accusation que viendrait renforcer, selon des sources américaines et britanniques citées par l'Express (22 août), l'interception d'une communication entre le ministre iranien du renseignement et un de ses postes en Europe.

Dans cette communication, passée le mercredi 7 août, c'est-à-dire le lendemain de l'assassinat, mais avant que les corps ne soient découverts, le ministre iranien aurait cherché à obtenir confirmation de la mort de Bakhtiar. Tous éléments, bien entendu, de nature à alourdir les soupçons pesant sur le pouvoir iranien.

En dix jours passés à Genève, les deux fugitifs n'ont-ils pas réussi à établir le contact avec ce réseau, s'il existe ? Et si le contact a bien eu lieu, pourquoi le réseau a-t-il permis l'arrestation de Vakili, au risque que l'enquête permette de préciser la relation entre les assassins et leurs commanditaires, ainsi que leur degré exact de proximité avec les centres de pouvoir iraniens ? Au risque, donc, de voir à nouveau menacée la fragile normalisation franco-iranienne.

DANIEL SCHNEIDERMAN

## La Suisse se félicite de sa collaboration avec la police française

BERNE

de notre correspondant

L'arrestation d'Ali Rad Vakili a été confirmée mercredi, en fin d'après-midi, par la police de Genève. Repéré vers 5 heures par une patrouille de gendarmerie sur les bords du lac Léman, le suspect ne portait aucun papier d'identité au moment de son interpellation. Ayant d'abord donné un faux nom, il a toutefois fini par reconnaître s'appeler ainsi des que les agents lui ont présenté sa photo, a précisé le chef de la police genevoise, M. Laurent Walpen, lors d'une conférence de presse.

Au cours d'un interrogatoire, Ali Rad Vakili, alias Musa Kocer, selon son passeport turc, a admis être arrivé en Suisse le lundi 12 août et avoir passé deux nuits à l'hôtel Windsor. Depuis qu'il a quitté cet hôtel où la police l'avait manqué de justesse, il aurait erré dans la ville et a déclaré avoir dormi dans des parcs, le long du

lac. Dans le sac qu'il portait, se trouvaient quelques provisions, en particulier des biscuits et des boissons.

Alors que la présence des deux suspects avait été signalée dans différents hôtels genevois la semaine précédente, Ali Rad Vakili a indiqué à la police s'être séparé de Mohammed Azadi, alias Ali Kaya, peu avant de franchir la frontière, le 12 août, et être depuis sans nouvelles de son complice. Un homme correspondant au signalement de Mohammed Azadi aurait séjourné à l'hôtel Jean-Jacques Rousseau, du 13 au 15 août, mais la police helvétique aurait perdu sa trace par la suite.

Peu après son arrestation, un mandat d'amener a été décerné contre Ali Rad Vakili, pour infraction à la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers en Suisse. En vertu du mandat d'arrêt international lancé par la France, la police genevoise n'est pas autorisée à poser un suspect des questions « concernant les événements qui se sont produits avant son arri-

vée sur notre territoire », a rappelé M. Urs Rechsteiner, chef de la police de Genève.

Le dossier a été transmis au juge d'instruction chargé d'exécuter la commission rogatoire internationale délivrée par les autorités françaises. Après avoir notifié cette commission rogatoire au suspect, le juge genevois devrait lui demander s'il accepte d'être extradé vers la France.

### La recherche d'un deuxième suspect

En cas de refus, la demande d'extradition de Paris devrait être traitée selon la procédure suisse, et Ali Rad Vakili aurait la possibilité de faire recours jusque devant le tribunal fédéral. Après plusieurs jours de recherches infructueuses, les enquêteurs se félicitent de ce premier succès.

En réponse à certaines critiques, le président du gouvernement du canton de Genève, M. Bernard Ziegler, a tenu à relever « la très bonne collaboration » qui a prévalu

avec la police et la justice françaises. Il a également catégoriquement démenti certaines rumeurs laissant entendre que, pour « raisons d'Etat », la police genevoise n'aurait pas d'emblée fait preuve de tout l'empressement nécessaire pour retrouver les meurtriers présumés de Chapour Bakhtiar.

Pour sa part, le chef de la police, M. Laurent Walpen, a précisé : « Aucune consigne, aucun ordre, aucune directive, ne nous ont été adressés pour mettre la pédale douce ». Interrogé sur le rôle attribué à Genève comme plaque tournante du terrorisme iranien, il a répondu : « Pour le moment, rien ne permet de penser que Genève ait servi de place logistique à ces individus » (Ali Rad Vakili et Mohammed Azadi). « Cette affaire est essentiellement française, vous n'aurez pas de révélations fracassantes », a-t-il enfin lancé aux journalistes. Néanmoins, assure-t-on, les recherches se poursuivent à Genève pour tenter de retrouver le deuxième suspect.

JEAN-CLAUDE BUHRER

## RELIGIONS

Croissance du bouddhisme tibétain dans le Périgord

## Le dalai-lama au pays de Jacquou le Croquant

Du jeudi 22 au 29 août, la vallée de la Vézère, berceau des enfants de Lascaux et de l'homme de Cro-Magnon, va vivre à l'heure du bouddhisme. Les centres tibétains de la côte de Jauré, implantés sur les communes de Saint-Léon et Plazac (Dordogne), reçoivent le dalai-lama. Un espace de quatre hectares accueille un chapiteau de 5 000 mètres carrés où l'illustre enseignant dispensera ses enseignements. Samedi 24 août, il animera un rassemblement pour la paix, où sont attendues dix mille personnes.

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

La venue du dalai-lama en Périgord noir consacre l'étonnante réussite d'une communauté installée depuis à peine quinze ans, qui se défend de céder à la tentation du prosélytisme. Cette greffe tibétaine en plein pays de Jacquou le Croquant porte la griffe du milliardaire anglais Bernard Benson.

Cet ingénieur de formation, détenteur de plusieurs dizaines de brevets internationaux, a découvert la philosophie bouddhiste à la fin des années 60. Sa fortune et sa collection de Rolls lui donnaient mauvaise conscience et il avait envie de revenir à une vie plus simple et moins vaine. En 1977, il a donné aux représentants de deux des

quatre obédiences du bouddhisme tibétain 350 hectares qui entourent son château de Chabans (Dordogne).

Les premiers lamas des écoles Kagyupa et Nyingmapa, qui ont relevé les ruines d'anciennes fermes périgourdines pour les transformer en centres d'études et de méditation, n'imaginaient sans doute pas qu'il ne leur faudrait que quelques années pour accomplir leur destin : implanter en Occident les racines de la culture tibétaine et créer sur la côte de Jauré un centre européen du bouddhisme.

Aujourd'hui, près de quatre-vingt-dix personnes, moines et laïques, résident à titre permanent dans les six centres bouddhistes périgourdins. Beaucoup de sympathisants ont également fait construire dans les villages environnants. Chaque année, des milliers de stagiaires transitent par ces lieux. Il arrive parfois que les lamas participent aux séminaires qu'organise dans la région tel « gourou » d'entreprise à l'intention des cadres de grandes sociétés.

Ces centres bouddhistes, qui offrent aussi des retraites de longue durée (trois ans, trois mois, et trois jours), ont développé leurs structures et leur capacité d'hébergement sans éprouver de grosses difficultés (1). Ils vivent bien sûr de l'argent des stagiaires et de cotisations, mais aussi de dons relativement importants. Les hippies sur le retour et les toxicomanes, qui au début abusaient de l'hospitalité des lamas,

ont cédé la place à des gens huppés, dont les voitures de grosse cylindrée ne passent pas inaperçues dans le pays. Ils arrivent de Suisse ou de Suède. Ils sont universitaires, polytechniciens, médecins, etc.

### Un début de contestation

« Ces gens-là ne sont pas anacréontiques », reconnaît M. Christian Pharaïn, le maire de Plazac. Ils sont soucieux de ne pas indisposer leur voisinage. Malgré tout, devant le développement de leurs activités et de leur emprise foncière, certaines voix commencent à s'élever. M. Jean Burg, le conseiller général socialiste du canton, estime qu'il ne faudrait pas dépasser une certaine limite. Périgourdin d'adoption, M. Claude de Kéroul, ancien ambassadeur de France aux Nations unies, tout en affirmant la considération qui est la sienne pour le bouddhisme, juge qu'il faut préserver la vallée de la Vézère. « C'est la vallée sacrée de la préhistoire, dit-il, et elle n'est pas destinée à accueillir un centre mondial tibétain. De plus, si les lamas sont respectables, ils drainent dans leur sillage des sectes qui prospèrent. »

A Saint-Léon-sur-Vézère, la décision du conseil municipal de réviser le plan d'occupation des sols pour permettre la construction d'un temple à proximité du château de Chabans divise profondément la population. Le dis-

cussion est sur le bureau de M. Jack Lang. L'édifice envisagé se situe dans le périmètre de protection du château inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques.

Les époux Watt, à qui Bernard Benson a vendu son château, ne veulent pas entendre parler des responsables bouddhistes. Ces derniers expliquent que le projet de temple était l'objet de la donation effectuée en 1977 et agréée en 1979. Ils évoquent aussi la délivrance d'un certificat d'urbanisme en date de 1978 où apparaissait la mention « monastère tibétain ».

M. Civilise, l'avocate bordelaise des époux Watt, rétorque que ce certificat est caduc. Et elle assigne les bouddhistes devant le tribunal de grande instance de Périgueux pour faire annuler la donation dont ils ont bénéficié il y a quatorze ans. Elle estime que l'association bouddhiste qui a projeté de faire construire ce fameux temple n'était pas habilitée juridiquement, en 1977, à recevoir la donation.

Ces querelles semblent dépasser le dalai-lama. M. Watt fait d'ailleurs état d'un courrier qu'il lui a adressé et dans lequel il explique qu'il n'a rien à voir avec cette polémique.

DOMINIQUE RICHARD

(1) En 1988, M. Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur, a accordé aux moines de l'école Kagyupa le statut de congrégation religieuse, fait sans précédent pour une congrégation monastique non catholique. Cette reconnaissance est synonyme d'avantages fiscaux.

## EN BREF

■ Nice : arrestation de l'auteur de trois meurtres. — Claude Michaux, trente-neuf ans, originaire de Metz, électricien, déjà condamné à quinze ans de réclusion pour le meurtre de sa logeuse, a reconnu, mercredi 21 août, avoir étranglé à Nice, le 9 août dernier, une jeune femme de vingt-deux ans, qui refusait ses avances, et son bébé d'un an et demi. Il a également avoué avoir tué une jeune fille, dont la disparition était signalée depuis le mois de mars. Le meurtrier a déclaré aux policiers de la sûreté urbaine qu'il avait fait disparaître les corps dans des sacs poubelle, brûlés dans une usine d'incinération. Il a été inculpé, mercredi 22 août, d'homicides volontaires et d'écroué.

■ Etats-Unis : mutinerie de détenus cubains avec prise d'otages. — Des détenus cubains de la prison de Talladega (Alabama) se sont mutinés, mercredi 21 août au matin, et détenaient encore jeudi dix personnes en otages, sept employés des services d'immigration américains. Les mutins, emprisonnés pour des délits commis aux Etats-Unis, refusent d'être expulsés vers Cuba. La plupart d'entre eux étaient arrivés aux Etats-Unis en 1980, date à laquelle cent vingt-cinq mille Cubains avaient accosté sur les côtes américaines. Plusieurs milliers de réfugiés avaient été placés dans des prisons et des centres de détention. Trente-deux détenus de Talladega devaient être renvoyés à Cuba jeudi 22 août. — (AFP, UPI, AP)

■ Le cyclone tropical Bob a tué au moins seize personnes. — En passant sur les côtes orientales des Etats-Unis, de la Caroline du

Nord au Rhode Island, le cyclone tropical Bob, qui avait pourtant perdu de sa violence et était devenu une tempête tropicale, a tué seize personnes selon le bilan le plus récent. Les dégâts matériels, dont le montant n'a pas encore été chiffré, sont très importants et plusieurs des Etats touchés ont déjà demandé des aides d'urgence au gouvernement fédéral. L'électricité, dont plus de deux millions d'habitants ont été privés, n'a pas encore pu être rétablie partout. — (AFP)

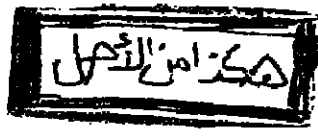
■ Philippines : des coulées de boue dévalant le volcan Pinatubo tuent vingt-trois personnes. — A la suite des pluies tombant en abondance depuis une semaine, des torrents de boue nés du mélange de l'eau et de cendres volcaniques ont de nouveau dévalé les pentes du Pinatubo, aux Philippines. Ils ont tué au moins vingt-trois personnes et enjouté plus de neuf mille maisons, faisant ainsi près de cinquante mille sans-abri supplémentaires. Parmi les victimes, figurent trois soldats (un mort et deux blessés) qui étaient justement chargés de faire le guet pour donner l'alerte en cas de coulées de boue. — (AFP)

■ Espagne : quatre morts sur un chantier près de Barcelone. — Quatre ouvriers ont été tués et deux autres grièvement blessés lors de l'effondrement d'un étage, mardi 20 août, sur le chantier d'un entrepôt de menuiserie en voie d'extension à Sabadell, au nord de Barcelone. La mairie de Sabadell a annoncé l'ouverture d'une enquête administrative, ainsi que le dépôt d'une plainte contre les propriétaires de l'entrepôt qui n'avaient pas reçu d'autorisation municipale pour ces travaux. — (AFP)

COMMUNI  
Negociations intens

Le communiqué du





## COMMUNICATION

La réorganisation des chaînes publiques

### Négociations intensives à Antenne 2

A l'approche de la réunion du comité d'entreprise qui doit statuer sur le plan de réorganisation d'Antenne 2 (le Monde du 1<sup>er</sup> août) et notamment la suppression de 377 emplois, les négociations entre direction et syndicats se multiplient. Lors d'une réunion complémentaire tenue le 21 août, qui a examiné les conclusions du cabinet d'expert, Fidorec, mandaté par les syndicats, ces derniers ont souligné le report de ce comité, prévu le 27 août. Après refus de la direction, un compromis prévoit des réunions de préparation dès le 22 août, et un comité d'entreprise qui pourrait durer du 27 au 29 août. Les salariés concernés par les suppressions de postes seraient alors informés le 30 août.

Sur le fond, les syndicats contestent toujours la justification économique de la réorganisation. Ils s'appuient notamment sur une lettre du 14 février de M. Hervé Bourges, le PDG commun d'Antenne 2 et FR3, à M. Rocard, alors premier ministre. Dans cette lettre antérieure à l'audit de la chaîne, M. Bourges précise que « la présentation de budgets en déséquilibre » est vis-à-vis des personnels un « préalable indispensable » au plan de restructuration, dont il écrit que « les conclusions de l'audit auront montré la nécessité ». Les syndicats dénoncent donc un plan prémédité, habillé par un audit. Ils craignent que les mesures d'économies globales, décidées a priori, empêchent le fonctionnement normal de la chaîne, entraînant un recours accru à des prestations extérieures ou à des travailleurs intermittents.

La direction réfute ces arguments. Compte tenu des 150 demandes de départ volontaire enregistrées (d'autres pourrout encore l'être courant septembre), des 50 départs déjà réalisés, et de 90 suppressions d'emploi concernant des contrats à durée déterminée ou des intermittents, la direction estime à 85 au maximum les cas restant à régler, chiffre qu'elle espère encore voir diminuer de moitié.

#### Gagner en cohérence

La réorganisation, explique le directeur général d'Antenne 2, M. Eric Guilly, « n'a de sens que pour redynamiser la chaîne ». La production interne doit par exemple s'assurer qu'elle reste dans des « conditions de coût comparables avec celles du secteur privé ». Mis en place d'ici dix-huit mois, un contrôle de gestion renforcé permettrait de mesurer l'émission par émission ces coûts, et de responsabiliser sur un budget complet les grandes entités de la chaîne. La grille de rentrée, basée sur des rendez-vous réguliers et redonnant de l'importance à l'image - « on faisait un peu trop de radio télévisée » - sera alimentée selon de nouvelles procédures d'achat et de production. Des appels d'offres viendront « moraliser » les pratiques en vigueur, et les unités de programmes gérant chacune sa « case » humaine disparaîtront pour éviter les rigidités. M. Guilly espère ainsi gagner en cohérence - y compris sur des détails comme l'harmonisation des décors d'émission.

M. C. I.

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 21 août au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

● Titre de reconnaissance de la nation aux fonctionnaires de police ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord

Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'attribution du titre de reconnaissance de la nation aux fonctionnaires de police ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord.

L'attribution aux militaires ayant participé à ces opérations du titre de reconnaissance de la nation a été prévue par une loi du 21 décembre 1967. Elle a ensuite été étendue aux membres des forces supplétives par une loi du 9 décembre 1974.

Les fonctionnaires de police ne pouvaient jusqu'à présent en bénéficier alors pourtant que leur participation active aux opérations d'Afrique du Nord leur permet d'obtenir la carte du combattant.

Il est donc équitable d'attribuer à ces fonctionnaires le titre de reconnaissance de la nation, dans les conditions prévues pour les catégories de personnes qui en bénéficient déjà.

● Solidarité financière entre les collectivités locales

Le ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire et le ministre de l'intérieur ont présenté une communication sur l'application de la loi du 13 mai 1991 instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes.

Avec la loi d'orientation pour la ville et les mesures prises en faveur des fonctionnaires exerçant leurs fonctions dans les quartiers défavorisés, cette réforme fait partie des mesures législatives adoptées au cours de la session de printemps pour mettre en œuvre la politique de la ville.

Quatre mécanismes de solidarité financière entre les collectivités locales ont été institués.

1) La dotation de solidarité urbaine, financée par un prélèvement sur la dotation globale de fonctionnement des communes disposant de ressources fiscales importantes et ne comptant que peu de logements sociaux, s'élève en 1991 à 400 millions de francs et a été répartie entre quatre cent quatre-vingt-douze communes de métropole ; elle est en cours de répartition dans les départements d'outre-mer. Son montant sera,

porté à 700 millions de francs en 1992 et à 1 milliard de francs en 1993.

2) Le fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France sera financé à partir de 1992 par un prélèvement sur les recettes fiscales des communes d'Ile-de-France disposant de ressources importantes et bénéficiera à une centaine de communes pour la plupart desquelles elle complètera la dotation de solidarité urbaine qu'elles perçoivent.

A titre transitoire, en 1991, le fonds sera alimenté par des prêts à taux nul consentis par la Caisse des dépôts et consignations. L'instruction des demandes des communes commencera dans les prochains jours. Le montant du fonds s'élève à 300 millions de francs en 1991 et atteindra 500 millions de francs en 1992.

3) La dotation particulière de solidarité urbaine sera financée par un prélèvement sur la dotation globale de fonctionnement des départements. Elle permettra dès 1992 de venir en aide aux communes qui, bien que ne bénéficiant pas de la dotation de solidarité urbaine, remplissent une partie des conditions prévues pour l'octroi de cette dotation et dont la situation justifie un effort de solidarité.

Cette dotation particulière, d'un montant de 150 millions de francs, sera répartie par le comité des finances locales sur proposition du ministre chargé de la ville.

4) Une majoration de la dotation globale de fonctionnement est accordée aux départements disposant de faibles ressources fiscales, pour des sommes égales à 150 millions de francs en 1992 et 300 millions de francs en 1993.

Au total, par la mise en œuvre d'une solidarité entre collectivités de nature différente, près de 2 milliards de francs de concours supplémentaires permettront aux collectivités défavorisées, lorsque la loi connaîtra son plein effet en 1993, de faire face dans des conditions plus satisfaisantes aux besoins sociaux de leur population.

● L'agriculture biologique

Le ministre de l'agriculture et de la forêt a présenté une communication relative à l'agriculture biologique.

L'agriculture biologique n'utilise pas de produits chimiques de synthèse ; elle recycle les déchets organiques et établit une rotation équilibrée des cultures. Elle répond ainsi, aux côtés de la protection de l'environnement qui partagent un nombre croissant de consommateurs.

L'agriculture biologique est reconnue depuis la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980. La loi du 30 décembre 1988 a réservé l'utilisation de son label aux producteurs respectant un cahier des charges homologué et acceptant un contrôle de leurs conditions de production.

S'inspirant fortement de la législation française, la Communauté européenne vient de reconnaître

l'agriculture biologique par un règlement adopté le 24 juin 1991 : ce règlement ne s'applique pas à l'instant qu'aux produits végétaux mais son extension aux produits d'origine animale devra intervenir avant le 1<sup>er</sup> juillet 1992.

Selon ce règlement, les termes d'« agriculture biologique » ne pourront figurer sur l'étiquetage du produit que s'il est composé d'au moins 95 % d'ingrédients d'origine agricole issus de l'agriculture biologique.

Le marché de ces produits, auxquels trois mille agriculteurs ont déjà choisi en France de se consacrer, devrait s'accroître dans les prochaines années. Son développement doit contribuer au maintien des activités économiques dans les zones rurales, notamment les plus fragiles, et doit favoriser l'aménagement du territoire.

Ce développement sera soutenu par un accroissement de la recherche et de la formation. Il sera également encouragé dans les zones sensibles du point de vue de l'environnement.

## SPORTS

CYCLISME : championnats du monde sur route

Quatre filles en or

La quatuor féminin français, composé de Marion Clignet, Nathalie Gendron, Catherine Marsal et Cécile Odin, s'est imposé pour la première fois, mercredi 22 août à Stuttgart, dans le 50 kilomètres contre la montre des championnats du monde de cyclisme sur route. Cette épreuve a permis à Marion Clignet, née de parents français mais qui a vécu jusqu'à vingt-six ans aux Etats-Unis, de s'affirmer comme la nouvelle patronne du cyclisme féminin de l'Hexagone.

Médaille de bronze de la poursuite la semaine dernière, championne de France sur route cette saison, la « néo-Bretonne » établie à Lorient a longtemps souffert de crises d'épilepsie. « Je voudrais être un exemple pour les enfants, et montrer aux parents d'enfants malades que leur handicap peut être surmonté », a dit Marion Clignet après cette victoire. Ce que j'ai fait aujourd'hui prouve que tout est possible. Je me soigne pour pouvoir courir comme les autres.

NATATION : championnats d'Europe

Deuxième médaille pour Catherine Plewinski et Anne Capron

Après avoir remporté le 100 mètres la veille, Catherine Plewinski a gagné, mercredi 21 août à Athènes, la deuxième des cinq médailles qu'elle convoite aux championnats d'Europe de natation en prenant la deuxième place du 200 mètres. La nageuse savoyarde a amélioré son record de France en 2 min 0 sec 34 (ancien record 2 min 0 sec 55), mais a été battue en ex aequo de 5/100 de seconde par la Danoise Mette Jacobsen. Catherine Plewinski devait s'aligner jeudi dans le relais 4x100 mètres, avant de défendre ses titres européens sur 100 mètres papillon et sur 50 mètres.

Anne Capron, troisième de l'épreuve en solo de natation synchronisée, a obtenu la médaille d'argent en duo avec Céline Lévesque, mais les deux Françaises ont dû abandonner leur titre européen à Olga Sedakova et Anna Kozlova, à l'issue d'une journée largement dominée par les Soviétiques, qui se sont adjugé quatre des six titres décernés.

## CARNET DU Monde

### Décès

— Madeleine Deslandes, née Barreau, Bénédicte, François et Luc, Hugues et Corinne, Grégoire et Véronique, Vincent, ont la douleur de faire part de la mort en montagne de

Georges DESLANDES, le 18 août 1991.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Vallouise (Hautes-Alpes).

— M. Jean-Claude Godin, son épouse, Péronille, Céline et Grégoire, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Raymond Ducarré, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Jean Godin, ses beaux-parents, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Catherine GODIN, née Decarre, survenu le 15 août 1991 à l'âge de quarante-sept ans.

Selon sa volonté, l'incinération a eu lieu dans l'intimité, le 19 août, au crématorium du Père-Lachaise, Paris-20.

136, rue Championnet, 75018 Paris. La Sismpe, 83560 Saint-Julien-le-Montagné.

Des dons peuvent être adressés à ISIS, Association des parents et amis des enfants traités à l'Institut Gustave-Roussy, rue Camille-Desmoulins, 94005 Villejuif. CCP ISIS n° 22883 13 V Paris.

— Docteur Gabriel VEYRIRAS, chevalier des Palmes académiques, maire de Nantiat (1968-1989), entomologiste,

s'est éteint à son domicile, le 16 août 1991, à l'âge de soixante-dix ans.

De la part de son épouse, Et de toute sa famille.

87140 Nantiat.

### THÈSES

Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52

MINITEL par le 11

### Décès

— M<sup>me</sup> Sylviane Widenlocher, M<sup>re</sup> Jean Widenlocher et M<sup>re</sup>, Et leurs enfants, Jean-Philippe, Anne-Laure et Marie-Alice, M. Marcel Widenlocher, M<sup>re</sup> veuve Eugène Frazal, M<sup>re</sup> Jacqueline Frazal, Les familles Frazal et Fanet, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>re</sup> William WIDENLOCHER, ancien député, notaire honoraire,

survenu à Nice, le 20 août 1991.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

— Saint-Etienne, Lyon.

M<sup>re</sup> Henri Ziegler, Marie-Paule Ziegler, Marie-Christine et Jean Damestoy, Henri et Chantal Ziegler, Georges et Denise Ziegler, Marie-Chantal et Tony Haro, Sandrine, Christèle, Henri-Laurent, Patricia, Catherine, Julien, Jon, Laure et Eliza, Le docteur et M<sup>re</sup> René Ziegler, M<sup>re</sup> Jean Neyres, ont le chagrin de faire part du décès du

docteur Henri ZIEGLER.

Les funérailles ont eu lieu, le 16 juillet 1991, en l'église de Villars (Loire).

### Anniversaires

— Il y a un an, le 23 août 1990,

Michel GALABERT

nous a quittés.

Il est toujours parmi nous.

Ce ceux qui l'ont connu et aimé s'unissent en pensée à la messe qui sera dite le 25 août 1991, à 15 heures, à Siguer (Ariège).

### CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-23-94 ou 40-65-23-98

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h

du siège du journal.

16, rue Falguère, 75015 Paris

Tél. : 206 808 8

Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 92 F

Abonnés et actionnaires ..... 80 F

Communications diverses ..... 96 F

Thèses étudiants ..... 50 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.



des entreprises en seine saint-denis



"Quand je serai grand, je construirai des voitures."

Renault

POUR UN DEPARTEMENT DE TOUS LES PROJETS

Seine Saint-Denis Conseil Général

# CULTURE

## CINÉMA

### Le réveil des monstres

Avec « Quai des Orfèvres » commence une rétrospective Clouzot : toutes les œuvres connues, plus un court-métrage et un film inachevé, « L'Enfer »

En 1933, une femme de trente ans, à la crinière rousse, à la voix rauque et cassée, à la diction plaintive et torturée, défilait, au Beauf sur le toit, les chansons de Bertolt Brecht et Kurt Weill avec une sorte de rage. Née à Sarreguemines, en Moselle, chanteuse de cabaret à Berlin à la fin des années 20, chassée par le nazisme, Marianne Oswald enflamme le Tout-Paris, passe aux Folies Wagram et à l'Alcazar, interprète la première du Prévert mis en musique par Kosma et, en 1934, le *Jeu de massacre*. C'était, alors, une attraction de foire. Mais les paroles sonnent avec aigreur : « Arrêtez-vous les pauvres gens les petits, les râlés, les sans pain! Arrêtez-vous les sans talent! les sans lit, les sans toit, les sans rien! Pour vous venger de vos blessures! Pour chasser toutes vos douleurs! Pour soulager vos meurtrissures! Pour chasser toutes vos douleurs! Yop la boum, dans la belle-mère, yop la boum dans le marié yop la boum dans le noisetier yop la boum dans le banquier... »

On peut déjà s'étonner que la musique soit de Maurice Yvain, compositeur d'opérettes légères sans rapport avec cette révolte anarchiste. Mais si l'on sait que l'auteur des paroles est Henri-Georges Clouzot, alors, là, ça fait tilt! Car ce fameux univers noir du cinéaste, celui où le bien et le mal n'ont pas de frontière définie, mais se mêlent en chaque être, il est déjà là...

Certes, le Clouzot des années 30 ne se réduit pas à une chanson dont Marianne Oswald fit un bristol. Il a été journaliste, il a écrit pour les chansonniers, il a travaillé comme scénariste et assistant aux versions françaises de films tournés dans les studios de Berlin en plusieurs versions européennes. Il a même réalisé un court-métrage. Il a déjà une grande expérience professionnelle. Si ne fait pas, alors, un nom dans le cinéma français, c'est qu'il doit, en 1934, entrer dans un sanatorium. Il y passera quatre ans. A la veille de la guerre, Clouzot, rétabli, adapte avec Pierre Fresnay, qui réalise le film, une pièce d'Henri Lavedan, *Le Diable*. Pas suffisant, encore, pour s'imposer.

#### La révélation de Suzy Delair

C'est en 1941 que tout commence. Henri-Georges Clouzot est sollicité par Alfred Greven, le patron allemand de Continental Film, qui veut produire des films français de qualité, pour remanier le scénario du *Dernier des six*, film policier d'après un roman de Stanislas-Alexandre Steeman. Greven, évidemment, connaît le Clouzot des versions françaises à Berlin et cherche, ici comme ailleurs, le talent. Satisfait du travail achevé, il propose à Clouzot de devenir



Ginette Leclerc dans « Le Corbeau ».

chef des scénaristes à la Continental. Aucune proposition ne lui venant d'ailleurs, Clouzot accepte. Cela lui vaudra pas mal d'ennuis à la Libération, mais on ne va pas refaire tout l'historique (1).

« Clouzot, écrivain de l'image ». C'est une juste définition. Tous ses films vont s'appuyer sur des scénarios remarquablement construits et écrits, scénarios qui engendrent cette vision du monde noir et ambiguë, ce style où le réalisme psychologique s'accompagne d'exploration des abîmes de la nature humaine et des pulsions sexuelles, d'une frénésie de passion, d'une odeur de tombeau. Ce n'est pas Greven qui a soufflé tout cela. Pour le *Dernier des six*, la mise en scène neutre de Georges Lacombe se contente d'illustrer l'intrigue policière avec liste de suspects et boîte de nuit de rigueur. La patte de Clouzot, adaptateur du roman de Steeman, s'allie à celle d'Henri Decoin, réalisateur des *Inconnus dans la maison*, pour une étude de meurs au vitriol.

Mais Clouzot fait son premier coup d'éclat en réalisant lui-même *L'assassin habite au 21*, d'après un autre roman de Stanislas-Alexandre Steeman entièrement repensé, où gronde, dans une pension de famille de Montmartre, une faune inquiétante et dérisoire dans laquelle on ne peut pas distinguer

les criminels des honnêtes gens. Outre que ce film de 1942 révèle définitivement Suzy Delair, jeune chanteuse que Clouzot a fait débiter dans *Le Dernier des six*, il annonce, par bien des points, le *Corbeau* mais, le contrat « policier » ayant été rempli, Greven n'y vit que du feu. Il semble qu'il ait été réticent à produire le *Corbeau* (sur un scénario de Louis Chavance, écrit, rappelle-t-on, en 1937 sous le titre *L'Œil du serpent* et inspiré d'une affaire de lettres anonymes qui s'était passée à Tulle en 1923), sujet trop explosif sur la délation. Clouzot le tourne, pourtant, en 1943.

S'il n'avait pas été en place à la Continental, il n'aurait pas pu le faire. La censure de Vichy n'aurait jamais laissé passer une étude de meurs aussi « négative » (et elle aurait sûrement broché sur *L'assassin habite au 21*). C'est dans le *Corbeau*, on le sait, que la fameuse scène de l'ombre et de la lumière, avec l'ampoule électrique se balançant au plafond d'une salle de classe, indique ce qu'on peut appeler la philosophie de Clouzot. Greven, qui avait, bon gré mal gré, embauché ce chef-d'œuvre noir, s'en mordit quelque peu les doigts. Mais inopprimé sous le régime de Vichy, le film l'était tout autant dans le climat moral de la Libération, où l'on ne badinait pas avec

l'ambiguïté. Il fallut du temps pour qu'on accepte de voir en Clouzot un cinéaste qui s'était souvenu d'Eric von Stroheim et de G. W. Pabst dans ses personnages marqués par des infirmités, tourmentés par des pulsions inavouables. Et si l'on revenait aux paroles du *Jeu de massacre*, on se retrouverait en terrain connu.

#### L'ombre et la lumière

Cette noirceur de Clouzot, son goût pour les situations troubles, les personnages à double face, les vertiges du mal, les bizarreries de la sexualité, furent à la fois sa force et sa faiblesse. Sa force dans le *Corbeau*, dans *Quai des Orfèvres* (qui marque sa rentrée triomphale, en 1947, avec un grand prix international de la mise en scène au Festival de Venise), où il « trahit » à nouveau et généralement un roman policier de Steeman pour créer des inoubliables figures interprétées par Louis Jouvet, Suzy Delair, Simone Renant, Bernard Blier et quelques autres utilisés à contre-emploi selon sa méthode; dans *Manon* (1948), où il projeta l'histoire d'amour du roman de l'abbé Prévost dans le boudoir parisien de l'après-guerre (marché noir, combines, prostitution) et dans les aspects tragiques de l'im-

migration juive clandestine en Palestine, juste avant la création de l'Etat d'Israël (ce film reçut le premier prix international au Festival de Venise 1949); dans le sketch de *Retour à la vie* (1949) et dans *Les Espions* (1957), où il se réfère à Kafka comme à Freud pour dire l'absurdité et l'horreur d'un monde moderne livré à des puissances occultes.

Ce fut sa faiblesse dans *Le Salaire de la peur* (1953), film aux qualités formelles indéfectibles, couvert de récompenses, mais où l'angoisse d'une situation réaliste et dramatique (le transport de nitroglycérine dans des camions qui peuvent, sous un choc, se volatiliser avec leurs conducteurs) est trop souvent relayée par des scènes sado-masochistes; dans *Les Diaboliques* (1954), où, reconstruisant à son idée un « thriller » français de Boileau-Narcejac, il a viré au naturalisme et à la terreur de Grand-Guignol - avec d'autant plus d'efficacité, il est vrai, que les interprètes, Simone Signoret, Vera Clouzot, Paul Meurisse, sont absolument remarquables. Quand un style devient un système, on peut émettre des réserves.

En Clouzot lui-même balançaient sans cesse l'ombre et la lumière. Adaptant, en 1949, une comédie Belle Époque de Fiers et Caillavet, *Miquette et sa mère*, c'est avec une mal d'humour noir qu'il a filmé des pantins de boulevard rose. Dirigant Brigitte Bardot dans *La Vérité* (1960), il a remodelé à sa manière ambiguë un mythe sexuel qui ne lui devait rien, qui n'était pas de son temps. Après avoir commencé en 1964 *L'Enfer*, sur le thème de la jalousie qui devient perversion - qu'il n'a pas pu achever, parce qu'il était tombé gravement malade - il entreprit, sous une autre forme, *La Prisonnière* (1968) - et ce fut sa dernière œuvre. Il déclarait, alors, « être passé par des épreuves de ce genre et aussi avoir retrouvé la foi qu'il avait perdue. Pour dénoncer le mal dans un comportement sexuel sado-masochiste, Clouzot ne sut filmer - lourdement - que des clichés, à la limite, d'ailleurs, du voyeurisme. Il ne pouvait pas être un moraliste et ce n'est pas la dénonciation sociale qu'on lui admirait dans ses grands films noirs. C'est le perpétuel balancement de l'ombre et de la lumière, le sommeil et le réveil des monstres qu'il portait, sans doute, en lui. Comme ses personnages.

JACQUES SICIER

(1) Tout ce qu'il faut savoir sur Continental Film et l'affaire Clouzot se trouve dans la grande étude de Jean-Pierre Berthiaud, *Le Cinéma sous occupation*, éditions Olivier Orban, 1989, 160 F.

► Reflet Médias, 2, rue Champollion, 75005 Paris. Tél.: 43-54-42-34.

## PHOTO

### Misonne le roi du paysage

Hommage à un paysagiste singulier né près de Charleroi

Seul photographe belge de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième siècle retenu par Baumont Newhall et Helmut Gernsheim, Léonard Misonne naît le 1<sup>er</sup> juillet 1870 à Gilly, près de Charleroi. Fils d'un avocat il fait des études d'ingénieur à l'université de Louvain mais n'exercera jamais aucune profession. D'abord peintre, il garde toute sa vie la nostalgie des beaux-arts et même jusqu'à sa mort, le 14 septembre 1943, une existence qu'il qualifie lui-même d'« insipide et platement bourgeoise ».

La lumière est le dogme sur lequel se fonde toute son œuvre. Dès 1896, il définit son style et se cantonne dans un genre bucolique dont il ne variera plus. Porté par l'émotion quasi religieuse que lui inspire la nature, il parcourt des kilomètres à vélo pour trouver, tôt le matin, les paysages de son choix. Et profiter du halo des rayons lumineux qui font vibrer le feuillage et lui permettent d'obtenir cet effet frisant, vaporeux ou scintillant que lui-même appelle le « flow-net ». Ses vues de canaux, labours et scènes traditionnelles de campagne lui valent l'épithète de « poète de la boue ».

Misonne conçoit ses œuvres comme des tableaux et s'octroie le droit de corriger le sentiment qu'il a d'un paysage. D'où les ciels, auxquels il s'intéresse bien avant Stieglitz, et ces fameuses « équivalences » (1929), qu'il prend du toit de sa maison ou du sommet d'un terril voisin. Reflets de son âme, ces vues de firmaments, aussi variées que possible sont soigneusement rangées dans des albums.

#### Un opuscle sur la pomme de terre

Les procédés techniques très élaborés (bromure, charbon, huile, encre grasse) qu'il expérimente, autant que ses truquages, lui permettent de rehausser la matière et d'idéaliser une réalité anecdotique. Dans sa recherche d'effets de lumière et d'atmosphère, il va jusqu'à faire repêcher une façade potée qu'elle lui convienne. La brume ou le brouillard estompe les détails inutiles; lui-même retouche ses personnages ou les ajoute à la plume. Militant pour l'unicité du tirage, il fixe leurs prix selon leur valeur esthétique, en vertu du nombre et de l'état de conservation.

Personnage complexe, réactionnaire, farouchement antimoderniste (« Le moderne, raisonnable m'est sympathique. Mais l'ultramoderne, surtout par sa mécanique intrinsèque, est quelque chose d'abominable »), Misonne édite entre autres un opuscle sur l'usage de la pomme de terre, collecte les articles dithyrambiques sur son compte, se proclame illettré, mais observe qu'aucun dessinateur ou peintre n'est aussi connu que lui « dans l'ensemble du monde ». Ses vues de villes, de pavés mouillés, de façades grises et de tramways le rapprochent de Demachy, Steichen et Heinrich Kuhn. « Ce n'est pas le paysage que je photographie mais le temps », finit-il par avouer.

Ce chantre néoromantique du pictorialisme fut longtemps le seul photographe belge connu et apprécié à l'étranger. Taxé de superficialité ou de faux romantisme, le « misonnisme » participe entièrement à la conception d'une photographie qui entend rivaliser avec le dessin et la gravure.

PATRICK ROGERS

► « La Couleur du temps », photographies de Léonard Misonne. CNP, Palais de Tokyo. Jusqu'au 16 septembre.

Parution sous le même titre d'un volume de la collection « Photo Copies », texte Pool Andries, 111 pages, 180 F.

**THÉÂTRE DE L'ŒUVRE**  
SAISON FRANCOPHONE  
3 spectacles du 19 au 1-9  
**LES 7 GRAINS DE BEAUTÉ**  
de Tawfiq Sakhia  
SPECTACLE MAROCAIN  
en français  
et chants arabes  
Loc. 48-74-42-52 Mairie 3915 THEA et agences

## ARTS

### La peinture dans les caves

Une exposition solide là où l'on ne l'attendait pas : la rétrospective Geer Van Velde à Sigeon (Aude)

De Sigeon, on ne connaissait jusqu'ici que l'étang et les plages, où des foules stationnent chaque été sous un soleil féroce. Plutôt que de s'y carboniser obstinément l'épiderme, les foules pourraient désormais pénétrer un peu à l'intérieur des terres, entre les vergers d'abricotiers et les cyprès, jusqu'au lieu-dit le Hameau du Lac, où l'on ne voit du reste pas le plus petit lac. S'y rendraient-elles, elles découvriraient l'un des lieux d'exposition les plus réussis et les plus inattendus de la région, une ancienne et immense cave de viticulture. Il y fait frais - mérite non négligeable dans le Languedoc en été - et une lumière admirablement claire se répand dans les salles.

Cette métamorphose est l'œuvre d'un artiste, le peintre néerlandais Piet Moget. Il a acheté le lieu et l'a transformé. Dans l'une des caves, fortement bétonnée, il a logé ses collections. Partout ailleurs, il a accroché sa première exposition, un hommage à un compatriote, Geer Van Velde. Il l'a, naturellement, très bien accrochée, en peintre attentif aux équilibres et aux échos, et non point en conserva-

teur obsédé de chronologie. Il a même si bien réussi, obtenu tant de bons prêts, réuni de si denses séries de tableaux des années 40 et 50, que l'œuvre de Geer Van Velde en est comme transfigurée.

#### Silencieuse monumentalité

Sur la foi de quelques expositions, dont celle du Musée d'art moderne de la Ville de Paris en 1982, on se souvenait de Geer, frère du plus célèbre Bram Van Velde, comme d'un peintre rangé, auteur de compositions géométriques à dominante grise, contemplatif un peu monotone, ennemi du bruit et peu soucieux de sa notoriété. Ici, à la clarté du jour, les toiles se révèlent plus denses, le peintre plus voluptueux. Par touches superposées, par légers empilements, il obtient une peau de peinture qui retient la lumière et fait délicieusement; on dirait un disciple de Mondrian converti à l'éclectisme pictural par l'exemple de Braque.

L'œuvre plaie inégalement cependant. Les compositions les plus simples, qui sont aussi les plus abstraites, se distinguent par

une pureté et une force d'évidence qui manquent à d'autres, leurs contemporaines pourtant, plus compliquées, agrémentées de courbes et divisées en plans éclatés. Quand, dans les années 40, le peintre s'applique à introduire dans son tableau des allusions figuratives précises et nombreuses, il apparaît comme un héritier un peu tardif et timide du post-cubisme auquel il s'était initié à Paris à partir de 1925.

Mais quand il épure sa vision - et il n'a cessé de l'épurer jusqu'à la fin de sa vie, en 1977 - il atteint à une noble et silencieuse monumentalité. Des bleus froids, des gris-roses, des ocres aux innombrables nuances, quelques rares rehauts de violet ou de jaune plus vifs lui suffisent pour capter la lumière et suggérer un espace à peine creusé par la perspective. Dans la paix de Sigeon, ces peintures exigeantes ont trouvé une résidence à leur convenance.

PHILIPPE DAGEN

► Lieu d'art contemporain (LAC), Hameau du Lac, 11130 Sigeon; tél.: 68-48-83-62. Jusqu'au 31 septembre.

### La quête du bonheur

PIERRE LESIEUR  
à Saint-Rémy-de-Provence

L'œuvre de Pierre Lesieur semble avoir trouvé cet été, à Saint-Rémy-de-Provence, un asile idéal en l'un des plus beaux hôtels particuliers du dix-huitième siècle de la ville, dûment restauré. L'harmonie du lieu, en parfait accord avec les peintures, pastels, dessins, eaux-fortes qu'il accueille, met en pleine valeur leur graphisme raffiné, la savante polychromie des compositions dont les mariages heureux de tons subtils dissimulent la fermeté des structures. Et l'hôtel Estrine convient à merveille aux formats géants.

Tout est recherche de bonheur dans l'art de Pierre Lesieur qui peut s'inscrire dans la lignée de Bonnard et de Matisse, mais d'un bonheur transcendant; et si le peintre ne peut se passer du réel, qu'il s'agisse de la présence féminine, d'objets rares ou de l'expérience d'une nature exotique ou régionale, c'est pour en extraire, en abstraire les éléments plastiques dont l'ordonnance, en fin de compte, relève des seuls critères esthétiques. En fait, cette vaste rétrospective qui résume près de quarante ans de travail.

J.-M. D.

► Centre d'art Présence Van Gogh, Hôtel Estrine, Saint-Rémy-de-Provence. Jusqu'au 6 octobre 1991.

A Poissy

Le Japon

Pouvoir

Un million

Une commande de 92 à GIAT Industrie



# ÉCONOMIE

## BILLET

### Les salaires contre l'emploi

Deux chiffres publiés mercredi 21 août par le ministère du travail devraient contribuer à alimenter utilement le débat sur la montée du chômage.

Au cours du second trimestre 1991, l'emploi salarié, qui ne cessait de s'accroître depuis 1988, a subi un net coup d'arrêt. De mars à juin, le solde net de créations d'emploi a été nul, la hausse dans le tertiaire et dans le bâtiment étant effacée par une baisse de 0,7 % dans l'industrie. En un an, le rythme annuel de progression est ramené à 0,8 %. Parallèlement, le ministère relève une très forte hausse du taux de salaire horaire (TSH) : +1,7 % contre +1 % au trimestre précédent, soit l'augmentation la plus forte depuis 1985. En rythme annuel, le taux de salaire horaire, qui commande l'évolution du SMIC, progresse de 4,8 % (contre 3,3 % pour les prix).

L'assouplissement de la croissance économique s'est donc plus rapidement répercuté sur l'emploi que sur les rémunérations. Face aux difficultés auxquelles elles sont confrontées, les entreprises françaises préféreraient réduire leurs effectifs plutôt que peser sur les salaires. Hypothèse qui contredirait les affirmations des syndicats lorsqu'ils dénoncent la rigueur excessive du gouvernement. Peut-on raisonnablement refuser toute réduction du pouvoir d'achat et faire de la défense de l'emploi une priorité absolue ?

Il faut cependant remarquer que la hausse du salaire horaire au second trimestre s'explique à hauteur de 0,4 % par la forte progression des salaires dans le bâtiment. Celle-ci est consécutive à la refonte des classifications dans ce secteur, mais son impact devrait s'atténuer dans les prochains mois. Par ailleurs, les gains de pouvoir d'achat (1,2 %) dégagés au cours des trois premiers mois de l'année vont être sérieusement érodés par la hausse de 0,9 point de la cotisation salariale d'assurance-maladie intervenue le 1<sup>er</sup> juillet. Sans compter que la contribution au titre de l'assurance-chômage pourrait, elle aussi, bientôt s'alourdir.

Néanmoins, il paraît clair qu'en période de basse conjonction, l'emploi s'accommodera mal d'un relâchement de la rigueur salariale. Observation qui s'adresse aux syndicats mais aussi - il ne faut pas l'oublier - aux chefs d'entreprise.

J.-M. N.

## A Poissy, la semaine de quatre jours, quatre mois après

Expérience concluante, disent les dirigeants de Peugeot-Talbot. Les salariés sont plus réservés

« Mille huit cent vingt personnes ont été embauchées, le nombre de véhicules fabriqués s'est accru de 25 % (1) et la productivité a fait un bond de 9 %. La semaine de quatre jours n'est pas une expérience. C'est un choix définitif, quelle que soit l'évolution du marché automobile. » Les réserves des pouvoirs publics, les protestations des syndicats, pas plus que « les polémiques stériles entre ergonomes savants » ne sauraient entamer la conviction de M. Daniel Eymery, le directeur de l'usine Peugeot-Talbot, à Poissy dans les Yvelines.

Avec ses neuf heures et trente-huit minutes de travail effectif quotidien, le personnel était affecté alternativement à l'équipe du soir (16 h 29-21 h 42) et à celle du matin (6 h 15-16 h 29), la semaine de quatre jours est « irréversible ». Guerre commerciale contre les japonais obligés, il s'agit du « seul moyen de faire de Poissy une usine compétitive au plan européen ».

Cette nouvelle organisation du travail, introduite progressivement entre le 22 avril et le 17 juin, a été ratifiée par la CSE, les autonomes et FO. En revanche, la CGT et la CFDT, minoritaires, s'y sont opposées mais, comme d'habitude à

Poissy, leurs appels à des débrayages n'ont guère fait recette. Quant aux 6 000 ouvriers - sur un effectif total de 10 215 salariés - concernés par cette formule, ils ne paraissent guère enthousiastes. « Dix heures de présence au travail, c'est long, surtout la nuit, lorsque l'on quitte la chaîne à 2 h 40. Mais il faut s'y faire, on n'a pas le choix », souligne Michel, présent chez Talbot depuis quinze ans. « C'est surtout la vie familiale qui en pâtit, témoigne un contrôleur. Ce soir, je vais rentrer à 3 h 30 du matin. Demain, je me lèverai à midi mais ma femme et les enfants seront partis, puis il faudra rejoindre l'usine. Quand arrive le troisième jour de congé, je suis complètement dans le cirage ».

### L'instabilité des intérimaires

« Avec l'équipe de jour, on profite quand même davantage de la troisième journée de repos, qui offre deux week-ends de trois jours tous les cinq semaines. En fait, c'est une

question d'habitude », corrige un ouvrier un peu plus âgé. Cependant, certains n'ont pas tenu. « Je suis soulagée, avoue cette jeune femme mère d'un enfant, venue chercher son solde de tout compte. Après deux mois, je n'en pourrais plus... »

C'est d'ailleurs parmi les jeunes que les plus fortes réserves paraissent se manifester. Fait révélateur, l'instabilité croissante des intérimaires commence à inquiéter la direction. Certes, les embauches à durée indéterminée (la semaine de quatre jours créera 2 000 emplois au total alors que le recrutement était pratiquement tari depuis 1978) sont assurées, bien que le niveau de qualification requis (CAP de métallurgie) ait, souvent, été revu à la baisse. En revanche, il faut remplacer tous les mois les 350 à 400 intérimaires (un sur quatre) qui permettent d'assurer la production pendant que les dernières recrues suivent leur formation initiale. « Peugeot comptait que les jeunes s'adaptent très vite. En fait, c'est le contraire : ils sont moins malléables que leurs parents », estime un militant CFDT. Souvent originaires des quartiers difficiles du val Fourré, à Mantes, ou des Mureaux, l'attitude de ces ouvriers de passage déroute et irrite à la fois la direction.

« Ce n'est pas un problème de salaire, car nous sommes au niveau du marché (2). C'est un problème d'image de l'industrie et surtout un problème de formation initiale », estime M. Eymery. Avec le développement des prestations sociales, certains peuvent vivre d'expédients tout à fait légaux. Ils ont de petits besoins et ne se décident à travailler que lorsqu'ils auront charge de famille. Quelques-uns viennent travailler quinze jours, pour s'acheter une guitare, et on ne les revoit plus... »

### La production perturbée

Soulignant que « les habitudes du personnel ont été chamboulées » et que celui-ci « n'a pas encore tout à fait pris le rythme », les responsables de l'usine jugent prématuré de dresser un premier bilan avant la fin de l'année. « Lorsque je traverse les ateliers, les gens ne jettent pas de nez dans leurs machines comme ils le font lorsque cela va mal. C'est un signe qui ne trompe pas », insiste néanmoins M. Eymery. « Et puis, poursuit-il, les anciens le savent bien : autrefois, on travaillait dix heures par jour et six jours sur sept et il n'y a pas eu d'hécatombe. »

Déjà passablement agacés par les a priori de leurs détracteurs, les dirigeants de l'usine n'admettent pas que l'on puisse mettre en doute la qualité des véhicules qui sortent des chaînes. A leur grand dam, ce

### Le début des rencontres entre organisations syndicales

### La CFDT et la CFE-CGC réclament des privatisations partielles

A l'issue de la rencontre prévue entre leurs deux organisations, M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, et Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, ont réclamé mercredi 21 août que l'Etat cède au secteur privé une partie du capital des entreprises publiques. Rappelant que ces sociétés rencontrent des « problèmes financiers » et doivent opérer des « compressions d'effectifs », M. Kaspar a estimé qu'une telle mesure « pourrait leur permettre de réinvestir en faisant face aussi aux problèmes sociaux ». « L'Etat, a-t-il précisé, devrait garder la majorité du capital. » Quant à M. Marchelli, il estime que ces privatisations partielles permettraient de « muscler l'appareil productif ».

Par ailleurs, les deux confédérations ont renouvelé leurs critiques à l'égard du gouvernement, dont la politique budgétaire « ne correspond pas à la gravité de la situation » et « n'ouvre aucune perspective à la création d'emplois ». Elles estiment enfin qu'il « n'est plus question de demander aux salariés de nouveaux sacrifices en matière de pouvoir d'achat ».

### Préférant les constructeurs américains aux européens

### British Airways choisit Boeing et General Electric

British Airways, pariant sur le futur, malgré les difficultés actuelles du transport aérien, vient de passer à Boeing pour 4,2 milliards de livres (environ 42 milliards de francs) de commandes d'appareils : 24 nouvelles commandes de 747-400 - ce qui porte à 31 commandes fermes et 38 options ses demandes pour cet appareil - et surtout 15 Boeing 777 (représentant 2,2 milliards de livres) et autant en option, pour remplacer progressivement de 1995 à 2002 les McDonnell Douglas DC 10 et les Lockheed Tristar actuellement en service.

### Une baisse de 62 % des bénéfices

Pour ses futurs gros porteurs, British Airways choisit ainsi le constructeur américain (qui a au total 72 commandes fermes et 65 options pour le 777) contre l'européen Airbus. Et pour les moteurs de ces 777, la compagnie aérienne a préféré aussi le GE 90 d'un autre américain, General Electric (qui reçoit ainsi sa première commande, de quelque 300 millions de livres, pour le 777). Le britannique Rolls-Royce, son motoriste traditionnel, qui a dû supprimer 6 000 emplois cette année, n'obtient, en consolation, que les moteurs des 747-400 (500 millions de livres).

Parallèlement, la compagnie aérienne - qui dément tout lien entre les deux affaires - a conclu un accord de principe pour céder à General Electric sa division réparation de moteurs pour 272 millions de livres. British Airways, en quête d'économies après une baisse de 62 % de ses bénéfices en 1990, cherche aussi à céder sa division avitaillement, après avoir déjà annoncé la suppression de 4 600 emplois.

(Publicité)

DAMASCUS CITY WATER SUPPLY & SEWERAGE AUTHORITY  
El-Nasser Street, Damascus, Syrian Arab Republic

### NOTICE N° 88

### PRÉSÉLECTION DES ENTREPRISES POUR L'EXÉCUTION DU PROJET DE DISPATCHING (TÉLÉMESURE ET TÉLÉCOMMANDE) POUR LA VILLE DE DAMAS

Suite à l'annonce n° 88 pour l'exécution du projet de dispatching (télémessure et télécommande) présélection des Entreprises pour les Eaux de Damas par un réseau de télécommunication et d'ordinateurs, Damascus City Water Supply and Sewerage Authority (DAWSSA) réinvite les Entreprises et les Joint-Ventures, spécialisées dans l'exécution des projets de cette nature et désirant soumissionner pour ce projet, de présenter leur demande pour la présélection qui sera la base, pour l'établissement d'une liste limitée d'entreprises admises à soumissionner pour l'exécution du projet.

Dans le but de permettre au nombre maximum d'entreprises intéressées de participer à la présélection, DAWSSA annonce pour la seconde fois la prolongation de la date de réception et d'envoi des formulaires de demande suivant ce qui suit :

Les questionnaires de présélection seront postés par avion ou remis sur place aux délégués des entreprises qui formuleraient une demande par écrit ou par télex à l'adresse suivante :

Direction des Grands Projets  
Damascus City Water Supply & Sewerage Authority  
El Nasser Street, Damas SYRIE  
Télex : FIGDAM 411312 SY

Les questionnaires dûment remplis et documents devront être remis aux bureaux de DAWSSA à l'adresse ci-dessus le 21 septembre 1991 au plus tard ou envoyés par poste aérienne au plus tard à cette même date.

La partie du coût du projet en devises étrangères est financée par un prêt du FONDS ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL, BAHRAIN.

Après l'évaluation des documents, DAWSSA préparera une liste limitée des entreprises admises à présenter une offre.

Directeur général par intérim :  
Ingénieur Adesh Zein Al ABDEEN.

### Le ministère de la défense ayant résilié le contrat

## Une commande de 92 chars AMX 30 à GIAT Industrie est annulée

SAINT-ETIENNE  
de notre correspondant

Le ministère de la défense anticipe sur l'arrêt de la fabrication du char AMX 30 B2. Par une lettre adressée aux responsables de GIAT Industrie, il vient de notifier la résiliation d'une commande ferme de 92 chars AMX 30 B2 et de 24 AMX 10 VOA. L'arrêt de la fabrication du char AMX 30 B2 avait été voté voici deux ans, lors de l'adoption de la programmation de la loi militaire.

Les dernières livraisons devaient être effectuées début 1993. L'annulation de cette commande repré-

sente, selon les dirigeants de GIAT Industrie, une perte de charge de 660 000 heures de travail et un manque à gagner de 1,1 milliard de francs, plus de 10 % du chiffre d'affaires de l'entreprise. Les établissements de Roanne et de Tarbes sont principalement concernés. L'arrêt de la chaîne de fabrication de l'AMX 30 B2 touche 150 personnes « directement productives » à Roanne, selon le directeur de l'usine, M. Jacques Pechamat. Les salariés devraient être réaffectés dans l'immédiat à d'autres tâches à l'intérieur de l'établissement, au détriment du personnel des sociétés de services liées par contrat. « Aucun licenciement n'est

envisagé pour l'instant », précise M. Pechamat.

Pour M. Pascal Auroux, chef de cabinet du maire (PS) de Roanne, M. Jean Auroux, cette annonce est à replacer dans le cadre de « manœuvres préliminaires » liées à la préparation de la loi de programmation militaire. Selon lui, il ne faut aucun doute qu'il s'agit de « faire pression » sur ceux qui auront à prendre position ultérieurement et il n'est pas « innocent » que cela se passe dans la ville du président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

VINCENT CHARBONNIER





## BOURSE DU 21 AOUT

|                             |                          |             |
|-----------------------------|--------------------------|-------------|
| <b>COMPTANT</b> (sélection) | <b>SICAV</b> (sélection) | <b>20/8</b> |
|-----------------------------|--------------------------|-------------|

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

## AGENDA

## EXPOSITIONS

## Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ANDRÉ BRETON. La beauté convulsive. Grande galerie - 5<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 26 août 1991.

COLLECTIONS CONTEMPORAINES. Musée - 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages. Jusqu'au 13 octobre 1991.

OASIS ET DÉSERTS D'EGYPTE. Photographies de Rudolf René Gebhardt. Galerie de la BPI. Jusqu'au 7 octobre 1991.

1991. LA PHOTOGRAPHIE EN MIETTES I. Photographie lacérée, photographie altérée. Galerie du Forum, rez-de-chaussée. Jusqu'au 9 septembre 1991.

ALDO ROSSI PAR ALDO ROSSI. Galerie du CCJ. Jusqu'au 30 septembre 1991.

SURRÉALISTES GRECS. Grand foyer. Jusqu'au 23 septembre 1991.

Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (40-49-48-14). Mar., ven., sam., dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45. Fermé le lundi.

DESSINS DE CARPEAUX : LES

ANNÉES D'ITALIE (1856-1862). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre 1991.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.J. et mar. de 10 h à 19 h, dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 13 octobre 1991.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. du Général-Eisenhower.

JACQUES-HERRI LARTIGUE. Rhinçes. (42-80-54-10). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 18 août 1991.

MUSÉES

SAMUEL BECKETT. Films et pièces pour la télévision. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-80-88-89). T.J. et mar. de 12 h à 14 h et de 16 h 30 à 19 h, sam., dim. de 14 h 30 à 19 h, mar. Jusqu'au 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1 septembre 1991.

LA BRIQUE A PARIS. Pavillon de l'Arche, galerie d'actualité, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 25 août 1991.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre 1991.

LA COULEUR DU TEMPS. PHOTOGRAPHIES DE LÉONARD MISONNE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre 1991.

JEAN-LOUIS COURTINAT. PRIX NIEPCE 1991. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 septembre 1991.

DERrière LE RIDEAU. Décor et costumes de théâtre et d'opéra. Calce nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-81-20-00). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 septembre 1991.

JEAN DUBUFFET, LES DERNIÈRES ANNÉES. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-80-88-89). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. Jusqu'au 21 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 septembre 1991.

FLAURE. PEINTURE 1959-1990. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-85). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 août 1991.

HORST. 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 105, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre 1991.

LE MONDE SELON SES CRÉATEURS. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et mar. de 10 h à 18 h et de 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 septembre 1991.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre 1991.

MARIO PRASSINOS. De l'atelier à la galerie. 1957-1988. Pavillon des Arts, 101, rue Rambois (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 septembre 1991.

PRIX NIEPCE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTINAT. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre 1991.

RENÉ JACQUES. RÉTROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août 1991.

## PARIS EN VISITES

## VENDREDI 23 AOÛT

« Les écrivains du cinquième Montparnasse », 10 h 30, entrée, 3, boulevard Edgar-Quinet (V. de Langlade).

« Circuit inhabituel à Montmartre. Cité d'artistes, jardins secrets et curiosités », 14 h, et 17 h 15, sortie du métro Anvers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Jardins et ruelles méconnus du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (M<sup>o</sup> - Casse).

« La Marais en musique. De l'hôtel de Beauvais à l'hôtel de Sully en passant par la place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (M<sup>o</sup> - Lesnès).

« Le Grand Louvre, du donjon à la pyramide », 14 h 30, statue de Louis XIV, face pyramide (Sauvage de la Paris historique).

« L'église et le quartier Saint-Gervais », 14 h 30, devant l'église (A nous deux Paris).

« Le grand tour du Marais, jardins, hôtels privés et la place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (H. Hauser).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réurrection du Passé).

« Rodin et Camille Claudel », 14 h 45, Musée Rodin, 77, rue de Varenne (Tourisme culturel).

« Chapelle, grand amphithéâtre et salons de la Sorbonne », 15 h, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Une abbaye à l'origine d'un quartier et d'une économie florissante : le faubourg Saint-Antoine, ses passages, ses métiers », 15 heures, 184, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

« Le parc Georges-Brassens : des abattoirs hypochloriques au parc urbain », 15 heures, angle rue Branclion et rue des Morillons (Monuments historiques).

« Exposition : Passion manchoue. Personne à tout chinois », 15 heures, Musée Guimet, 6, place d'Iéna. Paris et son histoire.

« Autour de Saint-Eustache et du forum des Halles », 15 heures, façade principale de Saint-Eustache, rue du Jour (Approche de l'Art).

« Promenade, de la place des Vosges à la maison de Jacques Coeur », 15 heures : « Hôtels, jardins et ruelles du Marais sud », 17 heures, métro Saint-Paul/le Marais (Luncheon-Villes).

« Deux petits cinéastes-musées : Saint-Pierre, spécialement ouvert, et Saint-Vincent », 15 heures, sortie supérieure du funiculaire, rue du Cardinal-Dubois (V. de Langlade).

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourd, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Guio, directeur de la gestion  
Manuel Luchert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10

**Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS**

**Pour vous aider à préparer vos dossiers**

**1 AN = 105 F \***

Tous les mois, les *Dossiers et Documents* du Monde publient deux dossiers d'actualité, de quatre pages format quotidien, sur des pays, des faits de société ou des problèmes d'économie.

Chaque dossier contient les articles les plus significatifs du Monde, du Monde diplomatique et du Monde de l'éducation.

Avec les *Dossiers et Documents*, le Monde ouvre sa documentation et met ses archives au service du public. Les *Dossiers et Documents* s'adressent aux enseignants, aux étudiants, aux lycéens et à tous ceux qui, pour leurs travaux personnels ou leurs besoins professionnels, veulent mettre à jour leurs connaissances, retenir l'essentiel et conserver une information durable.

Les *Dossiers et Documents* sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus intéressantes.

Chaque année, les *Dossiers et Documents* publient un numéro « spécial examens » qui fait le point sur l'économie des grandes régions du monde et de la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde. Un numéro indispensable pour actualiser ses connaissances avant les examens.

\* Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. Pour les DOM-TOM, l'étranger et les abonnements en nombre, nous contacter au (1) 40-65-25-25.

Tous les mois, les *Dossiers et Documents* du Monde publient deux dossiers d'actualité, de quatre pages format quotidien, sur des pays, des faits de société ou des problèmes d'économie.

Chaque dossier contient les articles les plus significatifs du Monde, du Monde diplomatique et du Monde de l'éducation.

Avec les *Dossiers et Documents*, le Monde ouvre sa documentation et met ses archives au service du public. Les *Dossiers et Documents* s'adressent aux enseignants, aux étudiants, aux lycéens et à tous ceux qui, pour leurs travaux personnels ou leurs besoins professionnels, veulent mettre à jour leurs connaissances, retenir l'essentiel et conserver une information durable.

Les *Dossiers et Documents* sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus intéressantes.

Chaque année, les *Dossiers et Documents* publient un numéro « spécial examens » qui fait le point sur l'économie des grandes régions du monde et de la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde. Un numéro indispensable pour actualiser ses connaissances avant les examens.

\* Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. Pour les DOM-TOM, l'étranger et les abonnements en nombre, nous contacter au (1) 40-65-25-25.

Les *Dossiers et Documents* sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus intéressantes.

Chaque année, les *Dossiers et Documents* publient un numéro « spécial examens » qui fait le point sur l'économie des grandes régions du monde et de la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde. Un numéro indispensable pour actualiser ses connaissances avant les examens.

\* Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. Pour les DOM-TOM, l'étranger et les abonnements en nombre, nous contacter au (1) 40-65-25-25.

Les *Dossiers et Documents* sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus intéressantes.

Chaque année, les *Dossiers et Documents* publient un numéro « spécial examens » qui fait le point sur l'économie des grandes régions du monde et de la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde. Un numéro indispensable pour actualiser ses connaissances avant les examens.

\* Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. Pour les DOM-TOM, l'étranger et les abonnements en nombre, nous contacter au (1) 40-65-25-25.

Les *Dossiers et Documents* sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus intéressantes.

Chaque année, les *Dossiers et Documents* publient un numéro « spécial examens » qui fait le point sur l'économie des grandes régions du monde et de la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde. Un numéro indispensable pour actualiser ses connaissances avant les examens.

\* Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. Pour les DOM-TOM, l'étranger et les abonnements en nombre, nous contacter au (1) 40-65-25-25.

Les *Dossiers et Documents* sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus intéressantes.

Chaque année, les *Dossiers et Documents* publient un numéro « spécial examens » qui fait le point sur l'économie des grandes régions du monde et de la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde. Un numéro indispensable pour actualiser ses connaissances avant les examens.

\* Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. Pour les DOM-TOM, l'étranger et les abonnements en nombre, nous contacter au (1) 40-65-25-25.

Les *Dossiers et Documents* sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus intéressantes.

Chaque année, les *Dossiers et Documents* publient un numéro « spécial examens » qui fait le point sur l'économie des grandes régions du monde et de la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde. Un numéro indispensable pour actualiser ses connaissances avant les examens.

\* Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. Pour les DOM-TOM, l'étranger et les abonnements en nombre, nous contacter au (1) 40-65-25-25.

Les *Dossiers et Documents* sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus intéressantes.

Chaque année, les *Dossiers et Documents* publient un numéro « spécial examens » qui fait le point sur l'économie des grandes régions du monde et de la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde. Un numéro indispensable pour actualiser ses connaissances avant les examens.

\* Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. Pour les DOM-TOM, l'étranger et les abonnements en nombre, nous contacter au (1) 40-65-25-25.

Les *Dossiers et Documents* sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus intéressantes.

Chaque année, les *Dossiers et Documents* publient un numéro « spécial examens » qui fait le point sur l'économie des grandes régions du monde et de la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde. Un numéro indispensable pour actualiser ses connaissances avant les examens.

\* Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. Pour les DOM-TOM, l'étranger et les abonnements en nombre, nous contacter au (1) 40-65-25-25.

Les *Dossiers et Documents* sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisent les derniers développements et signalent les statistiques les plus intéressantes.

ANNE-MARIE IDOÛX  
Modèle points  
CRÉATION-RESTAURATION  
imitation marbres  
et pierres dures  
TRAVAIL SOIGNÉ  
pour DÉCORATEURS  
et PARTICULIERS  
Tél. : (1) 42-63-07-36

**Le Monde**

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10  
Tél. : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Dirigé de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourd, gérant.

Impression  
du « Monde »  
12, r. M. Gumbourg  
94852 IVRY CEDEX  
(1990)

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration

**Le Monde PUBLICITE**

Jacques Lesourd, président  
François Hugnet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75902 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Tél. MONDIPUB 634 128 F  
Tél. : 46-62-72-72 - Société Ed. de la SARL, Le Monde et de Régie Presse SA.

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**

Composés 3B-15 - Tapes LEMONDE  
ou 3B-15 - Tapes LM

**ABONNEMENTS**

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

| TARIF  | FRANCE  | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS | AUTRES PAYS |
|--------|---------|-------------------------------------|-------------|
| 3 mois | 460 F   | 572 F                               | 790 F       |
| 6 mois | 890 F   | 1 123 F                             | 1 560 F     |
| 1 an   | 1 620 F | 2 086 F                             | 2 960 F     |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

PP Paris RP

111 MON 03





## Après l'échec du coup d'Etat en Union soviétique

## La folle opération de sauvetage de M. Gorbatchev par les autorités russes

Le vice-président et le premier ministre russes, le colonel Alexandre Roukotchko et M. Ivan Silaïev, ont organisé, mercredi 21 août, une opération quasi militaire pour ramener à Moscou le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, isolé pendant soixante-douze heures dans sa résidence balnéaire de Foros, sur les bords de la mer Noire.

## FOROS

de l'envoyé spécial de l'AFP

Lorsque l'échec de la «junte» est apparu imminent avec l'annonce - inexacte - de la fuite des putschistes, le premier ministre Ivan Silaïev et le colonel Roukotchko ont décidé précipitamment, en début d'après-midi, de partir pour la Crimée par un vol spécial, pour

forcer la décision en ramenant le président à Moscou.

La route d'accès à l'aéroport de Vnoukovo (sud de Moscou), d'où partent les avions officiels, étant fermée par les chars, de nombreuses personnalités invitées à participer à l'expédition sont arrivées en retard. Des diplomates des ambassades des douze pays de la CEE, seul le conseiller politique de l'ambassade de France, M. Michel-Yves Feissik, a réussi à arriver dans les temps.

Le ministre de la défense, le maréchal Dmitri Iazov, le chef du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, et le membre du conseil de sécurité M. Oleg Baklanov sont également partis en avion de Vnoukovo à 14 heures vers la résidence présidentielle de Crimée. Selon le personnel de bord, les trois hommes étaient détendus et ont «bien mangé». Ils ont été arrêtés peu après leur arrivée en Crimée.

## «Un traitre et un salaud»

Sur la piste de Vnoukovo envahie par les badauds, une quarantaine d'officiers des troupes du ministère de l'Intérieur, ralliés à la Russie, se tiennent au garde-à-vous pendant que la délégation monte dans l'avion. Hormis les chefs de l'exécutif russe, on compte M. Valéry Témirbatiev, le représentant personnel du président du Kazakhstan, M. Nursultan Nazarbaïev, à Moscou, ainsi que MM. Vadim Bakatine, membre du conseil de sécurité soviétique, et Vladimir Lissenko, un des responsables du mouvement pro-Elsine, Russie démocratique. Deux cardiologues font également partie du voyage.

Juste avant de monter à bord, le colonel Roukotchko fait une courte déclaration : «Le maréchal Iazov est un traitre et un salaud». Pour lui, le coup d'Etat a échoué parce que les officiers supérieurs ont refusé de suivre les ordres du ministre de la défense, le maréchal Dmitri Iazov.

Profitant de la confusion qui règne autour de la passerelle, trois journalistes occidentaux parvien-

nent à se faufiler dans la cabine. A 19 h 15, le TU-134 de l'Aéroflot se pose sur une des pistes de Belbek, l'aéroport militaire de Sébastopol.

Les limousines partent à toute allure sur les routes montagneuses de Crimée pour la presqu'île de Saritch où se trouve la datcha. Autorisé à poursuivre sa route au premier barrage de police, le convoi emprunte la route qui serpente vers la mer à travers un bois de cyprès et débouche sur une barrière électrique gardée par des soldats du KGB.

Passée une deuxième porte gardée cette fois par des gardes du corps personnels de M. Mikhaïl Gorbatchev, les hommes du président, équipés de talkie-walkie et d'armes automatiques, vont et viennent dans les allées qui relient les trois bâtiments principaux du complexe balnéaire. Le vice-président Roukotchko et M. Ivan Silaïev sont reçus les premiers en audience particulière pendant plus d'une heure, dans la résidence personnelle des Gorbatchev, qui surplombe une belle piscine.

Après une ultime fouille au corps, le reste de la délégation est conduit sous bonne escorte jusqu'à la villa de trois étages. Les hôtes sont invités dans un bureau richement décoré, au deuxième étage de la villa. Les murs sont de marbre blanc et les parquets de bois précieux. A l'entrée du bureau se tient Irina, la fille du président.

«Je vous souhaite la bienvenue à tous», déclare avec un large sourire le président, qui n'a pas perdu l'habitude de s'adresser des mains pour s'exprimer. A 0 h 20 jeudi (21 h 30 GMT mercredi), consécration pour les autorités russes : Mikhaïl Gorbatchev monte dans l'avion de MM. Roukotchko et Silaïev, avec sa femme Raïssa, sa fille Irina et sa petite-fille Xenia. M. Gorbatchev a tenu que le chef du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, en état d'arrestation, voyage avec lui.

STÉPHANE BENTURA

## EN BREF

Le prince Sihanouk à Paris le 9 septembre. - Le prince Sihanouk, président du Conseil national suprême cambodgien (CNS), est attendu le 9 septembre à Paris, où il rencontrera M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères et co-président de la conférence de Paris sur le Cambodge, a-t-on appris mercredi 21 août dans la capitale française.

Le prince conduira ensuite la délégation khmère à l'Assemblée générale des Nations unies, avant de retourner à Phnom-Penh en novembre. (AFP.)

■ HAITI : nouveau président à la Chambre des députés. - Le socialiste modéré Duly Brutus, un des principaux responsables du Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien (PANPRH), a été élu, mardi 20 août, président de la Chambre des députés haïtiens. Son prédécesseur, M. Ernst Pedro Cassus, avait démissionné le 16 août, après avoir été vivement contesté par ses collègues pour avoir suspendu, sous la pression de manifestants, une séance où les députés risquaient d'adopter une motion de censure contre le premier ministre, M. René Prévail. (AFP.)

■ PÉROU : cinq anciens ministres seront jugés pour corruption. - Le Sénat péruvien a levé, mercredi 21 août, l'immunité parlementaire de cinq ministres de l'ancien président Alan García, afin qu'ils répondent devant la justice des délits de «concussion» et d'«abus d'autorité». MM. Vasquez, Angeles, Moran, Orbegozo, et Ratto sont accusés d'avoir vendu des dollars sous-évalués pour «favoriser l'industrie nationale». Le Sénat devrait se prononcer sur la levée de l'immunité de M. García, menacé d'être emporté par la vague de scandales déclenchée autour de la Banque de crédit et de commerce international (BCCI). (AFP.)

■ NICARAGUA : occupation d'une banque par d'anciens militaires sandinistes. - Une cinquantaine d'anciens militaires sandinistes occupent depuis mercredi 21 août la banque de Granada, pour obtenir du gouvernement qu'il tienne ses promesses d'indemnisation et d'octroi de terres

et de logements. Des centaines d'anciens membres de la résistance nicaraguayenne (Contras) demandent aussi au gouvernement de respecter les promesses d'aide qu'ils ont reçues lorsqu'ils ont été démobilisés. (AFP, UPI.)

■ SALVADOR : saisie de missiles sol-air de la guérilla. - L'armée salvadorienne a saisi mercredi 20 août à San-Salvador un important stock d'armes de la guérilla du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), parmi lesquelles quatre missiles sol-air Sam 14, de fabrication soviétique. D'autre part, l'armée a annoncé que l'assaut de places fortes du FMLN dans l'est et le nord du pays avait fait sans morts parmi les guérilleros. (AFP, UPI.)

■ 63 % des Français ne font pas de différence entre la politique de M. Rocard et celle de M. Cresson. - Un sondage de l'IFOP, dont les résultats sont publiés par l'Express daté 22-23 août (huit cents personnes interrogées les 8 et 9 août), montre que, pour 63 % des Français, la politique gouvernementale n'a pas changé depuis la nomination de M. Edith Cresson à Matignon par rapport à celle conduite par M. Michel Rocard. 53 % des personnes interrogées estiment que le nouveau premier ministre s'est exprimé de façon plutôt courageuse, contre 31 %, qui lui reprochent de l'avoir fait de façon plutôt choquante. 54 % des personnes interrogées, contre 35 %, ne croient pas à l'avenir de M. Cresson comme premier ministre.

OUVERT EN AOÛT  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie  
d'un grand maître tailleur

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

## L'Echo inattendu de Moscou

«Censurer ? Ballooner ? Contredire ? Trop tard ! L'époque du monopole de l'État soviétique sur la presse et l'audiovisuel est révolue. Aucune autorité quelconque n'osera désormais prétendre pouvoir faire taire toutes les voix indépendantes de ce pays !»

Éproué par trois jours de combat pour continuer à diffuser ce que coûte les émissions de Radio M Echo de Moscou, la première station de radio privée entièrement soviétique, ce journaliste n'en est pas moins optimiste et grisé. Partout, assure-t-il, dans les différentes républiques, des médias indépendants ont su violer la censure décrétée par les putschistes et prendre le message. Partout, photographes et éditeurs ont fonctionné à plein régime pour pollier la suspension de certains journaux phares de la perestroïka (les Nouvelles de Moscou, la Komsomolskaya Pravda...) et diffuser envers et contre tout, sur des feuilles simples recto-verso distribuées dans les rues, ou glissées à l'intérieur de publications moins menacées, un minimum d'informations et des appels à la résistance. Partout enfin, de jeunes radios privées ont su échapper au musellement sous le regard envieux de certains personnels des chaînes publiques de Gosteleradio (80 000 salariés dans le pays), habitués pourtant à courber l'échine. Encore a-t-on pu remarquer là aussi, entre deux concerts de musique classique et la lecture de communiqués officiels, quelques images sur les manifestations populaires devant le Parlement de Russie ainsi que des discours de Boris Eltsine. Autant de fissures et de manifestations de dissidence inimaginables en

des temps pas si lointains et accueillies favorablement par le public.

Dans la capitale soviétique, où l'information a paru évoluer d'heure en heure, c'est néanmoins Radio M Echo de Moscou qui semble avoir mérité la palme de la résistance au dispositif de la censure. C'est cette petite station, créée il y a tout juste un an (1) par une poignée de journalistes indépendants décidés à profiter de la brèche ouverte par la loi sur la presse, qui est devenue en quelques heures le réceptacle et le diffuseur le plus actif d'informations sur la crise en cours.

## «Nous croyons en la démocratie»

Suspendue quelques heures le 19 août après avoir opposé une fin de non-recevoir aux représentants du KGB venus la prier d'arrêter de troubler l'ordre public, pour fermer volontairement l'antenne, libérée le lendemain grâce à l'intervention de fonctionnaires du ministère de télécommunications, arrêtée à nouveau dans la nuit du 20 au 21 août, mais de retour sur les ondes vers 3 heures par l'intermédiaire d'un canal téléphonique, puis d'un nouvel émetteur, l'armée s'étant emparée du président.

«Pas une seconde, l'idée d'abandonner ne nous a effleurés», raconte Sergueï Korzoun, son rédacteur en chef. L'enjeu était trop grave et la demande d'information démesurée. Des correspondants nous appelaient de partout : Leningrad, l'Ukraine, les Pays baltes où nous sommes repus en ondes courtes... Des reporters de la station soviétique Moscou et nous appelait pério-

diquement, des étudiants regroupés dans les informations des différentes agences, tandis que des députés, enfermés dans le Parlement de Russie nous apportant spontanément leurs témoignages. Nous avons même accueilli à la station des arrangements effectués par des salariés de Gosteleradio mais impossibles sur les antennes officielles.

Pendant trois jours, Radio M Echo de Moscou, transformée en ruche, est donc devenue, pour la plupart des Moscovites mais aussi dans d'autres Républiques, le seul canal crédible d'informations émanant à l'intérieur des frontières soviétiques (2). Sergueï Korzoun insiste sur la qualité. «Nous ne sommes pas des militants. Aucun de nous n'appartient à un mouvement ou à un parti quelconque. Nous croyons simplement en la démocratie et n'avons de comptes à rendre à personne puisque la station, financée aujourd'hui par le public, équilibre son budget. La population a désormais goûté à l'information libre. Elle ne pourra plus s'en passer.»

ANNICK COJEAN

(1) Radio M Echo de Moscou a été créée le 22 août 1990 avec le soutien du journal Opyat, de la faculté de journalisme, de l'association Radio proche du ministère des télécommunications et de la mairie de Moscou.

(2) Alors que la plupart des autres radios et télévisions privées ont été rapidement fermées, les trois stations musicales créées à Moscou à l'initiative d'investisseurs français ont pu continuer à émettre librement : Europa Plus Moscou, M Radio et Radio Nostalgie qui émet sur une fréquence de Radio Moscou Internationale. Aucune d'entre elles ne diffuse cependant d'informations. Trois radios internationales - la BBC, Voice of America et Radio Liberty - semblent également avoir été libérées par la population.

Pour des citations abusives dans leur livre «Dieu et la science»

## Les frères Bogdanov et les éditions Grasset condamnés

Les éditions Grasset et les frères Igor et Grichka Bogdanov ont été condamnés par ordonnance de référé, le 16 août dernier, à payer 50 000 francs de dommages et intérêts aux éditions Fayard, a-t-on appris mercredi 21 août.

Les éditions Fayard avaient assigné les éditions Grasset le 7 août, demandant au tribunal le retrait de la vente du best-seller des frères Bogdanov *Dieu et la science* - un livre d'entretiens avec l'académicien Jean Guilton, vendu à plus de 200 000 exemplaires - et une indemnité provisionnelle de 200 000 francs. Elles reprochaient à l'éditeur et aux auteurs d'avoir reproduit ou paraphrasé des passages entiers d'un ouvrage publié par Fayard, la *Mémoire secrète*, dû à l'astrophysicien Trinh Xuan Thuan. M. Marie-André Collé, juge des référés, a estimé dans ses attendus qu'il est constant que des emprunts ont été faits par Igor et Grichka Bogdanov à des passages de la *Mémoire secrète* sous forme de textes d'introduction aux différents chapitres. Et que «si ces passages sont imprimés en italique, ils ne comportent ni guillemets, ni citation d'auteur».

L'originalité de cette nouvelle affaire de plagiat, qui oppose, cette fois, deux filiales du même groupe Hachette, porte sur l'argumentation présentée par les frères Bogdanov. Les deux auteurs reconnaissent, en effet, «l'existence de certaines analogies», qualifiées par eux de «résolutions inopportunes». Mais, expliquent-ils, «le savoir scientifique constitue un corpus de connaissances au sein duquel les vulgarisateurs prélèvent des éléments qui sont originaux, rarement les éléments qui les composent».

Igor et Grichka Bogdanov semblent avoir une conception un peu extensive de ce «corpus de connaissances». Le *Canard enchaîné* révèle en effet, dans son édition du 21 août, que leur livre comporte également de très larges extraits d'un autre ouvrage, un livre d'un journaliste américain, Michael Talbot, publié en 1989 par Flammarion sous le titre *Univers : Dieu ou hasard*. Certains de ces extraits sont même mis dans la bouche de Jean Guilton.

Les passages incriminés par le *Canard enchaîné* proviennent, rétorquent Igor et Grichka Bogdanov, d'un rapport publié par la *Fondation scientifique américaine* en 1979 sous le titre *Science, à cinq versants*. Un exemple, dans leur esprit, de ce «corpus» dans lequel ils auraient puisé, de concert avec Michael Talbot. L'enjeu, comme le souligne M. Claude Durand, directeur des éditions Fayard, c'est que leurs textes représentent exactement les mêmes termes que la traduction française du livre de Michael Talbot publié par Flammarion.

## Le droit et la déontologie

S'il est vrai que les scientifiques, pour leurs travaux, et les auteurs ou vulgarisateurs puissent largement dans les publications antérieures que les chercheurs baptisent d'ailleurs «la littérature», c'est pour en extraire des informations, pas pour en recopier des passages entiers. Et tout texte scientifique comprend, en exergue, la mention des sources d'informa-

tions de l'auteur. «Le droit comme la déontologie protègent la forme des textes, sinon le fond, mais ils n'arrivent pas à le comprendre», souligne M. Claude Durand.

Le directeur des éditions Fayard ne se satisfait pas de la proposition des frères Bogdanov et des éditions Grasset, qui se sont engagés à «supprimer ou modifier, dans les prochaines éditions, les textes litigieux et à insérer des remerciements pour la contribution de Trinh Xuan Thuan». Un dossier de plagiat de douze pages ne mentionne pas «des remerciements, mais des excuses», souligne M. Durand, qui envisage un nouveau recours devant les tribunaux, à moins, nous a-t-il dit, que les deux auteurs «ne reconnaissent publiquement leur faute et présentent des excuses à M. Trinh Xuan Thuan».

Jean Guilton, qui vient d'avoir quatre-vingt-dix ans, est jusqu'à présent épargné par ce scandale. Il n'a pas été assigné. «J'ai beaucoup de respect pour lui. Je crois qu'il a été manipulé dans toute cette histoire», déclare M. Durand.

JEAN-PAUL DUFOUR

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 août

## La hausse se ralentit

Pour la troisième séance de suite, la Bourse de Paris s'est jeudi matin orientée à la hausse. D'abord plus lent (+0,67 %), le mouvement s'est de nouveau accéléré et aux alentours de 11 heures, l'indice CAC-40 enregistrerait une avance de 0,96 %.

Le marché profite toujours de l'état de grâce causé par l'échec du coup d'Etat en URSS. Mais le 22 août est le jour de la liquidation générale du mois d'août. Après 6,15 % de hausse en 48 heures, le facteur technique a forcément joué et des ventes bénéficiaires se sont produites. Encore perdante la veille à 13 heures, cette liquidation est redevenue gagnante de 2,32 %, ce pour la première fois depuis le mois de mai.

Hausse de Galeries Lafayette, SAT, Majorette, Fives Lille, Pizault, Euromarché. Baisse de Concept SA et de CSEE.

## MODE LA SOLUTION «IDEALE» EXISTE!

Vous appréciez la Mode, mais vous exigez la qualité + la création + les prix... RODIN vous offre sur des quantités époustouflantes de tissus présentés dans son immense magasin. Une variété prodigieuse, l'exubérance des couleurs, le plaisir des fantaisies, et toujours les prix, des prix qui permettent vraiment d'acheter «décontracté» depuis 30 F le mètre.

RODIN  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## L'ESSENTIEL

## VOYAGE AVEC COLOMB

21. Au bord des mondes..... 2

## ÉTRANGER

L'échec du coup d'Etat en Union soviétique. 3 à 10

La situation en Yougoslavie Les Républiques s'accrochent sur un programme économique minimum..... 10

Elections en Algérie Le gouvernement et les partis recherchent un accord..... 10

## LIVRES • IDÉES

● Pour saluer Angus Wilson ● Georges Haldas ou la résurrection dans un café ● Rencontres américaines : Jim Harrison ● Histoires littéraires, par François Bort..... 11 à 15

## SOCIÉTÉ

Le dalaï-lama en Dordogne Croissance du bouddhisme tibétain dans le Périgord..... 16

## COMMUNICATION

La réorganisation des chaînes publiques Négociations intensives à Antenne 2..... 17

## CULTURE

Une rétrospective Clouzot Tous les films du réalisateur de «Quai des orfèvres»..... 18

## ÉCONOMIE

La situation de l'industrie française Un million d'emplois perdus en vingt ans..... 19

Les syndicats et les privatisations La CFDT et la CGC favorables à une ouverture du capital des entreprises publiques au privé..... 19

## Services

Abonnements..... 22  
Carnet..... 17  
Loto..... 17  
Marchés financiers..... 20-21  
Météorologie..... 23  
Mots croisés..... 23  
Radio-Télévision..... 23  
Spectacles..... 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 22 août 1991 a été tiré à 638 617 exemplaires.

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient

Les manifestations se multiplient